

# AU-DELÀ DU PIB : TROUVER DES ALTERNATIVES RADICALES

## POURQUOI IL EST URGENT DE METTRE EN PLACE DES ALTERNATIVES FÉMINISTES ET DÉCOLONIALES AU PIB

Les responsables politiques, les institutions et divers mouvements s'accordent de plus en plus à dire que le produit intérieur brut (PIB), en tant que principal indicateur de la santé économique, n'est pas un outil satisfaisant. Il est urgent de trouver des alternatives pour la transition vers un nouveau modèle économique favorisant un monde radicalement plus égalitaire, bienveillant, vert et féministe et proposant des mesures de réparation des dommages causés par le passé et des inégalités qui en découlent. Toutefois, malgré de nombreuses expériences, la plupart de celles-ci manquent d'ambition et ne sont pas appliquées, à l'exception de rares propositions en cours de développement, notables mais d'envergure relativement restreinte. Pour détrôner le PIB, divers mouvements sociaux devront travailler à la création d'indicateurs clés qui privilégieront l'égalité, intégreront les valeurs féministes et décoloniales et remettront en question les systèmes de pouvoir et les discours qui perpétuent l'utilisation du PIB. C'est la seule manière pour ces alternatives d'entraîner la transformation économique indispensable pour protéger la planète et les êtres humains avant tout.

## LES DOCUMENTS DE DISCUSSION D'OXFAM

Les documents de discussion d'Oxfam visent à contribuer au débat public et à susciter des réactions sur les questions relatives aux politiques de développement et humanitaire. Ces documents sont des travaux en cours. Ils ne constituent pas nécessairement des versions finales et ne reflètent pas forcément les positions politiques d'Oxfam. Les opinions et recommandations exprimées sont celles des auteur·es et pas forcément celles d'Oxfam.

Pour plus d'informations ou pour partager vos commentaires à propos de ce document, veuillez contacter [aparvez1@oxfam.org.uk](mailto:aparvez1@oxfam.org.uk).

# TABLE DES MATIÈRES

Résumé.....	5
Pourquoi le PIB est-il un indicateur imparfait ? .....	5
Qui pâtit de notre obsession du PIB ? .....	8
Imaginer un indicateur qui soit significatif et fonctionne pour tout le monde.....	8
Qu'est-ce qui empêche le progrès ?.....	9
Vers l'élaboration d'alternatives féministes et décoloniales .....	11
<b>1 Le PIB et nos économies défaillantes.....</b>	<b>12</b>
1.1 Le modèle économique dominant et la recherche obsessionnelle de croissance du PIB .....	13
Dépendances à la croissance du PIB .....	16
1.2 Changements à apporter, et pourquoi nous devons agir dès maintenant .....	16
1.3 Objectifs de ce rapport .....	18
<b>2 Pourquoi le PIB est-il un indicateur imparfait ?.....</b>	<b>19</b>
2.1 Le PIB ne mesure ni la prospérité sociale ni les inégalités .....	19
2.2 Le calcul du PIB omet des parties de l'économie.....	20
Travail de soin non rémunéré .....	20
Dommages environnementaux .....	21
Flux financiers illicites et paradis fiscaux.....	21
2.3 Le PIB ne tient pas compte des limites planétaires.....	21
2.4 Le PIB est un outil de mesure antiféministe et néocolonial .....	22
Pourquoi néocolonial ? .....	22
Pourquoi antiféministe ? .....	23
<b>3 Qui pâtit de notre obsession du PIB ?.....</b>	<b>24</b>
3.1 Les femmes et les groupes marginalisés.....	25
L'austérité .....	25
La privatisation .....	27
La libéralisation des échanges.....	27
L'absence de politiques de soins de santé universels .....	28
3.2 Environnement et communautés autochtones.....	29
<b>4 Initiatives allant au-delà du PIB.....</b>	<b>31</b>
4.1 Initiatives actuelles .....	32
Pourquoi les initiatives allant au-delà du PIB sont-elles insuffisantes ?.....	32

4.2 Les indicateurs alternatifs actuels ne sont pas suffisamment féministes et anticoloniaux.....	33
Le travail de soin non rémunéré.....	34
Le caractère décolonial.....	34
Les impacts transfrontaliers .....	35
4.3 Les indicateurs alternatifs actuels ne sont pas suffisamment transformateurs ...	36
Le PIB, une mesure encore très utilisée .....	38
La non-utilisation des indicateurs allant au-delà du PIB pour l'élaboration des politiques.....	38
Des exceptions positives .....	38
<b>5 Mettre au point un indicateur important et pertinent pour tous et toutes .....</b>	<b>40</b>
5.1 Lutter contre l'imposition néocoloniale du PIB et l'élaboration des politiques économiques dominantes .....	43
Le bien-être dans d'autres pays.....	44
Modifier les émissions et les modes d'extraction.....	44
5.2 Reconnaître et valoriser le travail de soin non rémunéré effectué par les femmes .....	45
Emploi du temps et ventilation des données .....	45
5.3 Valoriser la prospérité sociale et écologique, et réduire les inégalités .....	46
Prospérité sociale et écologique .....	46
Inégalités .....	47
Orienter les politiques publiques et les investissements.....	47
5.4 Comment s'affranchir du PIB pour transformer les modèles économiques .....	48
<b>6 Qu'est-ce qui empêche le progrès ?.....</b>	<b>50</b>
Profits et lobbying des entreprises puissantes et des riches élites.....	50
Prédominance des discours néolibéraux et patriarcaux.....	51
Enracinement dans les institutions formelles .....	51
<b>7 Sept voies clés pour trouver des alternatives féministes et décoloniales .....</b>	<b>54</b>
7.1 Modèles mentaux .....	54
7.2 Liens et relations .....	55
7.3 Dynamiques de pouvoir .....	55
7.4 Politiques et pratiques .....	55

Glossaire.....	58
----------------	----

Notes .....	61
-------------	----

## REMERCIEMENTS

Ce document a été rédigé par Anam Parvez Butt, Esmé Berkhout, Mira Chawkat Zaghbour et Alex Bush, avec la participation de Lebohang Liepollo Pheko et Ritu Verma. Il se nourrit de recherches menées par Lebohang Liepollo Pheko et Ritu Verma (Verma et Pheko, 2022). Oxfam remercie Dana Abed, Kate Grantham, Jamie Livingstone, Do Quy Duong, Nguyen Quang Thai pour leurs contributions, Lebohang Liepollo Pheko et Ritu Verma pour leur travail de révision pointu et leurs nombreux commentaires et Jayati Ghosh, Irene Guijt, Max Lawson, Ruth Mayne, Michael McCarthy Flynn, Leah Mugehera, Neelanjana Mukhia, Rachel Noble, Lewis Ryder-Jones, Emma Seery, Anjela Taneja, Katherine Trebeck, Lukas Warning et Clare Coffey pour leur relecture et leurs précieux retours.

Pour citer le présent rapport, veuillez utiliser le format suivant :

A.P. Butt, E. Berkhout, C.M. Zaghbour, A. Bush, R. Verma, L.L. Pheko (2023), Au-delà du PIB : trouver des alternatives radicales Pourquoi il est urgent de mettre en place des alternatives féministes et décoloniales au PIB. Londres : Oxfam

Pour plus d'informations ou pour partager vos commentaires à propos de ce document, contactez [aparvez1@oxfam.org.uk](mailto:aparvez1@oxfam.org.uk)

© Oxfam International 2023

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins pédagogiques, de plaidoyer, de campagne et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Envoyez un e-mail à [policyandpractice@oxfam.org.uk](mailto:policyandpractice@oxfam.org.uk).

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la publication.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International en août 2023. DOI : 10.21201/2023.621532

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Traduit de l'anglais par Charlotte Pacilly, Morgane Menichini et Barbara Scottu.

# RESUME

Nos économies sont défailtantes. Les inégalités sont omniprésentes. Le changement climatique et la destruction de l'écosystème se poursuivent à un rythme dangereux et intenable. Le manque de considération pour l'économie du *care* place les femmes dans une situation de pauvreté de revenu et en temps de plus en plus profonde. La faim et l'insécurité alimentaire s'intensifient, et les conflits violents sont de plus en plus nombreux. Ces crises sont provoquées par un système économique extractif, néocolonial et motivé par le profit, qui assure des bénéfices exponentiels aux propriétaires de la richesse et leur permet d'accumuler le capital, en exploitant les travailleurs et travailleuses et les personnes prises au piège de la pauvreté, notamment les membres de communautés marginalisées. Ce système, qui fonctionne sur l'exploitation et le mépris de la nature et des aidant-es, les invisibilise et ne reconnaît pas leur rôle dans nos économies.

L'une des caractéristiques centrales de ce système économique est l'importance qu'il confère au produit intérieur brut (PIB) en tant qu'indicateur principal de progrès économique et social. Le PIB est le symbole d'un discours dominant selon lequel une croissance illimitée et incontestée du PIB serait essentielle pour atteindre d'autres objectifs politiques, comme l'égalité, le bien-être et l'éradication de la pauvreté. Par le biais de tels mythes, l'instrument et l'indicateur de valeur limité qu'est le PIB est devenu une fin en soi. La croissance du PIB *peut* être un processus inclusif et avoir un effet positif sur les inégalités, mais le PIB seul, en tant qu'indicateur, ne permet pas d'examiner ce qui est produit, la manière dont on produit et les personnes qui profitent de ce système.

En appelant à aller au-delà du PIB plutôt que de s'attacher à sa croissance comme une fin en soi, on s'exprime en faveur de l'abandon d'un indicateur économique qui ne permet pas d'orienter efficacement les politiques, et on invite à réfléchir à des moyens de créer une économie axée sur la prospérité sociale<sup>1</sup> et qui nous permettra de protéger la planète. Pour ce faire, nous avons besoin d'indicateurs pouvant nous aider à déterminer la direction à suivre, si nous progressons et si différentes politiques ont le pouvoir de nous amener là où nous souhaitons aller. Les systèmes de connaissances et les valeurs des peuples autochtones, ainsi que les voix, les solutions et les perspectives des penseurs et penseuses féministes<sup>2</sup> et décoloniaux/ales<sup>3</sup>, sont essentiels à cela.

Les mouvements et intellectuel·les des pays du Sud appellent depuis longtemps à ce que des alternatives radicales au PIB soient adoptées et cette perspective est de plus en plus plébiscitée dans les pays à revenu élevé. Un sondage réalisé par le Women's Budget Group a montré que près de sept personnes sur dix sont d'avis que le bien-être devrait être un indicateur du succès des politiques économiques<sup>4</sup>.

## POURQUOI LE PIB EST-IL UN INDICATEUR IMPARFAIT ?

Le PIB est un indicateur de la croissance et de l'activité économiques créé dans les années 1930 dans les pays du Nord. Il est devenu l'étalon de mesure de tout progrès économique. La pauvreté des éléments pris en compte par le PIB est à l'image du cadre eurocentré, archaïque et étrié qui a entouré sa création. Il est grand temps d'ajuster cet indicateur à la réalité et aux besoins actuels.

Le PIB par habitant·e augmente constamment à l'échelle mondiale, mais les inégalités aussi. Entre 1995 et 2021, les 1 % les plus riches ont accumulé 38 % des nouvelles richesses créées dans le monde, contre 2 % pour les 50 % les plus pauvres<sup>5</sup>. Le PIB ne reflète pas cette distribution incroyablement inégale et injuste des richesses et ses effets négatifs sur le bien-être. Elle est même souvent présentée comme une étape « inévitable » de la croissance du PIB.

Affirmer que le monde peut se libérer des inégalités grâce à la croissance économique a des conséquences environnementales désastreuses. Faire sortir la majorité de l'humanité de l'extrême pauvreté, compte tenu des niveaux d'inégalités actuels, nécessiterait de multiplier par beaucoup la taille de notre économie mondiale, à un point qui entraînerait la destruction de notre planète. Mais les limites de la planète ne sont pas prises en compte : l'économie mondiale franchit six des neuf limites identifiées par le Stockholm Resilience Centre<sup>6</sup>, presque entièrement sous l'impulsion des pays à revenu élevé, où la croissance du PIB a rapidement accru l'usage des ressources à un niveau par tête quatre fois plus élevé que le niveau durable.

En même temps, les inégalités alimentent la crise climatique : les 1 % les plus riches du monde ont une empreinte carbone par tête 30 fois supérieure au niveau qui nous permettrait d'atteindre l'objectif de 1,5 °C défini dans le cadre de l'Accord de Paris<sup>7</sup>. Les 50 % les plus pauvres ont une empreinte carbone beaucoup plus faible, alors qu'ils subissent les conséquences les plus graves du changement climatique.

Le PIB ne mesure pas les dommages causés à l'environnement, tels que l'impact des activités économiques sur le changement climatique, les terres et la biodiversité. Les émissions excessives des pays industrialisés à revenu élevé, qui ont eu des conséquences néfastes pendant des siècles de colonialisme, restent un problème. Et ce sont les pays et les communautés vulnérables qui font face aux impacts les plus graves du changement climatique.

Le PIB mesure la valeur ajoutée des biens et services produits et échangés sur le marché, mais il fait abstraction des aspects cruciaux de nos économies. Il ignore largement le travail de soin non rémunéré et certains éléments du travail informel<sup>8,9</sup>, dont s'acquittent de manière disproportionnée les femmes, et en particulier celles qui vivent en situation de pauvreté et issues de groupes faisant face à des discriminations basées sur la race, l'ethnie, la nationalité, l'orientation sexuelle et la caste.

Les femmes et les hommes effectuent 16,4 milliards d'heures de travail de soin non rémunéré par jour<sup>10</sup>. Sur ce total, environ 76 % sont effectuées par des femmes<sup>11</sup>. En tout, 606 millions de femmes en âge de travailler réalisent du travail de soin non rémunéré à plein temps<sup>12</sup>. Le peu de visibilité qui est donnée au travail de soin dans l'économie formelle a pour effet de dissimuler sa contribution à l'économie de marché. Sur le nombre total d'heures travaillées chaque semaine à l'échelle mondiale, 45 % correspondent à du travail de soin non rémunéré<sup>13</sup>. La contribution de ces activités est exclue des calculs du PIB. Du point de vue du genre, cela signifie que 65 % des heures de travail des femmes ne sont pas rémunérées et ne contribuent pas au PIB.

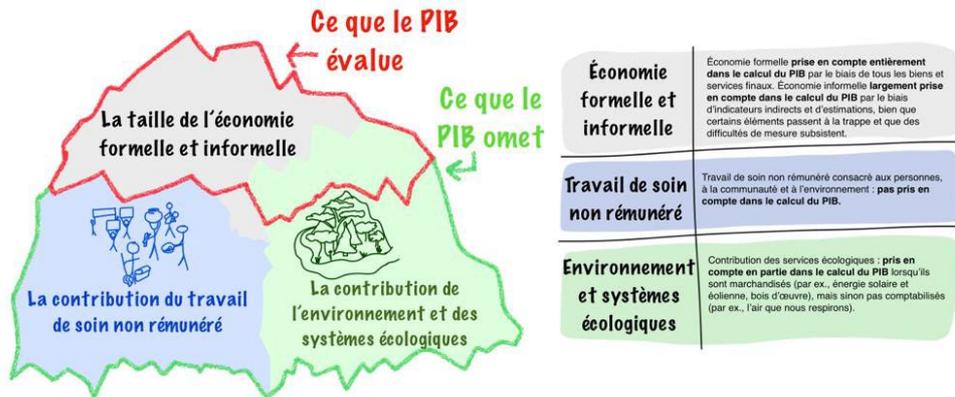
Le travail de soin et les écosystèmes n'obtiennent une valeur et ne sont comptés dans les calculs du PIB que lorsqu'ils constituent des ressources pouvant être détenues, contrôlées et vendues. Par exemple, les activités extractives comme restauratives pour l'environnement sont considérées comme des contributions positives au PIB, mais la préservation, lorsqu'elle ne rentre pas dans le cadre de l'économie de marché, ne compte pas.

Le PIB n'est pas fiable lorsqu'il s'agit d'évaluer si la production est légale ou illégale, ni où la croissance se concentre, comme dans le cas de flux financiers illicites vers les paradis fiscaux. En 2020, les calculs du Tax Justice Network ont montré que les Pays-Bas et le Luxembourg étaient respectivement responsables de plus de 36 milliards et 27 milliards de dollars de déficits fiscaux pour les pays du monde entier<sup>14</sup>.

Le PIB peut être qualifié d'antiféministe et de colonial, car il perpétue un cadre de création de valeurs et de productivité qui ne tient compte que de ce qui peut être monétisé. On donne davantage d'importance aux relations sur le marché qu'aux liens familiaux et sociaux, et l'individualisme prend le pas sur la solidarité et l'interdépendance. Les choix rationnels sont plus valorisés que le bien-être. Les femmes sont renvoyées à la sphère privée et leur travail passe inaperçu. Dans le même temps, le PIB a contribué à invisibiliser les systèmes de valeur alternatifs et autochtones.

## Pourquoi le PIB est-il un indicateur imparfait ?

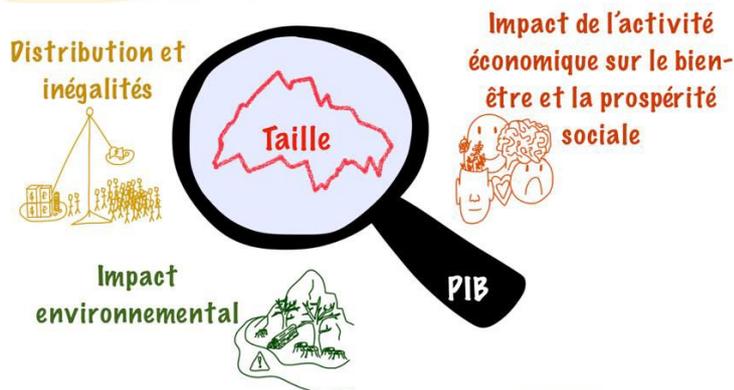
### En tant qu'outil de mesure de l'économie, le PIB est incomplet



Quant à la partie de l'économie qui est prise en compte par le PIB, elle ne nous dit rien de la qualité



Le PIB porte uniquement sur la taille de l'économie. En d'autres termes, il ne s'intéresse ni aux torts ni aux avantages qu'elle représente pour les personnes et la planète



Les décisions concernant l'économie doivent être guidées par un indicateur plus global et qui mesure ce qui compte

## QUI PATIT DE NOTRE OBSESSION DU PIB ?

Les politiques économiques fondées sur l'approche néolibérale<sup>15</sup> et patriarcale<sup>16</sup> de la croissance du PIB affectent les femmes, les filles et les personnes non binaires de manière disproportionnée (en particulier celles qui se retrouvent confrontées à des inégalités entrecroisées), alors qu'elles avantagent les personnes les plus riches. Les mesures d'austérité, la libéralisation des échanges et l'absence de politique régissant l'accès universel aux soins ne sont que trois exemples de politiques accordant la priorité à la croissance du PIB ayant eu des conséquences dévastatrices pour les femmes et les groupes marginalisés.

Le modèle néolibéral et néocolonial<sup>17</sup> actuel est ancré dans les pratiques coloniales d'extraction des ressources, de construction de systèmes de production tournés vers l'export et d'imposition de la logique économique occidentale, qui a entraîné la destruction d'écosystèmes entiers, l'invisibilisation des systèmes de connaissances autochtones et le déplacement forcé de communautés à travers le monde. Ces choix ont directement accru l'insécurité alimentaire, le manque d'accès à l'eau potable, la pauvreté et la vulnérabilité au changement climatique.

Par exemple, en Gambie et au Ghana, des pays traditionnellement producteurs de riz, d'igname et d'autres denrées alimentaires de base, la focalisation à l'époque coloniale sur les cultures de rente telles que les arachides et le cacao a été à l'origine de famines, de pénuries alimentaires répétées, de problèmes de malnutrition et de la dépendance à l'importation envers les colons européens<sup>18</sup>.

## IMAGINER UN INDICATEUR QUI SOIT SIGNIFICATIF ET FONCTIONNE POUR TOUT LE MONDE

De nombreuses alternatives au PIB ont vu le jour, mais aucune n'a réussi à le détrôner de sa position dominante, en partie parce que se reposer sur un indicateur unique plaît. En outre, les gouvernements et les élites du secteur privé ont directement intérêt à ce que le PIB continue à être utilisé, car elles tirent profit d'une économie fonctionnant sur une recherche de croissance effrénée.

Même si beaucoup des efforts déployés pour se détacher du PIB sont des signes encourageants, ils ne parviennent pas à faire pencher la balance en leur faveur et, en termes d'échelle, de qualité et d'ambition, ne constituent pas une alternative radicale viable. Très peu d'alternatives au PIB sont explicitement féministes ou décoloniales.

Une approche féministe et décoloniale des alternatives au PIB placerait nécessairement plus d'emphasis sur l'importance de la communauté, des relations sociales et de l'environnement<sup>19</sup>. Ce point de vue est fondamental pour lutter contre l'invisibilisation des systèmes de savoir non occidentaux causée par l'imposition de la logique occidentale, patriarcale et néolibérale dans laquelle s'inscrit le PIB.

Pour qu'un indicateur économique de ce type soit facilement accepté par le grand public et les sphères politiques, sans qu'il constitue une nouvelle norme néocoloniale imposée, il est indispensable de porter une attention particulière à l'inclusivité de son processus d'élaboration. Sa conception, sa mise en œuvre et sa mise à jour doivent reposer sur des indicateurs reflétant les

connaissances et points de vue des communautés autochtones. Elles doivent également reconnaître pleinement les dommages causés par le colonialisme et l'impérialisme économique, et s'engager à proposer une réparation.

Les alternatives décoloniales au PIB doivent tenir compte du bien-être global ; il convient donc d'engager une réflexion pour déterminer si les décisions, les politiques et l'usage fait des ressources par un pays ont des conséquences positives ou négatives sur l'égalité, la prospérité sociale et la durabilité dans d'autres pays. Nous pourrions par exemple utiliser des indicateurs examinant les émissions de carbone cumulatives d'un pays, pour obtenir une vue d'ensemble de la responsabilité climatique de ce dernier au vu de ses émissions sur une période donnée (sur ses terres et dans d'autres pays), ainsi que des pertes et dommages causés à l'échelle mondiale. Ces informations pourraient étayer les appels à réparations face à la crise climatique.

Les alternatives au PIB se doivent de prendre en compte des données issues de l'économie dans son ensemble (c'est-à-dire sur le travail rémunéré et non rémunéré). Elles doivent absolument mesurer la contribution du travail de soin non rémunéré (réalisé de manière disproportionnée par des femmes), sa répartition (au sein des ménages, des États, des marchés et du secteur public, mais aussi entre ces sphères) et l'impact des politiques macroéconomiques sur ces activités.

Quelle que soit la mesure employée pour nous émanciper du PIB, la répartition du revenu national devrait venir remplacer l'importance accordée à de simples moyennes, y compris au niveau des ménages. Notre façon de mesurer le progrès de nos sociétés devrait automatiquement tenir compte des inégalités et de la nécessité de réduire l'écart entre les personnes les plus riches et les personnes prises au piège de la pauvreté. Le ratio de Palma, par exemple, est un indicateur important qui met en évidence les niveaux d'inégalité, en exposant les différences entre les tranches de revenu les plus élevés et les plus bas.

Les cadres alternatifs aux PIB doivent favoriser les efforts envers la transformation radicale de notre modèle économique visant à privilégier la prospérité humaine et environnementale. Cela ne signifie pas que la croissance n'est pas pertinente. Pour la plupart des pays, l'augmentation des revenus de la plus grande partie de leur population et des recettes fiscales est même urgente pour assurer la prospérité humaine et environnementale. Mais il convient de souligner que la croissance, dans son acception limitée, n'est pas une fin en soi, et que les gouvernements ne doivent pas la considérer comme une priorité absolue ou un objectif final.

## QU'EST-CE QUI EMPECHE LE PROGRES ?

Le fort ancrage du PIB dans les institutions nationales, régionales et internationales, telles que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et la Commission européenne, ainsi que dans des cadres formels comme le système des comptes nationaux, explique en partie sa place dominante en tant qu'outil de mesure à l'échelle mondiale. On considère que le PIB mesure le pouvoir économique d'un pays. Il a des conséquences importantes sur la capacité d'emprunt, l'accès aux marchés internationaux et à l'aide étrangère, les droits de vote dans les institutions multilatérales, la capacité de pression dans les négociations commerciales et l'évaluation des progrès réalisés en matière d'objectifs de développement durable (ODD).

Du fait de son intégration, l'importance accordée à la croissance du PIB est fortement ancrée dans des systèmes de pensée et des cultures du monde entier qui perpétuent l'idée selon laquelle l'économie monétaire/de marché, et donc les activités produisant une valeur monétaire ou pouvant être monétisées, sont les seules qui comptent. Cela reflète l'état d'esprit dépassé des personnes qui ont conçu cet outil, et ce qu'elles considéraient comme important ou précieux.

Les élites et les multinationales ont de bonnes raisons de s'attacher au PIB comme principal outil directeur pour l'élaboration des politiques économiques. S'il était écarté au profit d'outils de mesures tenant compte de la prospérité sociale, des inégalités et de l'environnement, leur pouvoir et leurs profits seraient limités par l'abandon des politiques recherchant la croissance à tout prix, au profit d'une économie plus juste et durable.

Nombre d'organisations, d'expert-es et d'activistes qui ont été en première ligne des efforts pour se détacher du PIB font leur autocritique en convenant que l'absence de langage commun et d'entente à propos de la méthodologie a fait obstacle à tout progrès à grande échelle. Comme expliqué plus haut, le PIB plaît car il permet de se reposer sur un indicateur unique. La plupart des cadres multidimensionnels portant sur le bien-être obligent à utiliser trop d'indicateurs, au lieu d'un ensemble plus restreint d'indicateurs clés. Il est donc difficile de compter sur eux pour obtenir une vue d'ensemble claire.

Même si tous les efforts déployés pour se détacher du PIB sont des signes encourageants, ils ne parviennent pas à faire pencher la balance en leur faveur et omettent les perspectives féministes et décoloniales. En termes d'échelle, de qualité et d'ambition, ils ne sont pas à la hauteur pour constituer une alternative radicale viable.

### Pourquoi le PIB est-il encore l'indicateur dominant ?

## Pourquoi le PIB est-il encore l'indicateur dominant pour les politiques économiques ? Qu'est-ce qui empêche le progrès ?

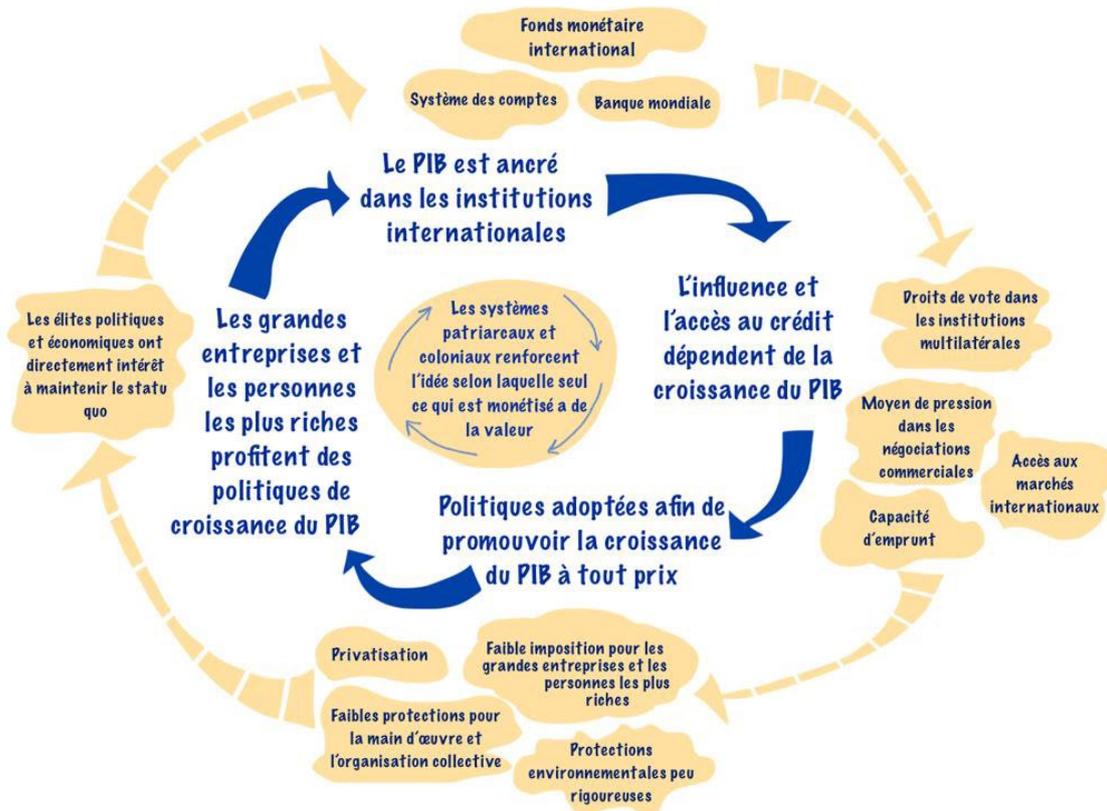


Illustration d'Alex Bush

# VERS L'ÉLABORATION D'ALTERNATIVES FÉMINISTES ET DÉCOLONIALES

Remettre en question la position dominante du PIB implique de faire évoluer le prisme adopté par les programmes universitaires, le débat politique et les médias grand public, pour montrer que le PIB n'a pas que de bons côtés. Un consensus interdisciplinaire, intermouvements et interinstitutionnel est nécessaire pour donner forme à des alternatives radicales, ouvertes aux critiques féministes et décoloniales. Il serait par exemple intéressant d'identifier de possibles indicateurs de mesure de la prospérité sociale, assortis de jalons, intégrant les principes féministes et décoloniaux.

Pour que les alternatives reflètent les priorités et valeurs qui font défaut au PIB, il est nécessaire de s'engager dans un processus de refonte incluant réellement les femmes, les peuples autochtones et les personnes vulnérables. Ce travail doit être organisé par des organisations et institutions diverses du monde entier, donner une place prépondérante aux voix des pays du Sud et promouvoir la participation active du public dans les discussions, pour inscrire l'inclusion dans la totalité du cycle d'élaboration de politiques.

Les gouvernements et les institutions ont l'opportunité d'investir dans la mise à l'essai et l'adaptation de l'échelle de diverses alternatives, en collaborant avec les villes, les régions et les pays à l'élaboration de cadres novateurs et en renforçant les infrastructures statistiques, à partir de l'ensemble de plus en plus fourni de connaissances dont ils disposent. Entre autres, ils pourraient proposer des avantages politiques et financiers pour l'adoption d'alternatives, afin de motiver l'adaptation des politiques économiques, mais aussi travailler à exclure le PIB des ensembles d'indicateurs de développement durable (comme les ODD) et créer un organisme intergouvernemental dont l'objectif serait de rassembler les connaissances et de faire converger les méthodologies et la terminologie.

# 1 LE PIB ET NOS ECONOMIES DE-FAILLANTES

Nos économies sont profondément défailtantes :

- **Inégalités.** Quatre-vingt-un milliardaires détiennent plus de richesses que 50 % de l'humanité<sup>20</sup>. Plus de 700 millions de personnes vivent actuellement dans une situation d'extrême pauvreté, dont 383 millions de femmes et de filles<sup>21</sup>. En 2019/2022, les femmes ont été concernées par 21 % seulement des gains d'emplois prévus, nombre de ces emplois étant de plus en plus précaires et relevant de l'exploitation<sup>22</sup>.
- **Changement climatique.** Si nous continuons sur cette lancée, tout porte à croire que les températures mondiales vont augmenter de 2,7° C au cours du siècle<sup>23</sup>, ce qui aurait des conséquences mortifères pour les pays vulnérables au changement climatique, comme le Vanuatu et le Bangladesh<sup>24</sup>. On estime que les pertes et dommages d'ici 2030 pourraient coûter de 290 milliards à 580 milliards de dollars<sup>25</sup>. Les pertes non économiques sont également profondes et tentaculaires : perte de vies humaines, de connaissances autochtones et locales, de biodiversité et de territoires, disparition de l'identité culturelle, ou encore dommages causés à la santé humaine<sup>26</sup>.
- **Crise du secteur du soin.** Le sous-investissement chronique dans les services et infrastructures de soin et la faible valeur conférée aux activités de soin dans le monde entier placent les femmes en particulier, qui effectuent déjà les trois quarts de ce travail, dans une situation de pauvreté de revenu et en temps de plus en plus profonde. L'Organisation internationale du Travail (OIT) estime que, d'ici 2030, 2,3 milliards de personnes, principalement des enfants et des personnes âgées, auront besoin de soins<sup>27</sup>.
- **Destruction de l'écosystème.** En 2022, le « jour du dépassement », qui marque la date à laquelle l'humanité a utilisé toutes les ressources biologiques que la planète est censée générer pendant l'année, a eu lieu le 28 juillet<sup>28</sup>. Six des neuf limites planétaires (les seuils que l'humanité ne doit pas dépasser pour se développer de manière saine et durable) ont été franchies : changement climatique, érosion de la biodiversité, cycles biogéochimiques, utilisation des terres, pollution chimique et utilisation de l'eau douce<sup>29</sup>.
- **Conflits.** Les conflits violents sont de plus en plus fréquents, et contribuent à mettre plus de 82 millions de personnes en situation de déplacement forcé : c'est le chiffre le plus élevé jamais enregistré par les Nations Unies depuis la Seconde Guerre mondiale<sup>30</sup>.
- **Faim.** Un total de 828 millions de personnes ont souffert de la faim en 2021. Près d'une femme sur trois dans le monde était en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave. En outre, la hausse des prix alimentaires risque d'aggraver la situation<sup>31</sup>.
- **Privation d'accès à des soins de santé et à une éducation de qualité.** Un milliard de personnes environ sont confrontées à des dépenses de santé catastrophiques ou entraînant leur appauvrissement. Les personnes issues de familles pauvres sont plus susceptibles de rencontrer des difficultés financières et d'être exposées à des problèmes de santé<sup>32</sup>. La COVID-19 a mis en évidence les inégalités entre les pays et à l'intérieur des pays : quatre fois plus de personnes y ont succombé dans les pays pauvres que dans les pays riches, et les femmes et les personnes issues de minorités raciales et ethniques ont été touchées de manière disproportionnée<sup>33</sup>. Environ 250 millions d'enfants, d'adolescent-es et de jeunes sont déscolarisés.

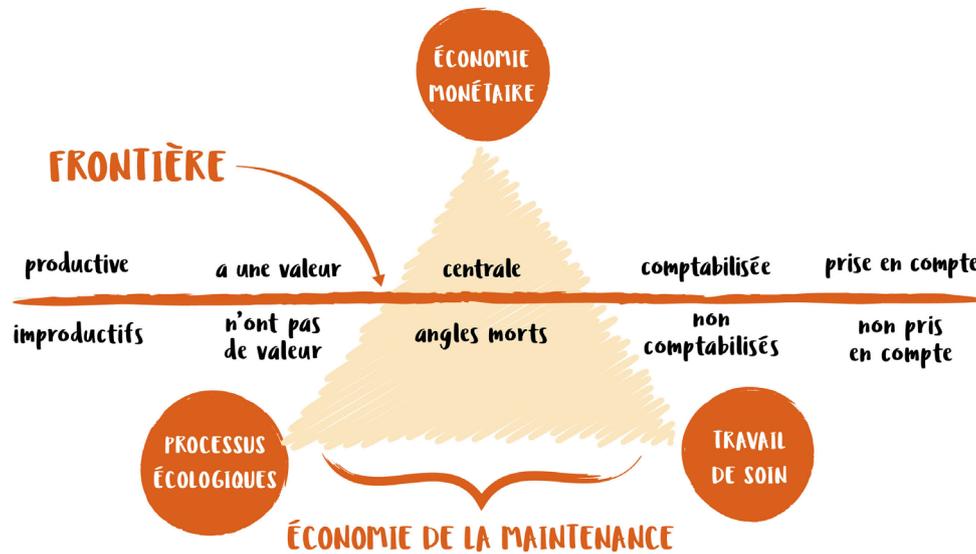
# 1.1 LE MODELE ECONOMIQUE DOMINANT ET LA RECHERCHE OBSESSIONNELLE DE CROISSANCE DU PIB

Ces crises ne sont pas isolées les unes des autres. Elles sont le fruit d'un système économique extractif, patriarcal<sup>34</sup> et néocolonial<sup>35</sup> qui atteint un point de rupture. Le modèle économique actuel génère des bénéfices et un capital exponentiels pour les propriétaires de la richesse, et exacerbe les inégalités et la détérioration des conditions pour la majorité, en particulier les personnes prises au piège de la pauvreté. Il invisibilise systématiquement la nature et le travail de soin, tout en les exploitant et en manquant de reconnaître le rôle qu'ils jouent dans le fonctionnement de nos économies<sup>36</sup>.

Ce modèle économique dominant (voir **Figure 1**) crée donc une frontière artificielle et une asymétrie de pouvoir entre l'économie monétaire ou formelle et l'économie dite de la maintenance (qui renvoie au travail de soin et aux processus écologiques) dont la vie humaine et le succès de l'économie formelle dépendent<sup>37</sup>. L'économie monétaire est vue comme productive. Elle fait partie des considérations centrales de la pensée économique et de l'élaboration de politiques. L'économie de la maintenance, quant à elle, est vue comme non productive, sans valeur et elle n'est pas prise en compte dans ces considérations. Dans cette optique, l'économie de la maintenance a pour unique objectif de servir l'économie monétaire. Au sommet de la pyramide du pouvoir, on trouve l'élite riche, principalement composée d'hommes des pays du Nord. En bas se retrouvent de manière disproportionnée les femmes, les personnes autochtones et les communautés racisées, et en particulier les personnes qui se trouvent au croisement de plusieurs inégalités.

Figure 1 : Le modèle économique dominant

# LE MODÈLE ÉCONOMIQUE DOMINANT



Source : C. Dengler et B. Strunk (2018), The Monetized Economy Versus Care and the Environment: Degrowth Perspectives On Reconciling an Antagonism. *Feminist Economics* 24(3): 160–83.  
<https://doi.org/10.1080/13545701.2017.1383620>

En d'autres termes, les coûts réels de la production et de la consommation effrénées dans l'économie de marché sont externalisés. Ils reposent sur les personnes et la nature, vues comme à la marge de l'économie de marché<sup>38</sup> (souvent des femmes se trouvant déjà au croisement de diverses inégalités et une planète au bord de la catastrophe climatique et sous la menace de l'extinction de masse).

Ce système économique a pour caractéristique essentielle de considérer la croissance du PIB comme un indicateur primaire de progrès économique et social (voir **Encadré 1**). Conçu pour mesurer la valeur marchande de tout bien et service produit dans le cadre de l'économie monétaire, le PIB ne tient pas compte des activités prenant place dans l'économie de la maintenance. Il ignore en grande partie le travail de soin non rémunéré, certains éléments du travail informel<sup>39, 40</sup>, les dommages causés à l'environnement et la valeur de la paix et de la qualité de l'air. Il sous-estime également la valeur réelle de la santé et de l'éducation<sup>41</sup> et considère à tort les investissements dans le capital humain (c'est-à-dire la prestation de services publics de qualité plutôt que la construction d'infrastructures) comme une dépense plutôt que comme un investissement essentiel<sup>42</sup>.

## Encadré 1 : Qu'est-ce que le PIB ?

Le produit intérieur brut, ou PIB, est l'indicateur le plus courant de l'activité économique et de sa croissance. Mis au point en 1934 en Occident par l'économiste Simon Kuznets, il sert à mesurer la valeur marchande de l'ensemble des biens et services finaux produits et vendus au cours d'une période et dans un lieu donné (souvent une année et un pays). Dès le départ, Simon Kuznets a expliqué que le PIB ne permettait en rien de mesurer le bien-être<sup>43</sup>. Toutefois, cet indicateur est devenu pour les gouvernements l'étalon de mesure du succès et est utilisé pour promouvoir coûte que coûte la productivité axée sur la croissance.

Plus le gouvernement s'entête à parler de « croissance inclusive » et d'« inclusion financière », plus il exclut la contribution des femmes à l'économie et à la société. Selon les modèles économiques patriarcaux, la production de subsistance n'est pas productive. C'est à cause de ce chiffre qui régit notre vie à toutes et tous (le PIB, aussi appelé « problème intérieur brut » par de nombreux commentateurs et commentatrices) que certaines valeurs ajoutées, activités et connaissances sont déconsidérées<sup>44</sup>.

Le PIB ne fait pas la distinction entre différents types d'activités économiques, selon ce qui est produit ou consommé et ce qui porte préjudice ou bénéficie aux êtres humains et à la planète. Il ne mesure pas les inégalités de richesses, le bien-être humain, le dérèglement climatique, le travail non rémunéré, la cohésion sociale, la raréfaction des ressources naturelles, la valeur sociale des services de santé, et bien d'autres éléments encore. Pourtant, les théories politiques et économiques dominantes se basent essentiellement sur le PIB.

La croissance du PIB peut entraîner une baisse des inégalités (voir **Encadré 2**), en particulier lorsqu'elle est étayée par des investissements dans les services publics essentiels tels que la santé, l'eau, la garde des enfants et l'éducation pour toutes et tous, par un accès équitable aux opportunités d'emploi, des gains de revenu pour les populations les plus pauvres ou des transferts monétaires universels, qui peuvent contribuer à libérer des millions de personnes du piège de la pauvreté. Mais en tant qu'indicateur, le PIB ne permet pas d'examiner les méthodes de production, ce qui est produit et qui en tire parti. Trop souvent, les politiques basées sur une logique néolibérale<sup>45</sup> axée sur la croissance effrénée du PIB ont conduit à ce que les avantages de cette croissance soient concentrés entre les mains d'une poignée de personnes. Par ailleurs, cette logique porte préjudice en premier lieu aux femmes, aux filles et aux personnes non binaires, et mène notre planète à la catastrophe. Dans certains pays, la croissance du PIB a permis à des millions de personnes d'échapper à la pauvreté, notamment lorsqu'elle s'accompagne de réductions des inégalités de revenu grâce à des investissements publics dans les secteurs de la santé et de l'éducation et d'une assistance ciblant les groupes les plus désavantagés, comme c'est le cas dans la plupart des pays d'Asie orientale.

Toutefois, pour de nombreuses personnes, la croissance du PIB ne s'est pas traduite par une sécurité accrue de l'emploi, un meilleur accès aux services publics ou une solution durable contre la pauvreté. « Malgré un doublement du [PIB] mondial depuis 1990, dans les pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure, plus de la moitié des travailleurs et travailleuses vivent encore en situation de pauvreté<sup>46</sup>. » Entre 2000 et 2018, la croissance du PIB mondial a quasiment triplé et le PIB par habitant-e a plus que doublé, alors que la part de personnes sous-alimentées n'a baissé que de 28 %, passant de 14,8 % à 10,8 %<sup>47</sup>. La majeure partie de l'humanité n'a jamais pu durablement sortir de la pauvreté et s'abriter de l'insécurité. Elle n'a au mieux connu qu'un sursis provisoire et très fragile, ce qui montre bien l'importance de facteurs autres que la croissance du PIB dans la formation d'une situation favorisant le bien-être, tels que la réduction des inégalités de revenu, l'accès universel aux services de santé et d'éducation, la forte réglementation des activités des entreprises et la présence d'organisations de travailleurs, entre autres.

#### **Encadré 2 : Toute croissance du PIB n'est pas néfaste, si elle contribue à lutter contre les inégalités**

Le collectif Earth4All a calculé que les économies des pays à faible revenu doivent connaître une croissance de 5 % chaque année, jusqu'à ce que le PIB par habitant-e atteigne 15 000 \$, afin de garantir le bien-être des personnes les plus vulnérables<sup>48</sup>. Au Viet Nam, la croissance rapide et continue a contribué à libérer aux alentours de 40 millions de personnes du piège de la pauvreté entre 1993 et 2014. Les investissements du gouvernement vietnamien dans le secteur de la santé ont eu des conséquences marquées. L'espérance de vie est passée de 65,2 ans en 1989 à 73,6 ans en 2019<sup>49</sup>. Toutefois, les inégalités ont augmenté dans le pays. En 2017, Oxfam a montré que 210 personnes ultrariches avaient gagné plus d'argent en un an qu'il n'en faudrait à 3,2 millions de personnes pour sortir de la pauvreté<sup>50</sup>. En 2014, le

gouvernement s'était engagé à faire de la lutte contre les inégalités une priorité, en travaillant sur un ensemble de politiques axées sur les personnes<sup>51</sup>.

Il est essentiel que les bénéfices de toute croissance économique soient investis dans les secteurs appropriés et ne dépassent pas le cadre des limites de notre planète. Ces bénéfices doivent en outre être distribués de façon à réduire les inégalités. Pour cela, la part de la croissance économique reversée aux personnes les plus pauvres, dans les pays du Sud comme dans ceux du Nord, doit augmenter considérablement. Plus la part de tout gain de croissance captée par les personnes en situation de pauvreté est élevée, plus le rythme de la réduction de la pauvreté sera rapide. Le niveau de croissance requis pour assurer le bien-être général en sera alors réduit<sup>52</sup>.

Aujourd'hui, les grands gagnants de notre système axé sur le PIB sont tout autres. Au cours des dix dernières années, les 1 % les plus riches se sont accaparés 54 % des nouvelles richesses générées à l'échelle mondiale<sup>53</sup>. Entre 2009 et 2018, la rémunération des actionnaires des sociétés françaises du CAC 40 a augmenté de 70 %, et les salaires de leurs dirigeants ont connu une hausse de 60 %. Sur la même période, le salaire moyen dans ces entreprises n'a augmenté que de 20 %<sup>54</sup>. En 2019, dans les entreprises du S&P 500, un-e dirigeant-e gagnait en moyenne 246 fois plus qu'un-e employé-e<sup>55</sup>. Alors que 828 millions de personnes souffrent de la faim, les plus grands négociants mondiaux de matières premières agricoles réalisent des bénéfices records et les milliardaires des secteurs de l'alimentation et de l'agroalimentaire ont vu leur richesse collective augmenter de 382 milliards de dollars entre 2020 et 2022<sup>56</sup>.

## DEPENDANCES A LA CROISSANCE DU PIB

Notre économie est imprégnée de « dépendances à la croissance du PIB »<sup>57</sup>. Par exemple, de nombreuses cibles des Objectifs de développement durable des Nations Unies sont liées au PIB. Il en est de même pour les objectifs de viabilité fiscale des gouvernements, les recettes fiscales (et la capacité perçue des gouvernements à investir dans les services publics, notamment) dépendant des niveaux de croissance du PIB. La stabilité et la hausse du cours des marchés, dans lesquels les fonds de pension, par exemple, sont fortement investis, dépendent également de la croissance du PIB<sup>58</sup>.

Le PIB est le symbole du discours dominant et de la croyance en résultant selon lesquels une croissance économique illimitée, incontestée et inégale serait essentielle pour atteindre d'autres objectifs politiques, comme une égalité et une justice sociale accrues et la réduction de la pauvreté. Par le biais de ce mythe, l'instrument et l'indicateur de valeur limitée qu'était le PIB est devenu une fin en soi et une véritable institution. En appelant à aller au-delà de cet outil de mesure, plutôt que de s'attacher à la croissance comme une fin en soi, on s'exprime en faveur de l'abandon d'un indicateur économique dysfonctionnel, et on invite à réfléchir à des moyens de créer une économie axée sur la prospérité sociale<sup>59</sup> et qui nous permettra de protéger la planète.

## 1.2 CHANGEMENTS A APPORTER, ET POURQUOI NOUS DEVONS AGIR DES MAINTENANT

Un projet transformateur pour se détacher de l'influence du PIB donnerait lieu à des politiques économiques féministes<sup>60</sup>, décoloniales<sup>61</sup> et justes sur le plan racial, cherchant à réduire considérablement les inégalités et promouvant l'égalité et le bien-être des personnes et de la

nature. Il faut pour cela redéfinir complètement la finalité nos économies, pour nous émanciper d'une recherche absolue de croissance du PIB en faveur de la prospérité économique, sociale et écologique collective ; autrement dit, garantir « la satisfaction des besoins fondamentaux des générations présentes et futures, dans le respect des limites écologiques de la planète et des valeurs démocratiques et sociales telles que la dignité, la solidarité et la justice »<sup>62</sup>. Cela implique de trouver un ensemble d'indicateurs clés radicalement différents, qui peuvent servir de guide pour nous aider à suivre nos progrès en matière de prospérité économique, sociale et écologique collective et à déterminer quelles politiques nous permettrons d'avancer.

Il est plus que temps d'adopter un indicateur allant au-delà du PIB. Nombre de mouvements et intellectuel·les des pays du Sud appellent depuis plusieurs années à opter pour des alternatives radicales<sup>63</sup>. Par exemple, en 2010, des personnes de plus de 100 pays ont soutenu l'accord des peuples de Cochabamba, qui condamnait la focalisation sur la croissance du PIB et « la surexploitation et l'appropriation excessive des biens communs de la planète » par les pays du Nord<sup>64</sup>. Cette volonté de se détacher du PIB est de plus en plus plébiscitée dans les pays à revenu élevé : un sondage réalisé par le Women's Budget Group a montré que près de sept personnes sur dix sont d'avis que le bien-être devrait être un indicateur du succès des politiques économiques<sup>65</sup>.

Des prix Nobel d'économie comme Amartya Sen<sup>66</sup>, le secrétaire général de l'ONU António Guterres<sup>67</sup> et l'OCDE<sup>68</sup> (entre autres) s'accordent à dire que le PIB n'est pas un guide adapté pour l'élaboration de politiques au XXI<sup>e</sup> siècle. Nombre d'institutions régionales et internationales sont désormais actives dans les efforts de transition visant à aller au-delà du PIB. Ces efforts visent à mesurer les progrès en termes de prospérité sociale et de durabilité (voir **Encadré 3**) et à mettre au point des « cadres de bien-être » pouvant étayer, à divers degrés, l'élaboration de politiques et la budgétisation (voir **Section 4**)<sup>69</sup>.

Si elles sont louables, ces initiatives n'intègrent pas pour la plupart de perspectives féministe et décoloniale. Il faudrait pour cela donner une place centrale aux voix, solutions et perspectives des intellectuel·les féministes et décoloniales/aux des pays du Sud.

Les coalitions féministes et de protection de l'environnement, les économistes et les activistes des pays du Sud, dont Development Alternatives with Women for a New Era (DAWN), le collectif Nawi, l'Alliance panafricaine pour la justice climatique et le Réseau de développement et de communication des femmes africaines (FEMNET), ont souligné qu'il était possible de faire le choix d'une économie au service des personnes et de la planète, et que nous n'avons pas à nous embourber dans un système centré sur la recherche absolue de la croissance du PIB et dans le cycle perpétuel de crises économiques, sociales et écologiques et d'inégalités de plus en plus sévères qui l'accompagne<sup>70</sup>.

### **Encadré 3 : Opter pour un financement juste et durable de la prospérité sociale, directement plutôt que par le biais de la croissance du PIB**

Plutôt que de se focaliser uniquement sur la croissance du PIB (qui récompense notamment la production de produits néfastes pour l'environnement, comme les jets privés et la *fast fashion*) avant de pouvoir augmenter les impôts pour investir dans le bien-être général et l'énergie verte, les universitaires, féministes, économistes du climat et activistes qui s'exprime en faveur d'un éloignement du PIB attirent l'attention sur d'autres manières justes et durables de garantir la prospérité sociale.

On peut par exemple citer :

- l'augmentation de l'impôt sur les grandes fortunes, les revenus et les biens produisant des émissions élevées ;
- la priorisation des investissements publics dans la protection sociale universelle et l'accès universel à des services de santé et d'éducation de qualité ;
- la mise en place de conditions de travail dignes, d'un revenu minimum universel et/ou la garantie d'emploi.

Prendre de telles mesures ferait disparaître les incitations à s’impliquer dans les industries polluantes et encouragerait les populations à rechercher des emplois bénéfiques. Les gouvernements veilleraient à ce que le secteur privé cherche à baser sa production sur la prospérité sociale plutôt que sur la croissance et l’accumulation<sup>71</sup>, ce qui impliquerait, par exemple, de retirer progressivement l’investissement dans les secteurs à forte intensité de carbone au profit de secteurs plus verts et de miser sur l’économie régénérative et circulaire. Une telle économie pourrait continuer à se développer, mais de manière durable et assurant le bien-être humain. Au-delà de la manière dont nous mesurons aujourd’hui le succès de nos économies, la concrétisation de cette vision devrait s’accompagner de changements conséquents du fonctionnement de celles-ci et des positionnements l’étayant. Ce choix permettrait de partager équitablement les biens produits, d’annuler la dette des pays et de mettre en œuvre des réformes importantes des finances publiques et du système financier.

Face à la récession imminente et à la dette élevée, il y a fort à parier que l’attention donnée à la croissance du PIB se maintienne, voire se renforce. Les confinements qui ont pris place pendant la pandémie de COVID-19, associés à la hausse vertigineuse des prix des denrées alimentaires et de l’énergie, aggravée par la guerre en Ukraine, ont exacerbé la pauvreté et les inégalités extrêmes au cours des dernières années. De nombreux pays ont dû emprunter pour assurer l’accès de leurs citoyen·nes aux denrées alimentaires et à l’énergie, et ils rencontrent de plus en plus de difficultés à s’acquitter de leur dette. En 2021, les pays à faible revenu ont été contraints de consacrer en moyenne 27,5 % de leurs budgets au remboursement de leur dette, soit une somme quatre fois plus élevée que celle investie dans le secteur de la santé et 12 fois plus que dans la protection sociale<sup>72</sup>.

Même au Bhoutan, où le concept de bonheur intérieur brut guide les décisions politiques depuis des décennies (reléguant le PIB au second plan), la pandémie de COVID-19 a créé une pression à mettre davantage l’emphase sur le PIB<sup>73</sup>.

En outre, le système des comptes nationaux qui fournit une base statistique au PIB (voir [Encadré 5](#)) étant en cours de révision jusqu’en 2025, il est d’autant plus urgent de mettre au point des alternatives radicales au PIB<sup>74</sup>. Le présent rapport recommande d’adopter des alternatives respectant les principes féministes et décoloniaux.

## 1.3 OBJECTIFS DE CE RAPPORT

Le présent document de discussion offre une synthèse des critiques féministes et décoloniales du PIB. Il illustre en quoi les politiques macroéconomiques basées sur la logique patriarcale et néolibérale de la croissance du PIB ont, de manière disproportionnée, porté préjudice aux populations des pays du Sud, aux femmes, aux filles et aux personnes non binaires, aux peuples autochtones et racisés, qui sont confrontés à des inégalités croisées. Il passe en revue les initiatives actuelles visant à trouver des alternatives au PIB, d’un point de vue féministe et décolonial, et souligne les points essentiels à prendre en compte lors de la mise au point de telles alternatives. Pour conclure, il cherche à comprendre quels acteurs et facteurs ralentissent le changement, et offre quelques suggestions, du point de vue du changement systémique, pour remettre en question la position dominante du PIB dans les sphères politiques et publiques.

## 2 POURQUOI LE PIB EST-IL UN INDICATEUR IMPARFAIT ?

### 2.1 LE PIB NE MESURE NI LA PROSPÉRITÉ SOCIALE NI LES INÉGALITÉS

Le PIB « n'a jamais eu pour visée de quantifier le bien-être, la durabilité ou de prendre en compte les inégalités »<sup>75</sup>. Il ne cherche pas à déterminer quels produits sont générés ou s'ils creusent les inégalités, et s'ils sont « néfastes plutôt que positifs pour le bien-être »<sup>76</sup>.

La croissance du PIB ne prend pas en compte la distribution des richesses. Le PIB des pays, s'il est ramené à l'échelle humaine, donne simplement une moyenne par habitant-e, ignorant complètement les inégalités. La Guinée équatoriale a l'un des PIB par habitant-e les plus élevés du continent africain, qui a même déjà dépassé celui de l'Espagne<sup>77</sup>. Malgré cela, les taux d'inscription à l'école primaire restent plus faibles et la mortalité infantile plus élevée que la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne, dont des pays comme le Burundi, qui dispose de beaucoup moins de ressources<sup>78</sup>. Cela s'explique en grande partie par des inégalités qui se creusent et l'accaparement du PIB par les élites riches, ce que le calcul du PIB omet de prendre en compte<sup>79</sup>.

Le PIB ne mesure pas les inégalités et leurs effets négatifs sur le bien-être. En outre, les gouvernements n'investissent pas suffisamment directement dans les facteurs non monétaires (par exemple, politiques de réduction des inégalités, emplois dignes, santé, relations sociales) qui sont essentiels au bonheur et au bien-être<sup>80</sup>.

Le PIB ne nous dit rien de l'impact de la croissance sur la prospérité sociale (bien-être, santé, solidarité, cohésion sociale et pouvoir d'action) et le bien-être écologique, et même si la croissance est jusqu'à un certain niveau (PIB par habitant-e de 15 000 \$) en corrélation avec une amélioration de la qualité de vie, au-delà de ce niveau, elle n'est pas forcément synonyme de progrès en termes de santé, bien-être, bonheur ou épanouissement<sup>81</sup>. Les États-Unis et le Luxembourg, malgré un PIB par habitant-e trois fois supérieur à celui du Costa Rica, sont classés bien après ce dernier dans l'indice « Happy Planet Index », en matière d'espérance de vie, de degré de bien-être et d'empreinte écologique des populations. Le Costa Rica, lui, figure en haut du classement<sup>82</sup>.

Outre le PIB, le prix Nobel d'économie Simon Kuznets a également inventé la *courbe de Kuznets*, la théorie selon laquelle les inégalités sont une étape inévitable dans les économies capitalistes axées sur la croissance du PIB. Selon cette théorie, les sociétés deviendraient naturellement plus égalitaires à mesure qu'elles s'enrichissent. L'idée selon laquelle l'égalité est un luxe possible uniquement en cas de croissance de l'économie, qui se matérialiserait inévitablement à un moment ou à un autre de l'histoire d'un pays, reste très répandue<sup>83</sup>. Les données empiriques montrent pourtant que les inégalités se creusent dans les pays riches et que des pays comme le Japon et la Corée du Sud parviennent à maintenir une croissance rapide tout en luttant contre les inégalités<sup>84</sup>.

Le PIB par habitant-e augmente constamment à l'échelle mondiale, mais les inégalités aussi. Depuis 1995, les 1 % les plus riches du monde ont amassé 20 fois plus de richesses que les 50 % les plus pauvres<sup>85</sup>. Le PIB ne reflète pas cette distribution extrêmement inégale et injuste des richesses. La hausse des inégalités extrêmes n'a rien d'une coïncidence. Comme l'économiste Mahbub ul Haq le dit sans détour : « Dans les années 1950, lorsque les pays ont effectué une transition économique pour maximiser le PIB, ils avaient conscience que cela impliquait de demander au travailleur de produire plus qu'il ne pouvait consommer. »<sup>86</sup>.

Depuis 1965, le PIB du Royaume-Uni a presque triplé. Pourtant, les écarts en termes d'espérance de vie restent choquants : dans les zones les plus pauvres d'Angleterre, on vit en moyenne 8 ans et demi de moins que dans les zones les plus nanties. Ces chiffres montrent bien que le PIB ne nous donne pas assez d'informations sur l'impact de la croissance sur les personnes les plus marginalisées ou sur la distribution des gains liés à la croissance<sup>87</sup>.

Les études permettent de constater que la croissance du PIB n'est pas nécessairement associée à des avancées en matière d'égalité de genre, ce qui démonte l'instrumentalisation néfaste du concept par plusieurs institutions financières internationales (IFI) qui cherchent à promouvoir l'égalité de genre et les droits des personnes au service de la croissance<sup>88</sup>. La croissance induite par des modèles favorisant l'emploi traditionnellement « masculin », comme il en existe dans nombre d'économies pétrolières des États arabes, ont donné lieu à des inégalités genrées de revenu et de participation à la main-d'œuvre formelle et renforcé le stéréotype du chef de famille qui serait forcément un homme<sup>89</sup>. La croissance du PIB majoritairement attribuable à l'exportation et à la main-d'œuvre dépend souvent du maintien des écarts de salaires entre femmes et hommes et du travail non rémunéré des femmes pour compenser l'insuffisance des dépenses publiques<sup>90</sup>.

## 2.2 LE CALCUL DU PIB OMET DES PARTIES DE L'ÉCONOMIE

Le PIB mesure la valeur ajoutée des biens et services produits et échangés sur le marché, mais il fait abstraction d'aspects cruciaux de nos économies (voir **Section 1.1** pour en savoir plus sur le modèle économique dominant).

### TRAVAIL DE SOIN NON REMUNERE

Le PIB ne tient pas compte d'une grande partie du travail de soin non rémunéré et de certains éléments du travail informel, dont s'acquittent de manière disproportionnée les femmes, en particulier celles qui vivent en situation de pauvreté et celles qui sont issues de groupes faisant face à des discriminations basées sur la race, l'ethnie, la nationalité, l'orientation sexuelle et la caste. Bien qu'elle soit en théorie incluse dans les calculs du PIB<sup>91</sup>, mesurer avec précision l'économie informelle reste un défi<sup>92</sup>, et tout le travail informel n'est pas officiellement comptabilisé<sup>93, 94</sup>.

En excluant le travail de soin des calculs, les économistes invisibilisent un secteur entier en l'omettant des statistiques. On comptabilise 16,4 milliards d'heures de travail de soin non rémunéré par jour<sup>95, 96</sup>. Sur ce total, environ 76 % sont effectuées par des femmes. En tout, 606 millions de femmes en âge de travailler réalisent du travail de soin non rémunéré à plein temps<sup>97</sup>. Dans les communautés rurales et les pays à faible revenu, les femmes effectuent jusqu'à 14 heures de travail de soin par jour<sup>98</sup>. Sur le nombre total d'heures travaillées chaque semaine à l'échelle mondiale, près de la moitié (45 %) correspondent à du travail de soin non rémunéré<sup>99</sup>. Cette contribution est exclue des calculs du PIB. Du point de vue du genre, cela signifie que 65 % des heures de travail des femmes ne sont pas rémunérées et ne sont pas comptabilisées dans le calcul du PIB<sup>100</sup>.

En ignorant la contribution des responsables du travail de soin à l'économie, le PIB ignore aussi leurs besoins, notamment ceux des personnes se trouvant en situation de pauvreté en temps et de revenu de plus en plus grave, en raison de la dureté et de la nature inégale du travail de soin. Le peu de visibilité qui est donnée au travail de soin dans l'économie formelle a pour effet de dissimuler sa contribution à l'économie de marché et de forcer les femmes à « absorber » les chocs lorsque des politiques d'austérité sont prises<sup>101</sup>. La privatisation des services publics accroît la croissance du

PIB en partie parce qu'elle externalise les coûts hors des secteurs pris en compte par ce dernier (c'est-à-dire le travail non rémunéré des femmes).

## DOMMAGES ENVIRONNEMENTAUX

Le PIB ne mesure pas les dommages causés à l'environnement, tels que l'impact des activités économiques sur le changement climatique, les terres et la biodiversité. Au lieu de cela, les activités extractives et les activités restauratives pour la réparation des dommages environnementaux (par exemple, nettoyage des plages après une marée noire) sont considérées comme des contributions positives à l'économie par le PIB. Le PIB ne prend pas non plus en compte les initiatives de restauration écologique ou la protection et la préservation de l'environnement hors du cadre du marché. On n'accorde de valeur au travail de soin et à l'écosystème que lorsqu'ils constituent des ressources qu'il est possible de posséder, de contrôler et de vendre. C'est également à ce prix qu'ils sont comptabilisés dans les chiffres du PIB.

## FLUX FINANCIERS ILLICITES ET PARADIS FISCAUX

Le PIB n'est pas fiable lorsqu'il s'agit d'évaluer si la production est légale ou illégale, ni où la croissance se concentre. Par exemple, les flux financiers illicites vers les paradis fiscaux (résultat notamment de l'évasion fiscale et de la fraude fiscale) peuvent semer le doute sur le lieu de production et fausser les chiffres du PIB. En 2023, la Suisse a l'un des PIB par habitant.e les plus élevés du monde, avec le Luxembourg, les Pays-Bas et Singapour<sup>102</sup>. Toutefois, le PIB déclaré dans ces paradis fiscaux ne reflète pas de manière fidèle les activités économiques de ces pays<sup>103</sup>. En réalité, les paradis fiscaux sont responsables de pertes considérables pour d'autres pays. En 2020, le Tax Justice Network a déterminé que les Pays-Bas et le Luxembourg étaient parmi les principaux responsables des pertes de recettes fiscales dans d'autres pays (plus de 36 milliards et 27 milliards de dollars, respectivement)<sup>104</sup>.

## 2.3 LE PIB NE TIENT PAS COMPTE DES LIMITES PLANETAIRES

En 1972, le Club de Rome a publié son célèbre rapport *Les Limites à la croissance*<sup>105</sup>, dont le message était simple : il faut choisir entre déclin de notre civilisation ou fin de la croissance, sans plus attendre. Poursuivre notre recherche inconsidérée de la croissance du PIB sans tenir compte des ressources limitées de notre planète nous mettrait face à des conséquences catastrophiques. Les conclusions de recherches plus récentes sur les limites de la croissance publiées par KPMG montrent que les priorités de nos sociétés doivent se détacher des valeurs de croissance et de production industrielle pour privilégier les services de santé et d'éducation, entre autres<sup>106</sup>.

Comment indiqué dans la **section 1**, l'économie mondiale franchit six des neuf limites planétaires, presque entièrement sous l'impulsion des pays à revenu élevé, où la croissance du PIB, provoquée par la consommation et la production effrénées, a rapidement accru l'usage des ressources à un niveau par tête quatre fois plus élevé que le niveau qui serait considéré comme durable<sup>107</sup>. En 2021, une recherche menée par Oxfam et le Stockholm Environment Institute (SEI) a révélé que « les 1 % les plus riches de la population (environ 63 millions de personnes) étaient responsables à eux seuls de 15 % des émissions cumulées et émettaient 35 fois le niveau d'équivalent CO<sub>2</sub> compatible avec l'objectif de l'Accord de Paris de limiter le réchauffement à 1,5 °C d'ici 2030 »<sup>108</sup>.

Après des siècles de colonialisme délétère, les pays industrialisés du Nord, responsables d'environ 92 % des émissions de carbone excessives au niveau mondial<sup>109</sup>, continuent de prendre des décisions préjudiciables. Et ce sont les pays et les communautés vulnérables des pays du Sud qui font face aux impacts les plus graves du changement climatique<sup>110</sup>. L'opinion publique s'accorde de plus à plus à dire que les pays du Nord, et en particulier les personnes les plus riches de ces pays, doivent réduire leur utilisation des ressources à un niveau qui les conduirait à respecter les limites planétaires. Les pays du Sud, eux, doivent accroître leur utilisation des ressources, pour répondre aux besoins des personnes ayant un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté ou proche de celui-ci. Pour les spécialistes de la décroissance, « aucun pays ne répond aux besoins fondamentaux de ses résident-es de manière durable. Les économies riches utilisent plus que la part de ressources auxquelles elles devraient avoir droit, alors qu'il est probable que les pays à revenu plus faible aient besoin de plus de ressources »<sup>111</sup>. Un partage plus juste de l'énergie et des ressources matérielles par pays, dans les pays du Nord, peut donc donner la possibilité aux populations des pays du Sud d'atteindre un niveau de bien-être plus élevé, sans dépasser les limites planétaires.

## 2.4 LE PIB EST UN OUTIL DE MESURE ANTIFEMINISTE ET NEOCOLONIAL

### POURQUOI NEOCOLONIAL ?

Le PIB a contribué à invisibiliser les systèmes de valeurs alternatifs et autochtones<sup>112</sup>. Conçu dans les années 1930 aux États-Unis par Simon Kuznets, sur fond de Grande Dépression, pour mesurer et stimuler la production économique totale du pays en vue d'une reprise économique, il a évolué et s'est fait connaître, pendant la guerre, en tant qu'indicateur permettant de justifier la nécessité de payer pour les dépenses de guerre. Le concept de PIB répondait aux valeurs eurocentrées de l'époque et à un modèle de progrès occidental, qui mettait en parallèle les concepts de développement et de bien-être pour toutes et tous et la production de biens matériels, la productivité et la croissance à tout prix<sup>113</sup>. La logique néolibérale et le système de valeurs occidentaux attachés au PIB continuent d'être imposés à des pays du Sud, par le biais de prêts conditionnels, d'accords commerciaux et d'investissement, et dans le cadre des conditions d'éligibilité pour devenir membres de groupes économiques puissants comme le G7 et l'OCDE. Les valeurs autochtones de soin, de réciprocité, de solidarité et de respect de l'environnement ont été complètement négligées et mises à l'écart par la pensée économique dominante.

La croissance du PIB et le système capitaliste sur lequel elle est basée sont en outre de nature néocoloniale. Malgré la fin formelle de la colonisation, le modèle économique mondial axé sur la croissance du PIB reste fortement dépendant de l'extraction, de l'exploitation et de l'appropriation des ressources humaines et écologiques des pays du Sud au profit des pays du Nord, et des zones périphériques au profit des zones « centrales » au sein des pays<sup>114</sup>. Un calcul de l'« appropriation nette des ressources des pays du Sud par le biais d'échanges inégalitaires inclut 10,1 milliards de tonnes de matières premières intrinsèques et 379 milliards d'heures de travail intrinsèques par an »<sup>115</sup>. Le PIB fait donc partie intégrante de l'histoire coloniale et des dynamiques de pouvoir néocoloniales<sup>116</sup> modernes.

Le système capitaliste moderne et son obsession de la croissance a aussi ses origines dans l'esclavage des personnes noires, qui a fait exploser la croissance des économies européennes au XVIII<sup>e</sup> siècle.

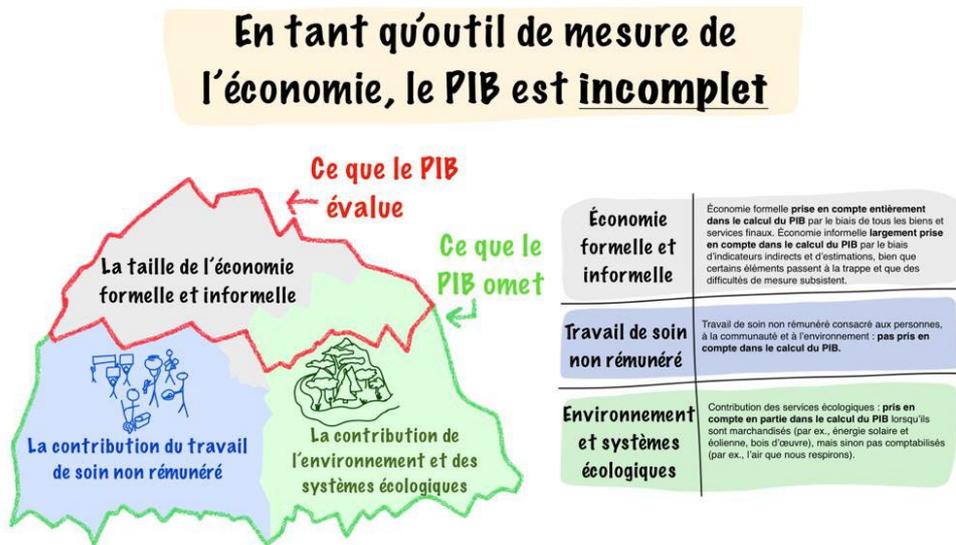
*« Sans le développement des plantations en Afrique, dans les Caraïbes et en Amérique du Sud, et l'exploitation des esclaves noir-es qui a causé tant de souffrance, le monde moderne*

*sous sa forme actuelle n'existerait pas. Les bénéfices tirés de la traite des esclaves et des biens récoltés par les esclaves noir-es, tels que le sucre, le tabac et le coton, ont alimenté les industries des pays occidentaux et les ont aidés à transformer leurs économies. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'esclavage fut un puissant moteur de croissance économique pour l'Europe. Par exemple, en 1770, environ un dixième du PIB des Pays-Bas provenait de la traite transatlantique des esclaves »<sup>117</sup>.*

## POURQUOI ANTIFEMINISTE ?

Le PIB est antiféministe en cela qu'il étaye un cadre de création de valeur et de productivité basé sur la théorie économique néoclassique occidentale axée sur l'agent économique « rationnel », nécessairement un homme, autonome, recherchant son intérêt personnel, prenant des décisions basées en grande partie sur son bénéfice personnel plutôt que l'intérêt collectif, et dont le travail prend place sur le marché uniquement<sup>118</sup>. On donne davantage d'importance aux relations sur le marché qu'aux liens familiaux et sociaux, et l'individualisme prend le pas sur la solidarité et l'interdépendance. Les choix rationnels sont plus valorisés que le bien-être. Les femmes sont renvoyées à la sphère privée et leur travail passe donc inaperçu (voir **Figure 2**)<sup>119</sup>.

Figure 2 : Pourquoi le PIB est-il un indicateur imparfait ?

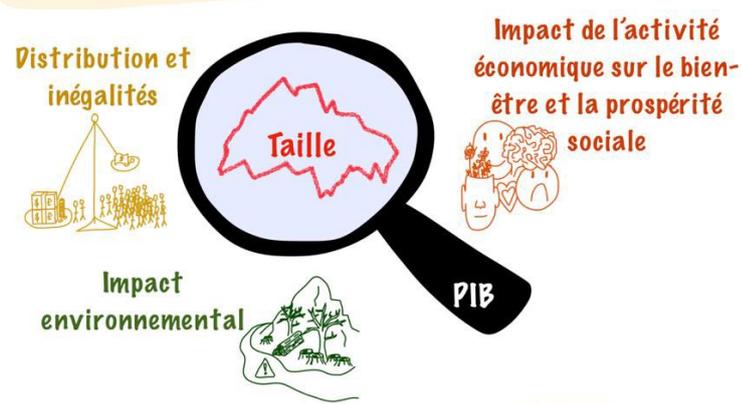


**Quant à la partie de l'économie qui est prise en compte par le PIB, elle ne nous dit rien de la qualité**



**Le PIB porte uniquement sur la taille de l'économie. En d'autres termes, il ne s'intéresse ni aux torts ni aux avantages qu'elle représente pour les personnes et la planète**

Illustration d'Alex Bush



**3 QUI PATIT**

**Les décisions concernant l'économie doivent être guidées par un indicateur plus global et qui mesure ce qui compte**

Illustration d'Alex Bush

# DE NOTRE OBSESSION DU PIB ?

## 3.1 LES FEMMES ET LES GROUPES MARGINALISES

Parce que le PIB ne permet pas de mesurer ce qui importe le plus, l'obsession des responsables de l'élaboration des politiques pour cet indicateur les amène à fixer des priorités qui favorisent les inégalités, les injustices de genre, les maladies et le dérèglement climatique. Le PIB a une incidence sur le choix des aspects de l'économie qui sont reconnus et mesurés et, surtout, sur les politiques qui déterminent les investissements, et qui en sont les gagnants et les perdants.

*Puisqu'aucune valeur n'était accordée à l'environnement, les mesures veillant à sa préservation ne pouvaient pas non plus en avoir... Si les femmes aidantes non rémunérées étaient incluses dans la population active, il est probable que d'autres formes de sécurité sociale leur seraient accordées, que les services de soins bénéficieraient d'investissements plus importants, que ces femmes pourraient suivre des programmes de formation professionnelle, etc. Les programmes d'aide étrangère ne les considéreraient pas seulement comme des mères, mais aussi comme des productrices et des travailleuses.*

Marilyn Maring (1988), *If Women Counted: A New Feminist Economics*, San Francisco : Harper Collins.

Depuis des décennies, les politiques macroéconomiques fondées sur la logique patriarcale néolibérale de la croissance du PIB portent un préjudice disproportionné aux femmes, aux filles et aux personnes non binaires, en particulier à celles qui se retrouvent confrontées à des inégalités croisées. Par ailleurs, ces politiques profitent aux plus riches. Voici quatre exemples de politiques fondées sur la logique néolibérale de la croissance axée sur le PIB qui ont des conséquences dévastatrices sur les femmes et les groupes marginalisés :

- Les mesures d'austérité
- La privatisation
- La libéralisation des échanges
- L'absence de politiques de soins de santé universels

## L'AUSTERITE

Les mesures d'austérité visent à réduire la dette en pourcentage du PIB et à favoriser une croissance continue. Elles comprennent généralement d'importantes coupes dans les dépenses de services publics (tels que la sécurité sociale, la santé, l'éducation et la justice pénale) et dans l'emploi au sein du secteur public, ainsi qu'une augmentation des privatisations et des impôts régressifs, tels que la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), pour les personnes les plus démunies. Les élites utilisent depuis longtemps et constamment l'idée d'austérité pour maintenir les salaires à un niveau bas et saper le travail<sup>120</sup>.

Appuyées par le FMI et la Banque mondiale, les mesures d'austérité se sont généralisées tout au long des années 1980 et 1990 et ont été imposées aux pays du Sud par le biais de conditions de prêt dans le cadre de programmes d'ajustement structurel. La nouvelle vague d'austérité consécutive à la pandémie de **COVID-19**, impulsée par le FMI et de nombreux gouvernements dans le monde, devrait toucher 85 % de la population mondiale d'ici à 2023<sup>121</sup>. Les effets négatifs de

l'austérité sur la santé et le bien-être des groupes les plus marginalisés, qui sont aussi ceux qui maintiennent l'économie de la maintenance (voir **Section 1.1**), sont bien documentés<sup>122</sup>.

Les femmes, en particulier celles qui subissent des inégalités croisées fondées sur la race, l'origine ethnique, la caste, l'âge et le handicap, sont confrontées à un triple fardeau lié aux politiques d'austérité. Elles sont plus susceptibles :

- **d'être perdantes lorsque les gouvernements réduisent les prestations sociales.** En effet, les femmes dépendent de manière disproportionnée des services publics en raison des rôles de genre qui prévalent et parce qu'elles sont plus susceptibles de vivre dans la pauvreté et d'être confrontées à des violences basées sur le genre. Par exemple, les 10 années d'austérité en Angleterre entre 2010 et 2020 se sont accompagnées d'une baisse de l'espérance de vie des femmes dans les régions les plus déshéritées<sup>123</sup>. La grande majorité (86 %) des effets de ces mesures d'austérité ont touché les femmes<sup>124</sup>, tandis que les hommes, en particulier ceux qui vivent dans les 10 % de ménages les plus riches, ont bénéficié de réformes fiscales au cours de la même période<sup>125</sup> ;
- **d'intervenir pour combler le manque de soins en travaillant sans être rémunérées.** Cette situation accroît leur pauvreté en temps et en revenus, et impacte fortement leur santé, leur sécurité économique et leur bien-être. Dans une étude menée au Kenya, aux Philippines, au Canada, au Royaume-Uni et aux États-Unis au plus fort de la pandémie de COVID-19, plus de 43 % des femmes interrogées ont déclaré qu'elles se sentaient plus anxieuses, débordées, isolées ou physiquement malades en raison des fermetures d'écoles et des systèmes de soins surchargés qui les obligeaient à assumer des tâches de soins (voir **Encadré 4**)<sup>126</sup>. Suite au gel des salaires et à la réduction de l'emploi dans le secteur public en Équateur pour répondre aux conditions du FMI dans le cadre d'un programme de prêts signé en 2019, 7 femmes sur 10 étaient en situation de pauvreté en temps, et 4 femmes sur 10 travaillant dans le secteur informel effectuaient des soins non rémunérés en tant qu'activité principale selon une étude de 2021<sup>127</sup> ;
- **de travailler dans le secteur public et d'être donc impactées par les réductions d'emplois et de salaires.** À l'échelle mondiale, les femmes représentent 70 % de la main-d'œuvre du secteur de la santé et des services sociaux, et près de 90 % du personnel infirmier<sup>128</sup>. « Les mesures d'austérité prises par le FMI dans 15 pays seulement entre 2016 et 2021 ont bloqué le recrutement de plus de trois millions de personnels infirmiers, d'enseignant-es et d'autres travailleurs et travailleuses essentiels du secteur public », en dépit des pénuries<sup>129</sup>. Corollairement aux mesures d'austérité prises au milieu des années 2010, le niveau d'emploi des femmes instruites en Égypte a chuté, car le secteur public représentait une part plus importante de leur emploi total que celle des hommes ; une fois destituées de ce secteur, elles ont trouvé peu de demandes et des conditions de travail médiocres dans le secteur privé<sup>130</sup>. La perte d'emplois publics, qui pousse les femmes à envisager d'autres formes de travail, souvent précaires, a également été constatée en Éthiopie, en Ouganda et en Côte d'Ivoire<sup>131</sup>.

#### Encadré 4 : Définition du travail de soin

Le travail de soin, qui peut être rémunéré ou non, comprend : « les soins directs apportés aux personnes, tels que la garde d'un enfant ou la prise en charge d'adultes malades ou fragiles ; les soins indirects ou le travail domestique, tels que la cuisine et la lessive ; et les soins de surveillance, tels que la garde d'un enfant tout en effectuant d'autres travaux domestiques<sup>132</sup> ». Le travail de soin rend possible toutes les autres formes de travail ; il est crucial pour nos économies et fait partie intégrante d'une société prospère. Les féministes ont également utilisé le concept de « reproduction sociale » pour attirer l'attention, outre le travail de soin non rémunéré, sur la reproduction biologique et la reproduction de la culture et de l'idéologie, qui ne sont pas prises en compte dans le PIB<sup>133</sup>.

## LA PRIVATISATION

Les mesures d'austérité vont souvent de pair avec la privatisation. Dans nos économies actuelles, la privatisation des services publics, souvent initialement sous la forme de partenariats public-privé (PPP), est encouragée par les IFI telles que la Banque mondiale, en partie sous prétexte que la propriété publique évince l'investissement privé et que l'augmentation de l'investissement privé et de la propriété de ces services conduit à une plus grande efficacité et à une plus grande croissance<sup>134, 135</sup>. De plus en plus de données probantes viennent étayer le fait que les PPP ont des conséquences dévastatrices pour les personnes en situation de pauvreté et qu'ils augmentent les profits des entreprises privées et la richesse des élites<sup>136</sup>. Les recherches menées par DAWN ont mis en évidence la manière dont les PPP limitent l'accès aux services aux personnes qui peuvent se permettre de les payer et entraînent également la réduction généralisée des dépenses publiques, des retards accrus, des pratiques dommageables et la dégradation des droits des femmes<sup>137</sup>. Leur étude de cas sur l'Inde montre comment la mise en œuvre du Rashtriya Swasthya Bima Yojana (RSBY) ou régime national d'assurance maladie, l'un des plus grands PPP des pays du Sud, a entraîné une augmentation des pratiques contraires à l'éthique et illégales, telles que les hystérectomies forcées, les césariennes inutiles et les frais à la charge du patient ou de la patiente, qui touchent les femmes, et en particulier celles qui vivent dans la pauvreté et celles issues de tribus et castes répertoriées, de manière disproportionnée.

D'après les recherches récentes d'Oxfam, les hôpitaux à but lucratif des pays du Sud, qui sont financés par les institutions de financement du développement (IFD) et la Banque mondiale, empêchent les patient-es de bénéficier de soins ou les ruinent. Certains vont même jusqu'à emprisonner les patient-es qui n'ont pas les moyens de s'acquitter de leurs factures<sup>138</sup>.

Pour cette raison, les mouvements et les organisations qui plaident pour que les gouvernements utilisent d'autres indicateurs que le PIB prônent généralement aussi la nécessité de transformer le secteur privé afin qu'il fasse passer la finalité avant le profit<sup>139</sup>. Parmi ces mouvements et organisations, les intellectuel-les féministes et décoloniaux/ales soulignent l'importance d'investir dans l'accès universel aux services publics, en s'orientant vers des formes de propriété plus collectives ou communautaires<sup>140</sup>. Dans l'immédiat, ils demandent expressément à ce que les services publics le restent, étant donné qu'ils sont intrinsèques à la réalisation des droits humains<sup>141</sup>.

## LA LIBERALISATION DES ECHANGES

La libéralisation des échanges (la suppression des droits de douane, des quotas d'importation, des subventions aux producteurs nationaux et des réglementations commerciales) est un élément essentiel de l'économie néolibérale, car elle permet aux pays de se spécialiser dans la production en fonction de leurs « avantages comparatifs », ce qui est censé se traduire par une plus forte croissance du PIB pour tous et toutes<sup>142</sup>. D'après la perspective féministe, malgré l'augmentation des opportunités d'emploi pour les femmes dans les secteurs d'activité axés sur l'exportation dans certains contextes, ces politiques ont conduit à la déréglementation du travail et à la multiplication des emplois mal rémunérés et précaires dans des situations d'exploitation, en particulier pour les femmes<sup>143</sup>. Cette situation a accentué les inégalités de pouvoir entre les pays du Sud et du Nord, ainsi qu'entre les hommes et les femmes au sein des pays.

Elle a conduit à un « nivellement par le bas<sup>144</sup> » dans les pays du Sud, étant donné que les industries nationales cherchent à être plus compétitives sur le marché mondial en réduisant au minimum les coûts de production. Dans l'industrie indienne du textile et de l'habillement, cela a conduit à l'intensification du travail non structuré et du travail à domicile pour les femmes<sup>145</sup>. Bien qu'il ait permis d'augmenter le PIB et les réserves de change, ce phénomène a piégé les femmes dans des emplois peu qualifiés et peu productifs. Le travail à domicile des femmes subventionne

les employeurs et leur permet de réaliser des bénéfices, non seulement grâce à des salaires moins élevés (par rapport au secteur formel/structuré), mais aussi grâce aux économies réalisées sur les frais généraux tels que l'électricité et la sécurité sociale, et sur les installations telles que les toilettes et les points d'eau<sup>146</sup>.

## L'ABSENCE DE POLITIQUES DE SOINS DE SANTE UNIVERSELS

Dans le monde entier, les politiques de soins de santé présentent des manques importants en raison des politiques d'austérité menées par le FMI, ainsi que des choix politiques nationaux motivés par la logique néolibérale qui consiste à ne prendre en compte que les aspects relevant du marché.

Les politiques de soin sont des « politiques publiques qui affectent des ressources aux soins sous forme d'argent (revenus, transferts, subventions, etc.), de services et de temps »<sup>147</sup>. Elles comprennent :

- les services de soins (par exemple, les services de santé publique et l'éducation de la petite enfance) ;
- l'infrastructure de soins (par exemple, l'eau courante et l'électricité) ;
- les prestations de protection sociale liées aux soins (par exemple, les retraites publiques, les transferts monétaires pour les aidant-es) ;
- des lieux de travail favorisant les soins (par exemple, congés maladie rémunérés, conditions de travail flexibles, égalité de rémunération du congé parental) ;
- la réglementation du travail (par exemple, le salaire minimum et les protections pour les migrant-es travaillant dans le secteur des soins)<sup>148</sup>.

L'absence de politiques de soins universels repose en partie sur l'hypothèse que les ménages, en particulier les femmes et les filles, réaliseront les services de soins gratuitement.

Seuls 44 % des pays respectent les normes minimales de l'OIT en matière de congé de maternité. Ainsi, 649 millions de femmes sont privées de protection adéquate de la maternité<sup>149</sup>. Aux États-Unis, pays ayant le PIB le plus élevé au monde et ayant dépensé 801 milliards de dollars pour son armée en 2021<sup>150</sup>, il n'existe aucune politique fédérale sur les congés payés, et seuls 14 États et territoires américains ont adopté des lois sur les congés de maternité ou les congés pour raisons familiales payés<sup>151</sup>.

Dans certaines parties du monde, les infrastructures de soins présentent toujours d'importants manques. En Asie du Sud, 55 % de la population n'a pas accès à des installations sanitaires améliorées<sup>152</sup>. En Afrique subsaharienne, 63 % de la population n'a pas accès à l'électricité<sup>153</sup>. Selon l'indice de l'économie des soins en Afrique, tous les pays du continent affichent des résultats extrêmement médiocres pour les 10 indicateurs, tels que le congé parental, les soins financés et dispensés par l'État, la protection des travailleurs et travailleuses domestiques, les subventions pour les soins et les mesures de soins liés à la COVID-19<sup>154</sup>.

Cette situation désavantage les personnes qui ont besoin de soins et qui les dispensent, en particulier celles qui vivent dans les pays à revenu faible et intermédiaire, celles qui vivent dans les zones rurales, les ménages vivant dans la pauvreté, les populations autochtones et les personnes qui occupent un emploi informel.

Alors que les programmes politiques des gouvernements continuent de réduire l'importance accordée aux soins ou de rechercher des solutions dirigées par le secteur privé qui ne s'occupent

pas des groupes et des communautés les plus marginalisés, ils concentrent les richesses dans les mains d'une minorité. On l'a vu clairement lors de la pandémie de COVID-19, pendant laquelle les gouvernements ont proposé des plans de sauvetage aux grandes entreprises et aux industries polluantes, tout en ignorant en grande partie les besoins des aidant-es non rémunéré-es et des travailleuses et travailleurs domestiques rémunéré-es déjà pris au piège de la pauvreté de revenu et de la pauvreté en temps, et qui n'ont pas de sécurité sociale. Moins de 5 % des mesures mises en place ont répondu aux besoins des aidant-es<sup>155</sup>.

## 3.2 ENVIRONNEMENT ET COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES

Les pratiques coloniales d'extraction des ressources naturelles, les systèmes de production axés sur l'exportation et l'imposition de la logique économique néolibérale occidentale dans les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, dans laquelle le PIB est ancré, ont détruit les écosystèmes, affaibli les systèmes de connaissances autochtones et déplacé des communautés dans le monde entier. Cela a directement augmenté l'insécurité alimentaire et hydrique, la pauvreté et la vulnérabilité de certaines communautés aux changements climatiques<sup>156</sup>. Des universitaires africains ont noté que la monoculture visant à faciliter l'industrialisation et la croissance du PIB des puissances coloniales européennes « a réduit la diversité des cultures nécessaires à un régime alimentaire équilibré et nutritif dans nos propres communautés et a déplacé les Africain-es de leurs terres en donnant des millions d'hectares de terres à des entreprises privées »<sup>157</sup>. Par exemple, en Gambie et au Ghana, qui ont une longue expérience dans la production de riz, d'ignames et d'autres aliments de base, la concentration sur les cultures commerciales telles que l'arachide et le cacao pendant l'ère coloniale a conduit à la famine, à des pénuries alimentaires chroniques, à la malnutrition, et à l'aggravation des inégalités et de la dépendance à l'égard des colonisateurs européens pour ce qui est des importations<sup>158</sup>.

Les concepts de « productivité » et de « croissance de la production à tout prix » ont conduit en outre à l'imposition d'un nouveau système de valeurs sous le colonialisme. Walter Rodney, historien, militant politique et universitaire guyanais, constate dans son ouvrage fondamental « Et l'Europe sous-développa l'Afrique » :

*En outre, comme les hommes sont entrés dans le secteur monétaire plus facilement et en plus grand nombre que les femmes, le travail des femmes est devenu nettement inférieur à celui des hommes dans le nouveau système de valeurs du colonialisme : le travail des hommes était « moderne » et celui des femmes était « traditionnel » et « arriéré ». Par conséquent, la détérioration du statut des femmes africaines était liée à la perte consécutive du droit de fixer des normes autochtones concernant le travail qui avait de la valeur et celui qui n'en avait pas<sup>159</sup>.*

On observe les mêmes dynamiques dans d'autres régions. Dans le sous-continent indien sous domination britannique, le système fluvial de l'Indus a été entièrement repensé par la mise en place d'un vaste système d'irrigation par canaux, afin de rendre le bassin plus « productif » pour les cultures commerciales, jusqu'à 160 km de la source du fleuve, tout au long de l'année. Les conséquences ont été catastrophiques pour les agropasteurs qui ont été déplacés, les tracés du réseau hydrographique et la biodiversité<sup>160</sup>. De nombreux universitaires des pays du Sud font remarquer que ce n'est pas une coïncidence si les pays les plus durement touchés par les catastrophes climatiques sont aussi ceux où « la colonisation a décimé les ressources naturelles, modifié les infrastructures et porté atteinte aux modes de vie traditionnels respectueux de l'environnement »<sup>161</sup>. Des universitaires du sous-continent indien ont montré comment l'ingénierie de l'ère coloniale britannique, que les autorités publiques continuent d'utiliser aujourd'hui, et l'effacement des systèmes de connaissances autochtones ont joué un rôle prépondérant dans les

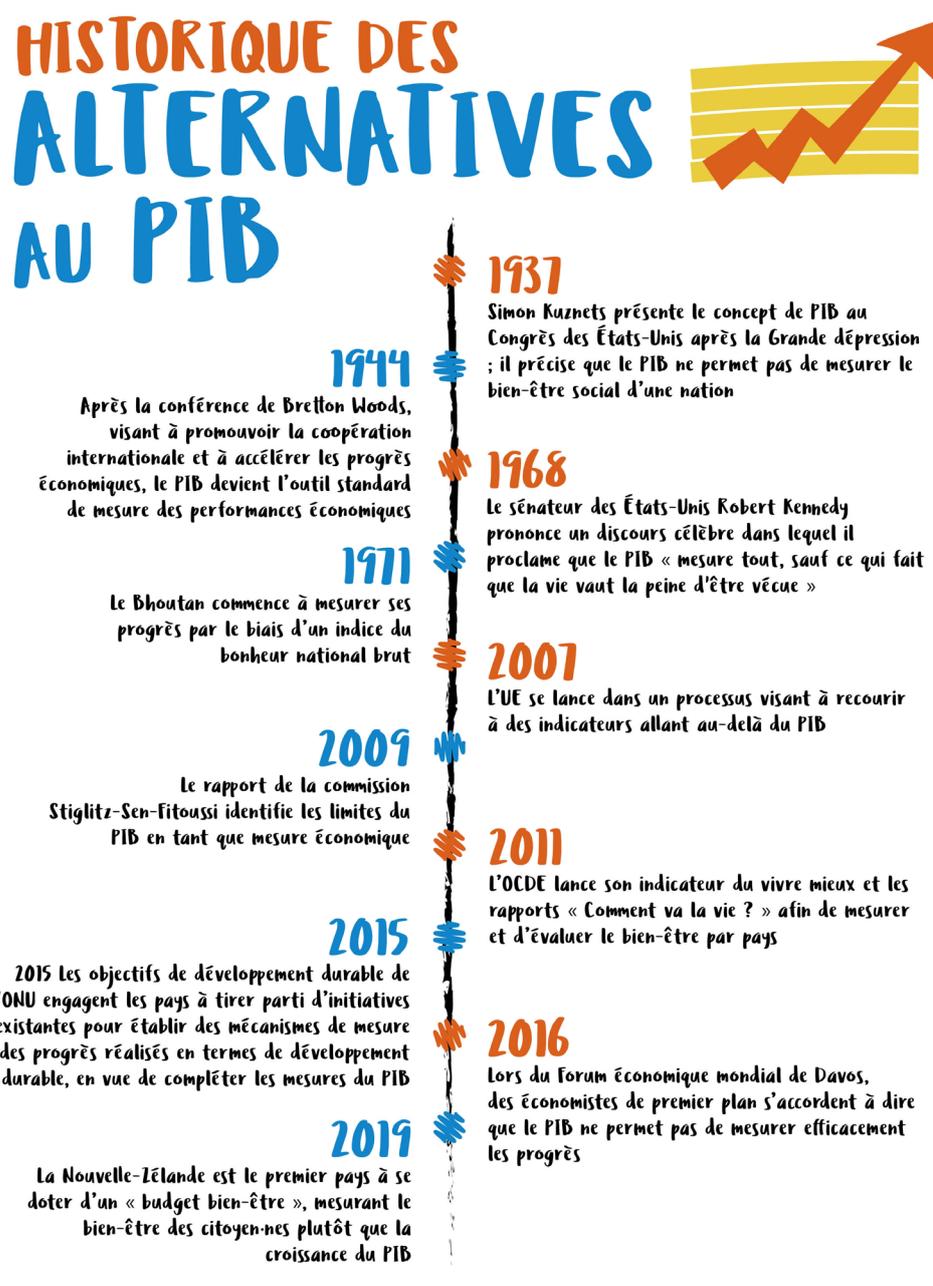
crues régulières de la rivière Indus et ont rendu les populations locales vulnérables aux risques. Les récentes inondations dans la région et leurs impacts dévastateurs en sont un bon exemple<sup>162</sup>.

Cependant, l'extractivisme n'est pas seulement néfaste entre les pays, mais il l'est aussi à l'intérieur de ceux-ci. En janvier 2023, une commission d'enquête parlementaire néerlandaise sur l'extraction du gaz naturel dans la province néerlandaise de Groningue a conclu que l'extraction gazière était si lucrative pour l'État néerlandais et les grandes entreprises telles que Shell et ExxonMobil que les risques pour les populations locales n'avaient pratiquement pas été pris en compte<sup>163</sup>.

# 4 INITIATIVES ALLANT AU-DELA DU PIB

Un nombre croissant de gouvernements et d'institutions ont reconnu les lacunes du PIB et cherchent des alternatives (voir **Figure 3**). Au sein des Nations Unies, la cible 17.19 des ODD engage les membres à « d'ici à 2030, tirer parti des initiatives existantes pour établir des indicateurs de progrès en matière de développement durable qui viendraient compléter le produit intérieur brut, et appuyer le renforcement des capacités statistiques des pays en développement ».

Figure 3 : L'histoire des indicateurs alternatifs au PIB



Source : Adapté de Sustainable Prosperity (non daté), Beyond GDP. Graphique « The history of beyond GDP ». Dernière consultation le 28 mai 2023, sur la page <https://sustainable-prosperity.eu/sustainable-prosperity/beyond-gdp/>

## 4.1 INITIATIVES ACTUELLES

Des centaines d'indicateurs alternatifs au PIB ont été conçus<sup>164</sup>. Voici des exemples d'initiatives actuelles les plus médiatisées en matière de cadres et de mesures :

- Les Objectifs de développement durable<sup>165</sup>
- L'initiative « Beyond GDP » de l'Union européenne (UE)<sup>166</sup>
- L'indicateur du vivre mieux de l'OCDE, qui vise à faire participer les citoyen-nes aux débats sur le bien-être susceptibles de façonner les politiques<sup>167</sup>
- La théorie du Donut<sup>168</sup>
- Les suggestions du Conseil consultatif de haut niveau des Nations Unies pour les affaires économiques et sociales concernant les différentes manières de mesurer les performances des pays en matière de développement au-delà du PIB<sup>169</sup>
- Les initiatives en cours en Amérique latine<sup>170</sup>, par exemple en Colombie<sup>171</sup> et au Paraguay<sup>172</sup>, qui visent à trouver les indicateurs les plus pertinents pour la réalisation des ODD, l'amélioration du bien-être et l'engagement de ne laisser personne pour compte.
- Les initiatives en cours en Asie<sup>173</sup>, telles que l'indice de qualité de vie aux Philippines<sup>174</sup>, qui visent à trouver des alternatives au PIB pour mesurer le bien-être et la durabilité.
- L'indice du bien-être de la Thaïlande<sup>175</sup>
- L'indice du bonheur national brut du Bhoutan<sup>176</sup>
- L'indice d'inégalité de genre (IIG)<sup>177</sup>
- L'indice du développement humain (IDH) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)<sup>178</sup>
- L'indice sur les femmes et la paix et la sécurité<sup>179</sup>
- Le Maryland est devenu le premier État américain à adopter, calculer et mettre à jour officiellement l'indicateur de progrès réel (Genuine Progress Indicator ou GPI) en 2010<sup>180</sup> « pour mettre en évidence les compromis entre les coûts et les avantages de la croissance économique »<sup>181</sup>.
- Le cadre LSF (Living Standards Framework) de la Nouvelle-Zélande<sup>182</sup>
- Un projet de loi a été présenté au Congrès américain en juillet 2021, qui, s'il avait été adopté, aurait obligé le ministère du Commerce à publier un indicateur de progrès réel des États-Unis et à utiliser à la fois l'indicateur et le PIB pour les rapports budgétaires et les prévisions économiques<sup>183</sup>.
- Le partenariat WEGo (Wellbeing Economy Governments) : une collaboration entre la Nouvelle-Zélande, le pays de Galles, l'Écosse, la Finlande, l'Islande et le Canada pour étudier de nouveaux indicateurs et la manière de les intégrer dans les politiques<sup>184</sup>.

## POURQUOI LES INITIATIVES ALLANT AU-DELA DU PIB SONT-ELLES INSUFFISANTES ?

Beaucoup d'organisations, d'expert-es et de militant-es qui ont été à l'avant-garde du mouvement cherchant à aller au-delà du PIB affirment de manière autocritique que l'absence de progrès à grande échelle est dû à l'absence d'un langage commun et d'un terrain d'entente sur la méthodologie<sup>185</sup>. Le PIB présente également l'avantage d'être un indicateur unique. La plupart des cadres multidimensionnels du bien-être ont trop d'indicateurs, au lieu d'un ensemble clair et plus restreint d'indicateurs clés, ce qui rend difficile l'obtention d'une vue d'ensemble<sup>186</sup>. Une autre

raison, peut-être plus importante, explique ce manque de progrès : les intérêts politiques et économiques de longue date des membres des gouvernements et du secteur privé, qui profitent d'une économie axée sur une croissance effrénée mesurée par le PIB.

## 4.2 LES INDICATEURS ALTERNATIFS ACTUELS NE SONT PAS SUFFISAMMENT FEMINISTES ET ANTICOLONIAUX

Nombre des initiatives actuelles allant au-delà du PIB sont autant de signes de progrès dont il faut se féliciter. Toutefois, si nous ne réalisons pas une analyse critique de ces initiatives et si nous ne les façonnons pas d'un point de vue féministe et décolonial, le risque qu'elles ne remettent pas suffisamment en question le système économique néolibéral, patriarcal et capitaliste axé sur la croissance, qui a entraîné l'exploitation des personnes et de la planète, est important<sup>187</sup>.

En réalité, très peu des cadres alternatifs au PIB peuvent être considérés comme explicitement féministes ou décoloniaux sous le rapport de leur fondement conceptuel. Plusieurs d'entre eux ont été élaborés par des organisations et des instituts multilatéraux ou des pays du Nord et ont échoué à donner suffisamment la parole aux communautés autochtones ou des pays du Sud. Cela pourrait expliquer pourquoi de nombreuses approches utilisent des indicateurs du même type, généralement axés sur des indicateurs objectifs relativement faciles à quantifier, et excluent dans une large mesure les indicateurs subjectifs, qui sont importants pour rendre compte de « la véritable monnaie de la vie, c'est-à-dire la vie elle-même », comme le dit Vandana Shiva<sup>188</sup>. Prenons l'exemple de la lutte contre les inégalités de pouvoir intersectionnelles, qui sont beaucoup plus difficiles à mesurer. Même l'indice d'inégalité de genre, dont on pourrait s'attendre à ce qu'il intègre des mesures qualitatives essentielles à la compréhension des relations de genre, telles que les questions de pouvoir, de capacité d'action et de vulnérabilité, n'y parvient pas<sup>189</sup>.

### Encadré 5 : Le système de comptabilité nationale

Le PIB est encensé pour sa simplicité et sa comparabilité entre différents pays et dans le temps. Il est compris, calculé et institutionnalisé comme un indicateur clé dans le cadre du système de comptabilité nationale (SCN). Le SCN est un guide international qui fournit des lignes directrices méthodologiques pour déterminer ce qui relève ou non de la production et comment elle peut être calculée. Il est en cours de révision et devrait être mis à jour d'ici 2025. Il s'agit d'une fenêtre d'opportunité qui ne se présente que tous les 15 ans<sup>190</sup>. Les pays ne peuvent accepter des ajustements cruciaux dans le mode de calcul du PIB que s'ils adhèrent tous au même concept.

Bien que des efforts aient déjà été déployés par le passé pour améliorer le SCN et faire en sorte qu'il prenne davantage en compte les activités particulièrement pertinentes pour les pays du Sud (telles que le travail dans le secteur informel et certaines formes de travail non rémunéré comme la collecte de l'eau), les données suggèrent que les réformes du SCN continuent de favoriser les pays à revenu plus élevé et leurs économies<sup>191</sup>. Cela donne du poids à l'argument des universitaires qui soutiennent les approches visant à aller au-delà du PIB et qui plaident en faveur d'une révision plus complète du SCN, qui inclurait les points de vue des spécialistes des sciences économiques, sociales et naturelles afin de forger une perspective interdisciplinaire sur la comptabilité et l'évaluation<sup>192</sup>. Il a été rapporté que les personnes travaillant à la révision du SCN progressent vers l'inclusion d'indicateurs liés à la prospérité sociale, à la durabilité et à l'équité, mais qu'elles peinent à intégrer les

« phénomènes hors marché tels que le travail de soin non rémunéré ou les dommages environnementaux<sup>193</sup> » et les « difficultés liées à l'évaluation des résultats hors marché d'une manière cohérente avec les principes d'évaluation du SCN ». Il ne faut toutefois pas s'attendre à ce qu'une telle révision bouleverse fondamentalement les pouvoirs et les intérêts qui sous-tendent l'utilisation du PIB.

## LE TRAVAIL DE SOIN NON REMUNERE

Nombre de ces cadres ont répondu à la critique féministe selon laquelle le PIB ne valorise pas le travail de soin non rémunéré. Par exemple :

- L'indicateur de progrès réel créé aux États-Unis inclut la valeur du travail domestique et bénévole non rémunéré<sup>194</sup>.
- L'indice du bonheur national brut du Bhoutan inclut le travail de soin non rémunéré comme une composante importante de l'évaluation du pays<sup>195</sup>.
- L'indicateur du vivre mieux de l'OCDE comprend des données sur l'emploi du temps<sup>196</sup>.

Dans le cadre de la révision du SCN, dont le PIB est l'indicateur clé, des personnes travaillent actuellement à l'inclusion de l'évaluation du travail de soin non rémunéré, mais elles doutent que cela soit conforme aux principes d'évaluation du SCN (voir **Encadré 5**)<sup>197</sup>.

Les cadres qui parviennent à mesurer le travail de soin non rémunéré ne l'ancrent généralement pas dans un système global axé sur le bien-être et la durabilité. Bien que l'inclusion du travail de soin non rémunéré dans les cadres de bien-être puisse permettre aux gouvernements de mieux comprendre leur économie et le rôle des soins, les avantages sont limités si les responsables de l'élaboration des politiques continuent d'orienter leurs politiques en se basant sur le PIB (et sa croissance) comme indicateur dominant. En effet, les besoins des aidant-es et des bénéficiaires des soins ne sont alors pas pris en compte. Il serait préférable de se détourner de la croissance du PIB et de donner la priorité au bien-être et à la durabilité pour offrir un soutien à long terme aux aidant-es, comme des congés payés, des services de garde d'enfants abordables et des investissements dans les soins de santé publics et l'éducation, qui sont essentiels pour soulager les charges de travail inégales et lourdes des personnes qui assurent le travail de soin non rémunéré.

Il s'agit d'une grande réussite pour les mouvements féministes d'avoir réussi à mettre les soins non rémunérés à l'ordre du jour. Toutefois, il ne faut pas que les gouvernements résumant l'utilisation d'indicateurs féministes alternatifs au PIB à la mesure des soins non rémunérés et à l'ajout de cette mesure au calcul du PIB. Au Kenya, un chercheur a noté que les conversations sur les indicateurs alternatifs au PIB tendent à se concentrer sur la valorisation du travail de soin non rémunéré : « Cette assimilation des indicateurs alternatifs au PIB au travail de soin non rémunéré indique un amalgame ou un manque de compréhension. En effet, les indicateurs alternatifs au PIB ne se résument pas au travail de soin non rémunéré, mais concernent aussi de nombreux autres indicateurs et domaines importants que le PIB ignore, tels que la prise en compte des facteurs externes sociaux et environnementaux, ainsi que des inégalités<sup>198</sup>. »

## LE CARACTERE DECOLONIAL

Très peu de cadres et de mesures alternatifs au PIB présentent un fondement conceptuel explicitement décolonial<sup>199</sup>. Les concepts du Buen Vivir et de l'Ubuntu, qui s'appuient sur les principes de décolonisation, de justice, de réciprocité et de solidarité, constituent des exceptions évidentes. Par exemple, le Buen Vivir est un concept moral philosophique autochtone d'Amérique latine issu des mouvements autochtones des années 2000, qui remonte aux femmes et aux

hommes quechuas des Andes. Il recherche l'équilibre, l'harmonie et la réciprocité entre tous les êtres vivants et la « Terre nourricière », ainsi que la reconnaissance des connaissances et des pratiques autochtones<sup>200</sup>.

L'Ubuntu est un principe d'origine africaine qui souligne l'interconnexion et l'interdépendance de tous les êtres, ainsi que l'importance des relations et des soins, selon lesquels « le bien-être de l'un-e est étroitement lié à la prospérité sociale de l'autre, voire la présuppose »<sup>201</sup>. Il met l'accent sur le bien-être collectif plutôt que sur le bien-être individuel et rejette la logique de maximisation économique, compétitive et dictée par les marchés, qui est au cœur du PIB<sup>202</sup>.

Toutefois, si ces concepts moraux ont été reconnus comme des principes importants et ont obtenu le soutien du public (et, dans le cas du Buen Vivir, ont été inscrits dans les constitutions équatorienne et bolivienne), dans la pratique, ils ne remettent pas suffisamment en question le paradigme économique dominant et n'ont pas débouché sur des mesures alternatives<sup>203</sup>. Les critiques féministes visant l'Ubuntu ont également montré que « le concept a été utilisé pour renforcer le patriarcat et les constructions sociales binaires de genre, y compris en ce qui concerne les soins », les notions de sacrifice, de soins et de maintien des relations étant imposées aux femmes plus qu'aux hommes<sup>204</sup>.

La Nouvelle-Zélande (ou Aotearoa en langue Māori) est un exemple inspirant : son cadre de bien-être s'accompagne du cadre « He Ara Waiora », qui aide le Treasury, principal organisme de conseil économique et financier du gouvernement néo-zélandais, à comprendre le concept de *waiora*, souvent traduit comme la perspective maorie du bien-être. Le cadre « He Ara Waiora » apporte une réponse autochtone et spécifiquement néo-zélandaise à certaines questions telles que « Quels sont les standards de vie auxquels les Néo-Zélandais-es attachent de l'importance ? », « Sont-ils les mêmes pour tous et toutes ? », « Le service public est-il équipé pour comprendre ce que les standards de vie signifient pour de nombreux et nombreuses Néo-Zélandais-es ? » et « Pourrions-nous apprendre et appliquer les leçons de cultures autres que celle qui domine ? »<sup>205</sup>.

Il est à noter que l'IDH, l'un des cadres mondiaux les plus reconnus et les plus influents au-delà du PIB, même s'il fait avancer d'importants débats sur le bien-être et n'est pas nécessairement lié à la croissance du PIB, ne reconnaît pas et ne traite pas l'héritage et les effets actuels du colonialisme sur les économies, les sociétés et l'environnement<sup>206</sup>. Néanmoins, les responsables de l'élaboration des politiques, les universitaires et d'autres parties prenantes continuent de l'utiliser comme un indicateur alternatif pour comparer le développement des pays dans le monde.

## LES IMPACTS TRANSFRONTALIERS

La plupart des cadres allant au-delà du PIB, en particulier ceux des pays du Nord, ne tiennent pas suffisamment compte de l'influence des politiques d'un pays sur la prospérité sociale et la durabilité dans d'autres pays.

L'impact des politiques d'un pays donné sur le bien-être et la durabilité dans d'autres pays est un domaine crucial que les cadres féministes et décoloniaux doivent aborder. La plupart des pays qui ne se limitent pas aux cadres du PIB ne s'intéressent pas suffisamment à la contribution positive ou négative des politiques d'un pays et de l'utilisation des matériaux et des ressources sur l'égalité, le bien-être et la durabilité dans d'autres pays, aujourd'hui et à l'avenir.

Exception notable, les Pays-Bas ont été l'un des premiers pays à inclure le « bien-être dans d'autres pays » dans leur cadre alternatif au PIB. L'actuel Observatoire du bien-être et des objectifs de développement durable<sup>207</sup> met l'accent sur les mouvements de revenus entre les Pays-Bas et les pays à faible revenu (par exemple, les importations de biens en plus de l'aide et des envois de fonds) et sur la pression que les Pays-Bas exercent sur l'environnement ou les stocks de matières premières d'autres pays (par exemple, par l'importation de combustibles fossiles, de biomasse et de métaux). Le système actuel présente des lacunes évidentes. L'Observatoire suppose que les

importations de biens ont une influence positive sur la prospérité sociale du pays qui a exporté la matière première ou le produit. Cette supposition n'est pas forcément vraie ou repose simplement sur les mêmes hypothèses que les politiques qui présument que toute croissance du PIB est bonne. En outre, les indicateurs actuels de l'Observatoire semblent faibles en ce qui concerne l'impact sur d'autres aspects du domaine social : ils ne tiennent pas compte de l'impact des Pays-Bas sur l'augmentation des inégalités dans le monde, par exemple du fait du comportement des entreprises privées et des investisseurs néerlandais, des politiques fiscales, ou même de l'accaparement des vaccins pendant la pandémie de COVID-19<sup>208</sup>.

## 4.3 LES INDICATEURS ALTERNATIFS ACTUELS NE SONT PAS SUFFISAMMENT TRANSFORMATEURS

Les indicateurs alternatifs actuels au PIB ne remettent pas suffisamment en question le PIB afin de transformer les économies, qui sont actuellement axées sur l'exploitation, l'extraction et la croissance, en un modèle de développement juste, durable et équitable au niveau mondial, centré sur le bien-être des personnes et de la planète.

Une étude récente a mis en évidence les principales similitudes et différences entre quelques-uns des principaux modèles et mesures de « l'économie du bien-être »<sup>209</sup>. Objectifs de développement durable, cadre de performance national de l'Écosse, théorie économique du « donut », etc., tous s'accordent à dire que la sécurité économique, l'équité et la durabilité environnementale constituent les aspects les plus importants (voir **Figure 4**).

Figure 4 : Aspects communs pour une économie du bien-être

## LA RECETTE D'UNE ÉCONOMIE BASÉE SUR LE BIEN-ÊTRE

GRANDS AXES	THÉMATIQUES	INGRÉDIENTS INDISPENSABLES
<b>PROSPÉRITÉ</b> 	<b>CONTEXTE LOCAL</b>	Environnement local Logement Transport Sûreté Proximité des services
	<b>BIEN-ÊTRE INDIVIDUEL</b>	Bien-être individuel Temps pour soi
	<b>SANTÉ</b>	Santé physique Santé mentale
	<b>ÉDUCATION</b>	Éducation des enfants Formation des adultes
	<b>SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE</b>	Bien-être individuel Temps pour soi
	<b>COMMUNAUTÉ ET DÉMOCRATIE</b>	Cohésion et sentiment d'appartenance Lien social Culture Participation de la communauté Participation/influence politique
<b>ÉQUITÉ</b> 	<b>ÉQUITÉ</b>	Handicap Genre et orientation sexuelle Situation sociale et économique Origine ethnique Droits humains
<b>ÉCOLOGIE</b> 	<b>DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE</b>	Énergie et émissions Gaspillage Terre Eau Nature Air

Source : L. Zeidler (2023), The Shared Ingredients for a Wellbeing Economy, Centre for Thriving Places.  
 Dernière consultation le 9 juin 2023, sur la page [https://whatworkswellbeing.org/wp-content/uploads/2023/02/Shared-Ingredients-for-a-Wellbeing-Economy-Paper\\_Publication-Copy.pdf](https://whatworkswellbeing.org/wp-content/uploads/2023/02/Shared-Ingredients-for-a-Wellbeing-Economy-Paper_Publication-Copy.pdf)

Malgré un large consensus sur ces aspects fondamentaux, dans la pratique, la plupart des pays et des institutions, même ceux qui promeuvent des cadres allant au-delà du PIB, s'en tiennent fermement à l'objectif de croissance du PIB. En pratique, selon le gradient « Beyond Growth » (au-delà de la croissance) créé par Verma (2023)<sup>210</sup>, il est possible de classer les indicateurs alternatifs au PIB dans les groupes suivants :

1. Ceux qui s'affranchissent véritablement du PIB.
2. Ceux qui complètent le PIB.
3. Ceux qui fonctionnent en tandem avec le PIB.
4. Ceux qui ralentissent le PIB pour le ramener à des niveaux durables ou pour qu'il respecte les limites de la planète.
5. Les faux indicateurs alternatifs qui sont toujours fondés ou ancrés dans les mesures du PIB.

Seuls quelques indicateurs appartiennent à la première catégorie.

## LE PIB, UNE MESURE ENCORE TRES UTILISEE

De nombreux indicateurs et approches considérés comme allant au-delà du PIB utilisent encore ce dernier comme mesure *centrale*<sup>211</sup>. Par exemple, l'indice d'inégalités de genre, l'indice des disparités entre hommes et femmes et l'indice sur les femmes et la paix et la sécurité visent tous à mesurer les inégalités de genre, mais sont basés sur des mesures qui reposent sur la croissance du PIB (par exemple, les dépenses en prestations familiales par rapport au PIB dans l'indice des disparités entre hommes et femmes)<sup>212</sup>. L'indice de développement humain utilise le revenu national brut (RNB) par habitant·e (lui-même basé sur le PIB) comme l'un de ses facteurs<sup>213</sup>. La cible 17.19 des ODD ne vise qu'à compléter le PIB et de nombreux autres objectifs reposent sur la croissance du PIB.

## LA NON-UTILISATION DES INDICATEURS ALLANT AU-DELA DU PIB POUR L'ELABORATION DES POLITIQUES

Le contenu et la persistance du PIB dans les indices ne constituent pas le seul problème qui empêche un changement effectif par le biais de cadres alternatifs au PIB. De nombreux pays qui prétendent utiliser des cadres alternatifs au PIB ne les utilisent au mieux qu'à des fins de réflexion plutôt que pour façonner dès le départ et de façon importante l'élaboration des politiques.

Environ 50 % des pays de l'OCDE et un certain nombre d'autres pays ont élaboré des cadres statistiques sur le bien-être. Cependant, très peu d'entre eux ont développé des outils, des modèles et des cadres politiques, malgré la mise à disposition d'indicateurs, tels que les suivants :

- Budgétisation tenant compte des questions de bien-être, d'écologie et de genre
- Analyses coûts/bénéfices en matière de bien-être
- Systèmes et approches coordonnées pour l'élaboration de politiques<sup>214</sup>

Par exemple, le gouvernement irlandais a créé un cadre du bien-être en 2021<sup>215</sup>. Les indicateurs du PIB continuent toutefois de façonner le discours public et l'élaboration des politiques. Ainsi, le cadre du bien-être pourrait ne devenir qu'un dispositif rhétorique visant à montrer que l'Irlande prend au sérieux la prospérité sociale et la durabilité. Comme l'écrit l'OCDE : « Le risque est que ces nouveaux indicateurs ne soient qu'un rapport de plus, au lieu de véritablement modifier l'élaboration et la formulation des politiques »<sup>216</sup>.

## DES EXCEPTIONS POSITIVES

Certains pays montrent qu'il peut en être autrement et ont pris des mesures visant à intégrer des idées de développement alternatif aux niveaux les plus élevés de la législation et de la politique nationales.

Le gouvernement écossais décrit la transition vers une économie du bien-être comme une priorité absolue<sup>217</sup>. Il est légalement tenu de consulter les résultats de son cadre national du bien-être (appelé « National Performance Framework » ou NPF) tous les cinq ans<sup>218</sup>. Un nouvel observatoire de l'économie du bien-être, qui se concentre sur la manière dont l'économie et la politique économique contribuent aux résultats nationaux de l'Écosse, complète désormais ce cadre. Cependant, bien que la trajectoire de l'Écosse soit positive, des questions subsistent quant à la mesure dans laquelle les résultats nationaux et la recherche d'une économie de prospérité sociale

sont prioritaires dans les choix politiques et budgétaires<sup>219</sup>. En outre, la stratégie nationale de transformation économique<sup>220</sup> et les résultats nationaux de l'Écosse ne reconnaissent pas suffisamment l'importance des soins<sup>221</sup>.

L'indice du bonheur national brut du Bhoutan est inscrit dans la constitution du pays, qui stipule que « l'État s'efforce de promouvoir les conditions qui permettront d'atteindre le bonheur national brut »<sup>222</sup>. D'autres lois et réglementations concourent à cet objectif. Par exemple, dans le cadre de l'indice du bonheur national brut, la protection de l'environnement est devenue une priorité, ce qui a conduit le Bhoutan à limiter le tourisme et à interdire l'exportation de grumes. Le Bhoutan est ainsi devenu le premier pays présentant un bilan carbone négatif au monde<sup>223</sup>. Toutefois, le tableau est mitigé en ce qui concerne la place accordée à l'égalité des genres dans ces mesures et leur impact sur celle-ci<sup>224</sup>.

Le Buen Vivir a été intégré dans les constitutions de l'Équateur en 2008 et de la Bolivie en 2009 afin d'orienter leur développement en ce sens, à la suite de mouvements sociaux<sup>225</sup>. Cependant, du fait des pressions nationales et internationales, les politiques n'ont pas pu être pleinement élaborées dans cet esprit<sup>226</sup>.

# 5 METTRE AU POINT UN INDICATEUR IMPORTANT ET PERTINENT POUR TOUS ET TOUTES

Les perspectives des intellectuel·les et des mouvements féministes et décoloniaux/ales offrent des indications importantes sur les aspects à privilégier dans les cadres alternatifs au PIB, afin de véritablement remettre en question nos systèmes dominants, oppressifs et extractifs en place, et de promouvoir l'égalité et la décolonisation. Les militant·es ont proposé un « nouveau paradigme qui établit des liens concrets entre les changements climatiques, l'exploitation racialisée et sexiste de la main-d'œuvre, les règles commerciales et les structures économiques qui reproduisent les inégalités au sein des pays et entre eux »<sup>227</sup>.

De nombreuses personnes ont demandé un nouveau cadre qui reconnaisse et prenne en compte la manière dont le travail des femmes, les ressources des pays du Sud et les populations autochtones participent à l'économie mondiale :

*« L'économie actuelle ne serait concrètement pas possible sans ces trois subventions mondiales, même si leur valeur n'est pas reconnue dans les espaces économiques traditionnels. L'aspect monétisé est subventionné par l'aspect non monétisé offert par le travail des femmes, les pays riches sont subventionnés en volant (historiquement et actuellement) les ressources des pays du Sud et la majorité du monde vit de la subvention vitale offerte par les peuples autochtones. Afin de favoriser la justice dans la dynamique mondiale, nous devons formuler les solutions en tenant compte en premier lieu de ces trois principales aides mondiales<sup>228</sup>. »*

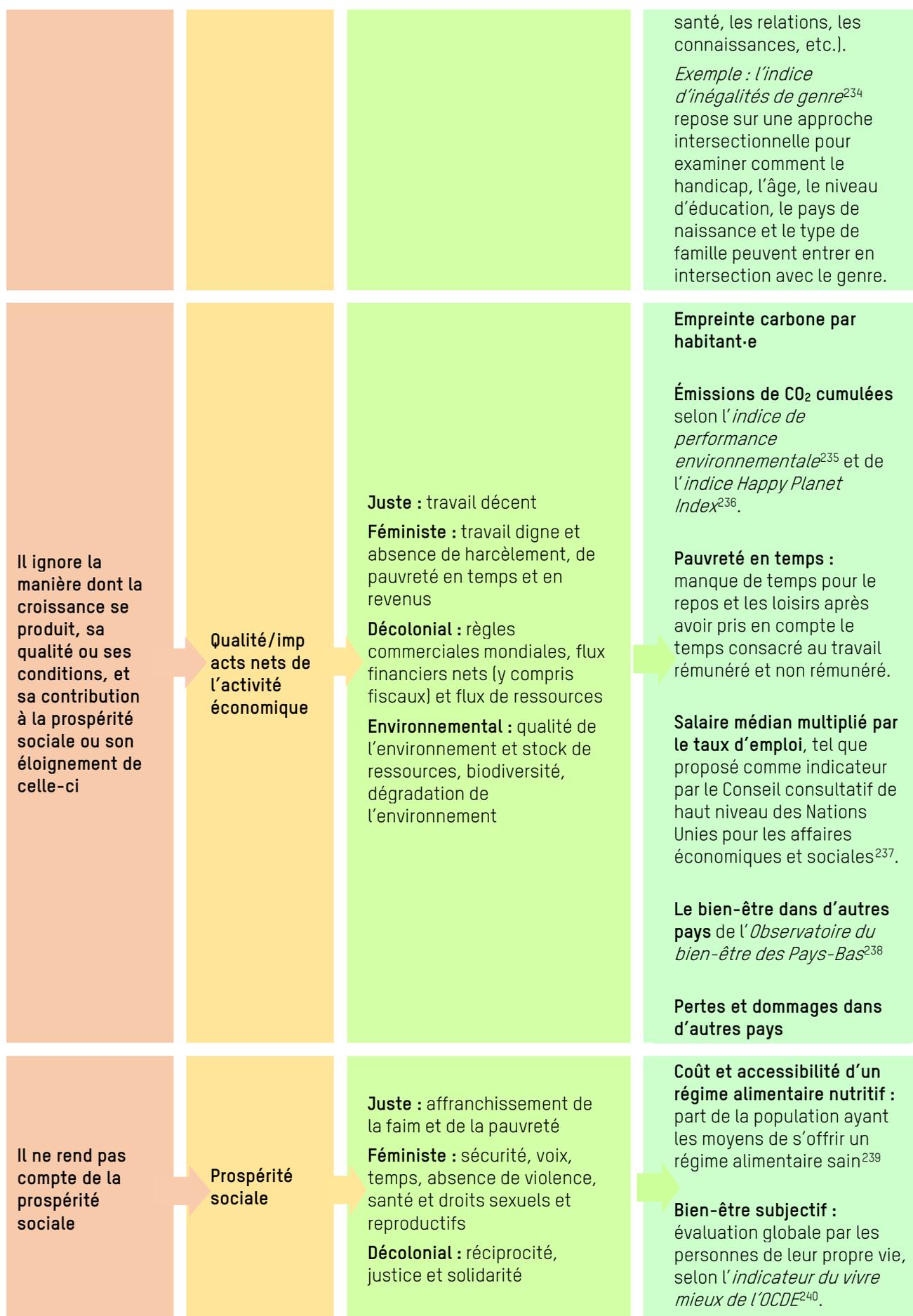
Les alternatives au PIB peuvent également s'inspirer des programmes féministes de justice économique et climatique élaborés par les mouvements féministes des pays du Sud en particulier. Dans son rapport intitulé « A Feminist Agenda for People and Planet », le nexus Feminist Economic Justice for People & Planet Action Nexus met en avant six principes de justice économique mondiale :

- Une économie qui ne met plus l'accent sur la productivité de façon disproportionnée mais sur une nouvelle économie verte, féministe et décoloniale.
- Une économie qui fait primer les droits humains et le bien-être de la planète sur la croissance et le PIB.
- Une économie qui favorise un ordre commercial mondial équitable et juste.
- Une économie qui redistribue la richesse et les ressources.
- Une économie qui favorise la justice en matière d'endettement et une nouvelle structure de la dette souveraine.
- Une architecture de gouvernance économique mondiale qui soit démocratique<sup>229</sup>.

Inspirés par les analyses, critiques et recommandations féministes et décoloniales existantes, les éléments essentiels dont une mesure alternative au PIB peut tenir compte sont énumérés dans le **Tableau 1** et expliqués plus en détail dans cette section. Il serait important d'examiner les données disponibles opportunes et comparables, tout en aspirant à collecter des données sur ces aspects essentiels.

Tableau 1 : Enjeux fondamentaux à prendre en compte lors de la conception d'indicateurs alternatifs au PIB justes, féministes, décoloniaux et environnementaux

En quoi le PIB pose-t-il problème ?	Que doivent mesurer les alternatives ?	Qu'est-ce que cela signifie d'un point de vue juste, féministe, décolonial et environnemental ?	Indicateurs, cadres et exemples existants/proposés
Il ne tient compte que d'une partie de l'économie	L'économie dans son entièreté	<p><b>Juste</b> : toute la production</p> <p><b>Féministe</b> : la production et la reproduction (ménages et marchés)</p> <p><b>Décolonial</b> : officiel et non officiel</p> <p><b>Environnemental</b> : avantages tirés des biens et services environnementaux qui respectent les limites de la planète</p>	<p><b>Emploi du temps</b> : temps que les personnes consacrent à diverses activités, telles que le travail rémunéré, le travail de soin au sein des ménages et des familles, les soins personnels, le travail bénévole, la vie sociale, les voyages et les activités de loisirs. Exemples : <i>l'indice du bonheur national brut du Bhoutan</i><sup>230</sup> et <i>l'indicateur du vivre mieux de l'OCDE</i><sup>231</sup>;</p> <p><b>Services écologiques</b> : contribution des écosystèmes à l'activité économique et au bien-être humain Exemple : <i>le revenu brut inclusif</i><sup>232</sup> élargit la définition de l'économie afin d'y inclure la production non rémunérée des ménages et les services écosystémiques supplémentaires, qui ne relèvent pas de la production du SCN.</p>
Il n'indique pas les bénéficiaires de la croissance	Manière dont l'activité économique profite à tous et toutes	<p><b>Juste</b> : inégalités de richesses économiques</p> <p><b>Féministe</b> : inégalités intersectionnelles</p> <p><b>Décolonial</b> : modification des inégalités entre les pays du Nord et du Sud et entre les groupes racisés</p> <p><b>Environnemental</b> : égalité d'accès aux ressources naturelles</p>	<p><b>Ratio de Palma</b> : mesure la concentration des revenus au sommet des pays et entre les pays</p> <p><b>Approches multidimensionnelles et intersectionnelles</b> : Exemple : <i>le cadre des inégalités multidimensionnelles</i><sup>233</sup> mesure les inégalités de capacités à travers différents aspects (la</p>





## 5.1 LUTTER CONTRE L'IMPOSITION NEOCOLONIALE DU PIB ET L'ELABORATION DES POLITIQUES ECONOMIQUES DOMINANTES

Compte tenu de l'effacement des systèmes de connaissances non occidentaux qui a résulté de l'imposition de la logique néolibérale occidentale du PIB, et du préjudice disproportionné causé aux communautés des pays du Sud en raison des politiques et pratiques économiques qui y sont associées, les options radicalement alternatives au PIB doivent garantir le respect des valeurs culturelles spécifiques au contexte, ainsi que des connaissances et des pratiques autochtones qui donnent la priorité au bien-être des humains et de la nature.

Les alternatives au PIB reposant sur une approche et un état d'esprit décoloniaux mettraient davantage l'accent sur l'importance de la communauté, des relations sociales et de l'environnement, qui ont été négligés du fait de l'accent mis sur la croissance du PIB<sup>244,245</sup>. Nous

pouvons nous inspirer des concepts moraux autochtones axés sur les principes de décolonisation, de justice, de réciprocité et de solidarité que sont le Buen Vivir et l'Ubuntu (voir **Section 4.2**).

La mesure des relations communautaires et des cercles sociaux, tels que le sentiment d'appartenance ou les niveaux de soutien social selon l'indice du bonheur national brut<sup>246</sup>, pourrait constituer un indicateur clé.

Le degré d'acceptation des cadres et indicateurs alternatifs au PIB par les populations et les politiques dépend du niveau d'inclusivité de leur processus d'élaboration. Il est nécessaire de placer judicieusement les indicateurs reflétant les connaissances et les perspectives locales au premier plan de la conception, de la mise en œuvre et de l'analyse des cadres alternatifs au PIB. Ils doivent être ancrés dans la reconnaissance et l'acceptation des dommages causés par le colonialisme et l'impérialisme économique, ainsi que dans l'engagement à les réparer.

*La capacité à déterminer les aspects comptabilisés et valorisés, et ceux qui sont exclus de l'économie centrée sur le PIB est au cœur du néocolonialisme. Les connaissances, les pratiques et les valeurs autochtones qui soutiennent les écosystèmes depuis des siècles sont souvent exclues de cette comptabilisation et de cette conceptualisation globale.*

L. Pheko et R. Verma (2022) *Scoping Research on Alternative Measurements to GDP* (rapport interne à Oxfam non publié).

## LE BIEN-ETRE DANS D'AUTRES PAYS

Les alternatives au PIB décoloniales prendraient en compte le bien-être dans d'autres pays, c'est-à-dire les impacts positifs et négatifs des décisions, des politiques et de l'utilisation des ressources d'un pays sur l'égalité, la prospérité sociale et la durabilité dans d'autres pays, par le passé, actuellement et à l'avenir. Cet aspect est important pour répondre aux demandes de réparation des pays du Sud à l'égard des pays du Nord et vise à remédier aux préjudices sociaux et écologiques causés par les émissions de carbone et les pratiques d'extraction du passé<sup>247</sup>. Il s'agirait, par exemple, d'indicateurs portant sur les émissions nationales passées cumulées de carbone qui donnent une idée de la responsabilité d'un pays dans les émissions passées (sur son propre territoire et ailleurs), et de l'impact sur les pertes et les dommages subis au niveau mondial. Il s'agirait également d'examiner l'empreinte écologique laissée par l'utilisation des terres et, par exemple, les contributions positives et négatives à la lutte contre les inégalités dans le monde, telles que les pratiques des paradis fiscaux et les budgets d'aide.

L'indice annuel Spillover Index, qui mesure certaines retombées des actions des pays sur la capacité d'autres pays à atteindre les ODD, en est un exemple<sup>248</sup>. Il montre comment les pays à revenu élevé en particulier génèrent des retombées socioéconomiques et environnementales négatives, notamment par le biais d'un commerce, d'une consommation et de chaînes d'approvisionnement non durables<sup>249</sup>.

## MODIFIER LES EMISSIONS ET LES MODES D'EXTRACTION

Les pays à revenu élevé ont la responsabilité (conformément à l'ODD 12 sur l'établissement de modes de production et de consommation durables<sup>250</sup>) de réduire leur utilisation de matériaux et de ressources. En partageant plus équitablement l'énergie et les ressources matérielles, les pays du Nord pourraient permettre aux pays du Sud d'accroître leur prospérité sociale dans le respect des limites planétaires. Les gouvernements, en particulier ceux des pays du Nord, doivent utiliser des mesures autres que le PIB qui tiennent compte de l'impact environnemental de leur activité économique, comme les émissions de CO<sub>2</sub> par habitant-e. Il est important qu'ils prennent également

en compte les émissions de CO<sub>2</sub> par habitant-e des 10 % de la population les plus aisés, qui ont augmenté sensiblement au cours des dernières décennies<sup>251</sup>.

## 5.2 RECONNAITRE ET VALORISER LE TRAVAIL DE SOIN NON REMUNERE EFFECTUE PAR LES FEMMES

Les alternatives au PIB doivent prendre en compte des données probantes sur l'économie dans son entièreté, tant rémunérée que non rémunérée (voir **Figure 1** de la **Section 1.1**). Il est également important qu'elles tiennent compte des soins non rémunérés (voir **Encadré 6**), qui sont dispensés de manière disproportionnée par les femmes, de leur répartition (au sein des ménages, de l'État, du marché et du secteur public, et entre eux) et de l'impact des politiques macroéconomiques sur ces soins, l'objectif étant de réorienter ces politiques afin que les femmes n'assument plus cette responsabilité d'une manière disproportionnée.

### Encadré 6 : Comment le Bhoutan et Hawaï tiennent compte du travail de soin dans les indicateurs alternatifs au PIB

Le Bhoutan, par exemple, mesure l'emploi du temps comme l'un des neuf piliers de son indice du bonheur national brut<sup>252</sup>. Ce pilier utilise deux indicateurs, les heures de travail et les heures de sommeil, pour mesurer l'emploi du temps des membres d'un ménage donné sur 24 heures. Comme cet indicateur peut être ventilé par genre, il peut mettre en lumière la quantité de travail, rémunéré ou non, effectuée par les femmes d'un ménage.

Hawaï utilise l'indicateur de progrès réel<sup>253</sup>, qui tient compte de la valeur du travail de soin non rémunéré en attribuant une valeur monétaire aux coûts et avantages de ce travail et en ajustant le PIB en conséquence. Des économistes féministes ont toutefois indiqué que l'attribution d'une valeur monétaire au travail de soin et le simple ajustement du PIB ne remettent pas en cause la notion néolibérale et antiféministe de croissance du PIB et les politiques dommageables qui en découlent<sup>254</sup>.

## EMPLOI DU TEMPS ET VENTILATION DES DONNEES

Au cours des dernières décennies, les économistes féministes ont beaucoup travaillé sur les mesures du travail non rémunéré et ont plaidé pour leur utilisation dans l'élaboration des politiques économiques. Ces économistes ont montré comment les données relatives à la manière dont les personnes répartissent leur temps entre le travail non rémunéré, le travail rémunéré, les loisirs et le bien-être personnel « donnent de la visibilité à toutes les formes de travail (rémunéré et non rémunéré) et aux activités personnelles, offrent un tableau complet de l'économie du care, en particulier du travail de soin non rémunéré, et de la répartition de ce travail entre les différents groupes socioéconomiques et aux heures supplémentaires, et font la lumière sur la nature de la pauvreté et du bien-être humain<sup>255</sup> ». Elles permettent également d'élargir la définition de la « pauvreté » pour y inclure le temps et de remettre en question la fixation sur le PIB.

Comme le recommande le Conseil consultatif de haut niveau des Nations Unies pour les affaires économiques et sociales<sup>256</sup>, les alternatives au PIB devraient renforcer la visibilité du travail de soin et des inégalités de genre pour influencer et contrôler les politiques en ventilant les données sur l'emploi du temps<sup>257</sup> afin de permettre une analyse intersectionnelle (entre autres) :

- Genre
- Âge
- Revenus
- Religion/caste/ethnicité et/ou race
- Handicap
- Statut migratoire
- Lieu de vie (ville/campagne, par exemple)

Le Bureau britannique de la statistique nationale (Office for National Statistics, ONS) a proposé d'inclure les estimations relatives à l'emploi du temps dans une nouvelle mesure alternative au PIB du revenu brut inclusif, qui ajuste le PIB de façon à inclure la production non rémunérée des ménages et les services écosystémiques supplémentaires afin de mieux rendre compte de l'activité économique et du bien-être économique<sup>258</sup>.

## 5.3 VALORISER LA PROSPERITE SOCIALE ET ECOLOGIQUE, ET REDUIRE LES INEGALITES

### PROSPERITE SOCIALE ET ECOLOGIQUE

Le PIB ne tient pas compte de ce qui est produit, ni de l'impact positif ou négatif sur la prospérité sociale de ce qui est produit<sup>259</sup>, ou encore des personnes qui en bénéficient ou y perdent. Les cadres alternatifs au PIB devraient inclure des indicateurs qui saisissent la multidimensionnalité de la prospérité sociale et écologique : la diversité et la résilience écologiques, l'emploi du temps, le niveau de vie, le bien-être psychologique, la sécurité et les relations avec la communauté. Quatre indicateurs clés peuvent donner un aperçu de cette multidimensionnalité :

- Des régimes alimentaires nutritifs (par exemple, la part de la population pouvant se permettre un régime alimentaire sain), proposé comme indicateur par le Conseil consultatif de haut niveau des Nations Unies pour les affaires économiques et sociales<sup>260</sup>
- La pauvreté en temps et en revenu (par exemple, la part de la population qui est à la fois pauvre en temps et en revenu), une mesure proposée par l'établissement Levy Economics Institute of Bard College<sup>261</sup>
- Le bien-être écologique (par exemple, la présence ou l'abondance de types d'écosystèmes tels que définis par le système de comptabilité environnementale et économique des Nations Unies)<sup>262</sup>
- Les violences faites aux femmes et aux filles (par exemple, la part des femmes et des filles victimes de violences physiques et/ou sexuelles de la part d'un partenaire intime au cours des 12 derniers mois, comme indiqué dans la cible 5.2.1 des ODD<sup>263</sup>)

Les alternatives au PIB devraient se focaliser sur la voix des femmes, des communautés autochtones et des personnes confrontées à des formes de discrimination intersectionnelles, prendre en compte la manière dont elles valorisent la prospérité sociale et refléter les différentes priorités de développement entre les pays et les régions<sup>264</sup>. Elles devraient également inclure des indicateurs subjectifs de bien-être, en faisant confiance aux personnes pour évaluer leur propre bien-être, plutôt que de s'en remettre entièrement à l'État et aux experts universitaires.

*Pourquoi ne pas demander aux pays de mesurer le nombre de filles qui se rendent à l'école à vélo ? Quel indicateur pourrait en dire autant sur les progrès réalisés en matière d'éducation des femmes, de transport écologique, de santé et de lutte contre la pauvreté en un seul chiffre ? Il n'est qui plus est pas nécessaire d'avoir un diplôme en économie pour comprendre ce genre de données.*

M. Green (s.d.), « *It's about an economy that works for people and planet, rather than the other way around* », Emerge. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://www.whatisemerging.com/profiles/katherine-trebeck>

## INEGALITES

Quelle que soit la mesure employée pour trouver des indicateurs alternatifs au PIB, la répartition du revenu national vient remplacer l'accent mis sur de simples moyennes, y compris au niveau des ménages. Notre façon de mesurer le progrès de nos sociétés, devrait automatiquement tenir compte des inégalités, et de la nécessité de réduire l'écart entre les riches et les pauvres. Le ratio de Palma, par exemple, est un indicateur important pour mettre en évidence les niveaux d'inégalité, car il montre les différences entre les tranches de revenus les plus élevées et les plus basses.

La nouvelle base de données sur la richesse et les revenus dans le monde, connue sous le nom de base de données sur les inégalités dans le monde (World Inequality Database), qui a été conçue à partir des registres de l'impôt sur le revenu, représente une avancée importante dans les statistiques sur les inégalités qui peuvent nous aider à mieux comprendre l'ampleur des inégalités en matière de richesse et de revenus. L'objectif final de cette base de données est de produire des comptes nationaux distributifs afin de fournir des estimations annuelles de la répartition des revenus et des richesses<sup>265</sup>.

Les cadres alternatifs au PIB doivent accorder une place essentielle à la réduction radicale des inégalités et comprendre des indicateurs qui rendent compte de la concentration des revenus, des richesses, des actifs, de l'information et du pouvoir, mais aussi des « inégalités dans la qualité de l'éducation, de la santé, du logement, de l'emploi et de la sécurité sociale »<sup>266</sup>. Le cadre des inégalités multidimensionnelles s'affranchit du seul critère des revenus et propose une approche multidimensionnelle et systématique pour évaluer les inégalités dans la qualité de vie des personnes à travers des aspects importants comme la santé, les relations, la capacité d'influence, la sécurité financière et le travail digne. Comme pour l'emploi du temps, les indicateurs des inégalités devraient être ventilés par genre, âge, race, revenu, lieu de résidence, ethnicité et autres catégories sociales afin de permettre une analyse intersectionnelle. L'indice d'inégalités de genre<sup>267</sup> intègre une approche intersectionnelle fondée sur une analyse structurelle afin d'examiner comment le handicap, l'âge, le niveau d'éducation, le pays de naissance et le type de famille peuvent entrer en intersection avec le genre.

## ORIENTER LES POLITIQUES PUBLIQUES ET LES INVESTISSEMENTS

Pour remédier aux dommages causés par les politiques d'austérité et promouvoir le bien-être, les cadres alternatifs au PIB devraient mesurer les aspects importants afin de donner la priorité aux politiques publiques et aux investissements qui renforcent les services publics soutenant le travail de soin, ainsi que les infrastructures qui réduisent les inégalités et favorisent la prospérité sociale. Voici quelques-uns de ces aspects :

- L'accès à l'eau salubre, à un réseau d'assainissement et aux systèmes énergétiques nationaux
- Les soins de santé et l'éducation universels
- Les politiques du travail qui garantissent un travail digne

- La protection sociale universelle<sup>268</sup>

Pour que ces politiques et investissements soient transformateurs, il faudrait qu'ils reconnaissent la responsabilité globale et première de l'État en matière de prestation de services publics, qu'ils soient fondés sur le dialogue social et la représentation, et qu'ils s'attaquent aux dynamiques de pouvoir inégales et aux normes sociales qui sous-évaluent le travail de soin et considèrent qu'ils relèvent de la responsabilité des femmes<sup>269</sup>.

De récentes études ont montré comment de tels investissements peuvent réduire la pauvreté<sup>270</sup> et les inégalités de genre, ainsi qu'améliorer les résultats en matière d'éducation et de santé<sup>271</sup>. Les mouvements et réseaux féministes soulignent depuis longtemps qu'en négligeant de le faire, les États ne respectent pas les obligations, conventions et normes internationales contraignantes en matière de droits humains et ne garantissent pas les droits égaux et équitables des hommes, des femmes et des personnes non binaires (notamment l'absence de discrimination, le droit au travail et les droits sur le lieu de travail, le droit à l'éducation, le droit à la santé, le droit à la sécurité sociale et le droit à la participation)<sup>272</sup>. Ils ont toutefois mis en garde contre l'application d'une interprétation néolibérale et eurocentrée des droits humains, qui met l'accent sur les droits individuels plutôt que sur les droits collectifs, et sur la liberté politique au détriment des droits économiques, en soulignant comment les discours sur les droits peuvent dissimuler les programmes d'intérêts particuliers puissants<sup>273</sup>.

En outre, si les investissements dans le travail de soin peuvent garantir un travail digne, ils peuvent contribuer à la « création d'emplois verts qui n'émettent pas ou peu de carbone et qui préservent ou améliorent le bien-être des générations actuelles et futures en régénérant les ressources naturelles et les écosystèmes dont elles dépendent »<sup>274</sup>.

Ces investissements doivent s'accompagner d'une fiscalité progressive, y compris sur les revenus et les patrimoines les plus élevés, d'un désinvestissement public et privé de l'économie des combustibles fossiles et d'actions pour lutter contre les flux financiers illicites (dont l'évasion fiscale), afin de dégager des recettes pour financer des systèmes de soin complets<sup>275</sup>. Il est également nécessaire d'augmenter les recettes en « détournant les plans de relance des renflouements d'entreprises, des dépenses militaires et des mégaprojets d'infrastructures matérielles »<sup>276</sup>.

## 5.4 COMMENT S'AFFRANCHIR DU PIB POUR TRANSFORMER LES MODELES ECONOMIQUES

Les cadres alternatifs au PIB doivent soutenir la transformation vers un système économique qui place véritablement la prospérité humaine et environnementale au premier plan, et cela nécessite une révision radicale et une rupture avec les concepts néolibéraux et d'exploitation liés à la croissance du PIB à tout prix. Il existe un large consensus autour de l'idée d'aller au-delà du PIB et sur les initiatives visant à le compléter. Selon un autre point de vue moins consensuel, il n'est pas possible d'aller au-delà du PIB de manière significative, si celui-ci reste en place, étant donné sa position dominante, qu'il conserve souvent même lorsqu'il est utilisé avec d'autres indicateurs et mesures. Doit-on continuer à utiliser le PIB ? Sera-t-il possible de réduire la domination du PIB sur la prise de décisions économiques sans le remplacer ?

Par exemple, une mesure alternative, telle que le revenu brut inclusif, pourrait rendre compte de l'ampleur de l'activité économique (comme le fait le PIB) tout en reflétant plus précisément l'ensemble de l'économie (en incluant la production des ménages et les services écosystémiques).

Elle offrirait les mêmes informations importantes que le PIB, tout en étant liée à des revenus plus élevés et à d'autres mesures du bien-être. Ce document encourage la poursuite du débat et l'examen d'alternatives radicales pouvant ouvrir la voie à une transformation économique à l'échelle et à la vitesse nécessaires.

Remplacer le PIB ou le compléter nécessiterait une délibération démocratique fondamentale. Les gouvernements du monde entier pourraient encourager un débat inclusif et chercher une manière juste de réaliser une transition complète vers une économie bénéfique pour les personnes et la planète. Par exemple, le Parlement européen a organisé une conférence réunissant plus de 2 000 personnes en mai 2023 pour débattre de la manière de dépasser le PIB et de financer les services de base dans les sociétés post-croissance.

Pour assurer leur rôle de transformation, les alternatives au PIB doivent faire partie de l'élaboration des politiques (définition des programmes, formulation des politiques, mise en œuvre, suivi, évaluation, etc.). Si de nombreux ministères disposent déjà d'objectifs sectoriels en matière de bien-être, l'institutionnalisation d'un cadre général permet d'aller plus loin. Un tel cadre favorise aussi la cohérence des politiques et l'alignement stratégique des résultats au sein des ministères et entre eux, contribuant ainsi à rendre plus explicites les compromis et retombées politiques au sein des pays et entre eux<sup>277</sup>. À titre d'exemple, la Nouvelle-Zélande a lancé son premier budget du bien-être, en utilisant des indicateurs sociaux et environnementaux dans son cadre du bien-être pour orienter les décisions en matière d'investissements et de politiques<sup>278</sup>.

## 6 QU'EST-CE QUI EMPECHE LE PROGRES ?

Il n'est pas tout à fait surprenant que les progrès dans l'abandon du PIB en tant que principal indicateur mondial de mesure du progrès économique et social soient lents. La dépendance à l'égard de la croissance du PIB favorise les personnes qui absorbent généralement la majeure partie des bénéfices et qui ont accaparé la majorité des richesses économiques, soit principalement les 1 % les plus riches et les puissantes sociétés multinationales.

Plusieurs raisons les poussent à continuer à mettre l'accent sur le PIB. Outre le fait qu'il est facile à mesurer et à comparer d'un pays à l'autre, le PIB maintient l'attention politique et économique exclusivement sur la croissance. Cette situation est très avantageuse pour les élites de tous les pays qui ne souhaitent pas répartir les revenus plus équitablement ni prévenir les dommages environnementaux (voir **Section 1.1**).

Pour cette raison, les mouvements et les organisations qui plaident pour que les gouvernements utilisent d'autres indicateurs que le PIB prônent généralement aussi la nécessité de transformer le secteur privé afin qu'il fasse passer la finalité avant le profit<sup>279</sup>.

## PROFITS ET LOBBYING DES ENTREPRISES PUISSANTES ET DES RICHES ELITES

La plupart des élites riches préfèrent conserver le système actuel, car si le PIB était remplacé par un ensemble de mesures tenant compte du bien-être social et écologique et des inégalités, cela limiterait le pouvoir des personnes qui tirent parti d'un modèle fondé sur le profit au détriment de la finalité et sur la croissance à tout prix.

Par exemple, si les gouvernements basaient leurs décisions sur des indicateurs tenant compte de l'impact sur l'environnement, la production serait probablement soumise à des réglementations environnementales plus strictes, ce qui réduirait les bénéfices des grandes entreprises dont les modèles économiques reposent souvent sur la destruction de l'environnement.

De même, si les gouvernements élaboraient leurs politiques en fonction d'indicateurs tenant compte des inégalités, cela pourrait conduire à la mise en œuvre d'approches augmentant le salaire minimum ou l'impôt sur les sociétés, ce qui réduirait à nouveau les bénéfices des actionnaires des grandes entreprises.

Il n'est donc pas étonnant que des entreprises puissantes se servent du pouvoir politique qui accompagne généralement le pouvoir économique pour influencer sur les politiques économiques de leurs pays respectifs<sup>280, 281</sup>. Ce phénomène est particulièrement manifeste dans le domaine de la fiscalité (voir **Encadré 7**).

### Encadré 7 : Lobbying en faveur de règles fiscales laxistes

De nombreux gouvernements, institutions financières internationales et élites du monde des affaires ont longtemps dupé le monde avec l'invention de la théorie du ruissellement, selon laquelle une faible imposition alliée à des gains élevés pour une minorité profiterait finalement

à tou-te-s<sup>282</sup>. Dans de nombreux pays, les élites du monde des affaires et leurs lobbyistes ont joué sur la peur des responsables politiques qui pensaient que de faibles taux d'imposition étaient essentiels au maintien des entreprises et donc de l'emploi dans le pays. En 2017, Oxfam a calculé que les 50 plus grandes entreprises des États-Unis ont dépensé 2,5 milliards de dollars dans le lobbying à l'échelle fédérale, soit près de 5 millions de dollars par membre du Congrès, entre 2009 et 2015<sup>283</sup>.

Les personnes fortunées profitent également des règles fiscales existantes. Selon l'indice de l'engagement à la réduction des inégalités (ERI) d'Oxfam le plus récent, 143 pays sur 161 ont gelé les taux d'imposition de leurs citoyen·nes les plus riches au cours des dernières années. Onze pays les ont même abaissés<sup>284</sup>. Il ne fait aucun doute que de nombreuses politiques fiscales régressives visant à « favoriser la croissance économique » ont profité aux personnes riches et aux entreprises, au détriment de la population en général et des groupes marginalisés en particulier<sup>285</sup>.

## PREDOMINANCE DES DISCOURS NEO-LIBERAUX ET PATRIARCAUX

L'objectif de croissance du PIB et la prédominance de cette mesure sont profondément ancrés dans les discours, les mentalités et les cultures du monde entier. Les discours répandus sur l'économie sont popularisés par les établissements d'enseignement, les élites du monde des affaires, les gouvernements et les médias. Ainsi, la population mondiale y est confrontée et les intériorise au quotidien. Selon ces discours, l'économie de marché est la seule chose à avoir de l'importance et les seules activités qui comptent sont celles qui produisent une valeur monétaire. Ces discours reflètent et renforcent le patriarcat, le racisme et le classisme en tant que systèmes d'oppression qui se recourent et que l'idéologie néolibérale vient encore renforcer<sup>286</sup>. En conséquence, les milliards d'heures de travail domestique et de soin non rémunérés, effectués principalement par les femmes, sans parler des systèmes écologiques, ne sont pas prises en compte (voir **Figure 1**). Des recherches ont montré que ces croyances sont profondément ancrées dans les services statistiques d'organisations internationales telles que les Nations Unies, la Banque mondiale et le FMI, qui exercent une influence considérable sur l'élaboration des méthodologies qui sous-tendent le PIB<sup>287</sup>.

Ces discours recourent et renforcent les croyances patriarcales qui considèrent les femmes et les personnes non binaires comme subordonnées aux hommes. Selon la même logique, leur travail est considéré comme ayant moins de valeur que celui des hommes. À cela s'ajoutent des discours racialisés, ethnocentriques et classistes qui considèrent que les femmes et les personnes non binaires (par exemple celles qui vivent dans la pauvreté, appartiennent à des groupes ethniques ou religieux minoritaires ou sont issues de l'immigration) méritent encore moins de jouir des droits et de la dignité, que leur travail est plus superflu et leur prospérité sociale a moins de valeur<sup>288</sup>.

## ENRACINEMENT DANS LES INSTITUTIONS FORMELLES

L'enracinement du PIB dans des cadres formels comme le SCN contribue également à maintenir sa prédominance au niveau mondial (voir **Encadré 5**). Il est considéré comme un instrument de mesure de la puissance économique d'un pays et permet de comparer la puissance économique relative de différents pays. Il est également profondément ancré dans les institutions nationales, régionales et mondiales telles que la Banque mondiale et le FMI, l'OCDE et la Commission européenne (voir

**Figure 5).** L'institutionnalisation de cette mesure a des conséquences importantes pour les pays dont le PIB est plus faible. Par exemple :

- **Définitions :** le PIB, le PIB par habitant·e et les taux de croissance du PIB permettent de classer les pays et de décrire leur statut économique (par exemple, « à faible revenu », « à revenu intermédiaire », « développés », « en développement », « émergents », etc.).
- **Capacité d'emprunt et accès aux marchés internationaux :** un pays au PIB par habitant·e élevé se voit souvent attribuer une meilleure notation du risque de crédit<sup>289</sup>, car il est généralement considéré comme plus stable financièrement et donc capable d'emprunter des sommes d'argent plus importantes. Il est également vu comme un marché plus attractif pour les entreprises et investisseurs étrangers.
- **Droits de vote au FMI, à la Banque mondiale et dans d'autres institutions :** la quote-part et, par conséquent, le droit de vote d'un pays au sein du FMI sont (en partie) déterminés par son PIB. Ce dernier joue également un rôle dans les quotes-parts et les droits de vote de la Banque mondiale, bien que ceux-ci soient fortement pondérés par les contributions financières des pays. Dans d'autres organisations internationales, les pays au PIB élevé ont également tendance à avoir plus d'influence.
- **Répartition de l'aide étrangère :** les pays au PIB élevé sont moins susceptibles de recevoir de l'aide, voire sont censés y contribuer. Par exemple, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) se sert du PIB pour déterminer si un pays est éligible à l'aide étrangère.
- **Négociations commerciales internationales :** comme ils peuvent offrir un accès à des « marchés plus vastes », les pays au PIB élevé ont généralement plus de poids dans les négociations commerciales internationales.
- **Mesure des dépenses publiques :** les dépenses publiques consacrées à des services tels que la santé et l'éducation sont calculées par rapport au PIB. Ainsi, lorsque le PIB n'augmente pas, les gouvernements peuvent justifier le gel ou la réduction des dépenses consacrées aux services publics.
- **Infrastructure économique :** le PIB fait partie intégrante des institutions nationales, comme les banques centrales, les ministères des Finances et d'autres organismes gouvernementaux, qui se servent du PIB comme indicateur principal pour prendre des décisions et suivre les progrès.
- **ODD :** certains indicateurs permettant de suivre les progrès accomplis dans la réalisation des ODD pour 2030 sont définis par rapport au PIB. Les politiques visant à améliorer la prospérité sociale et la durabilité sont souvent évaluées en fonction de leur impact sur la croissance du PIB<sup>290</sup>.

Comme le montre clairement la liste ci-dessus, la priorité accordée au PIB pour la mesure de l'activité économique sert les intérêts des pays à revenu élevé. Du fait de leur PIB élevé, les pays à revenu élevé peuvent emprunter de l'argent à des taux d'intérêt plus faibles et bénéficient ainsi d'un avantage considérable. Ils peuvent aussi conserver leur important niveau d'influence dans les institutions internationales et élaborer des politiques qui servent leurs propres intérêts grâce à leurs droits de vote liés au PIB. Puisque le PIB sert de référence pour la stabilité et les politiques économiques nationales, il permet également de justifier le maintien du statu quo et la poursuite des politiques de commerce et d'investissement existantes caractérisées par l'exploitation, qui profitent de manière disproportionnée aux pays du Nord et perpétuent les relations néocoloniales.

Bien que la méthodologie du PIB ait fait l'objet d'importantes révisions au cours des 25 dernières années, elle a renforcé la puissance relative des pays du Nord. Ces réformes ont des conséquences sur la suprématie du PIB, sur l'ensemble de l'économie politique du développement international et sur les politiques que les gouvernements mettent en place pour augmenter le PIB, comme la financiarisation et les investissements immobiliers qui génèrent une croissance rapide du PIB sans nécessiter de véritable transformation structurelle<sup>291</sup>.

Figure 5 : Pourquoi le PIB reste-t-il l'indicateur dominant ?

### Pourquoi le PIB est-il encore l'indicateur dominant pour les politiques économiques ? Qu'est-ce qui empêche le progrès ?

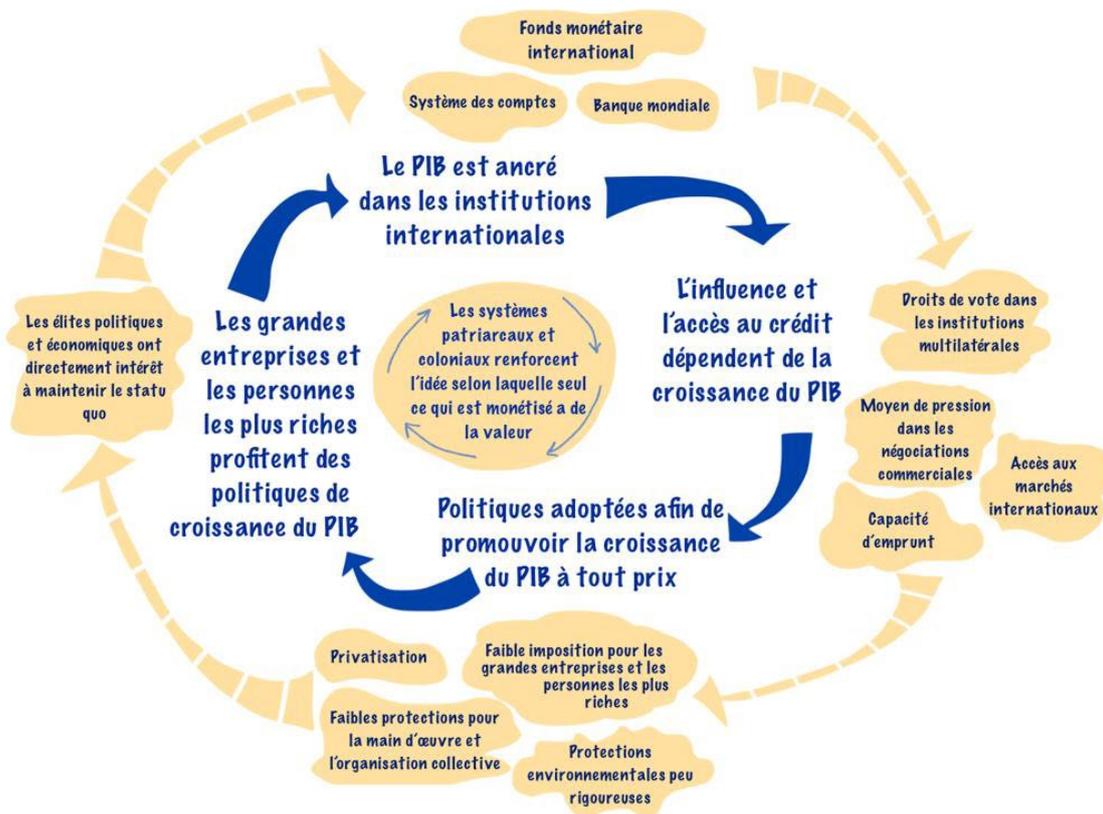
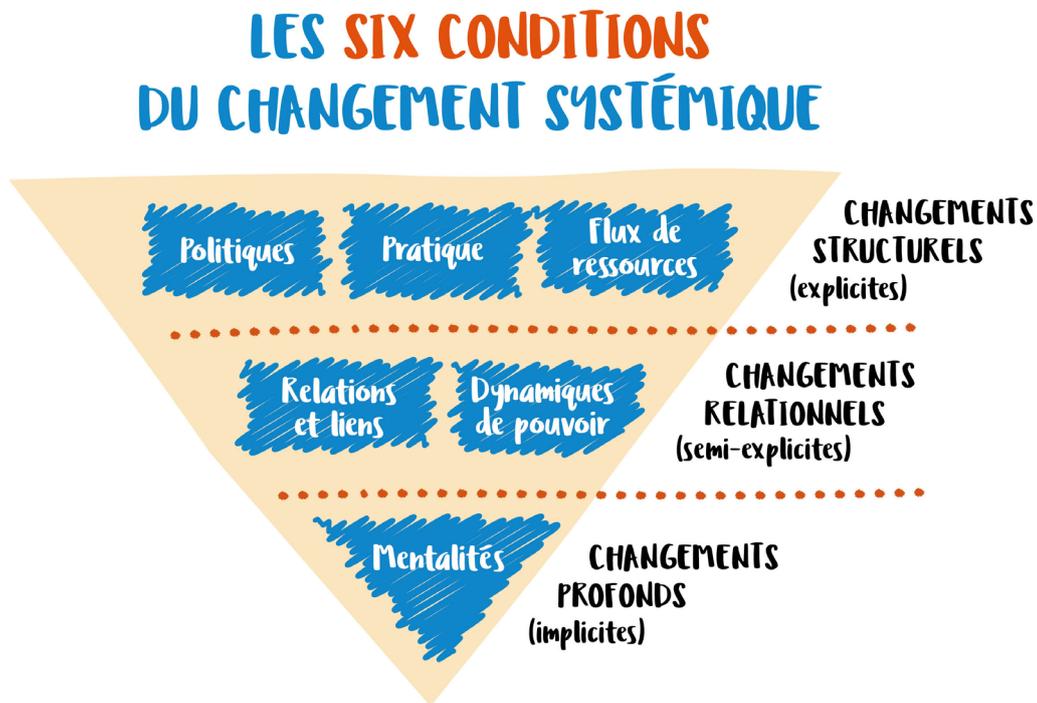


Illustration d'Alex Bush

# 7 VOIES CLES POUR TROUVER DES ALTERNATIVES FEMINISTES ET DE-COLONIALES

Puisque le PIB constitue une composante immuable du système économique, il faudrait travailler de concert sur les différents leviers de changement du système (voir **Figure 6**) pour qu'il perde sa position dominante dans le paysage public et politique. Il sera nécessaire de bouleverser les réseaux d'institutions et les intérêts qui perpétuent l'utilisation du PIB pour permettre la prise en compte de divers points de vue. Un tel changement systémique nécessite une pression publique suffisante pour faire passer la question de l'espace technique à l'espace politique, pour mettre les alternatives au PIB à grande échelle et pour transformer la timidité en bravoure.

Figure 6 : Les six conditions de l'évolution systémique



Source : J. Kania, M. Framer et P. Senge (2018), *The Water of Systems Change*. FSG. Dernière consultation le 9 juin 2023, sur la page [https://www.fsg.org/resource/water\\_of\\_systems\\_change/](https://www.fsg.org/resource/water_of_systems_change/)

## 7.1 MODELES MENTAUX

Il est absolument nécessaire et possible de modifier les discours qui maintiennent le PIB comme mesure dominante. Cela signifie :

- modifier les discours dans les programmes universitaires, les débats politiques, les médias populaires et les actions de plaidoyer sur ce qui constitue « l'économie », afin de s'éloigner du modèle décrit à la **Section 1.1** qui ne valorise que le marché ;

- remettre en question le discours sur la positivité universelle de la croissance du PIB, perpétué par les médias, les universités traditionnelles et les institutions financières dominées par les pays du Nord ;
- que les gouvernements, les institutions, les médias et la société civile doivent stimuler la recherche et le débat public sur la manière de mettre fin aux dépendances actuelles à l'égard de la croissance du PIB (voir **Section 1.1**), à commencer par l'utilisation du PIB dans les décisions économiques et sociales cruciales dont les impacts sont les plus problématiques, y compris en tant que déterminant essentiel des conditions de prêt et des classements des pays pour la coopération au développement ;
- présenter des exemples de pays qui réussissent à remplacer le PIB et les leçons à en tirer.

## 7.2 LIENS ET RELATIONS

Les acteurs, actrices et mouvements de la société civile ont la possibilité de parvenir à un consensus autour d'alternatives féministes et décoloniales au PIB. Cela signifie :

- créer et promouvoir de manière proactive un consensus interdisciplinaire, inter-mouvements et inter-institutionnel sur les alternatives radicales et réelles, en veillant à ce que les critiques et les principes féministes et décoloniaux y occupent une place centrale. Il s'agit, par exemple, d'identifier des indicateurs de prospérité sociale fondamentaux.

## 7.3 DYNAMIQUES DE POUVOIR

Il est important que les alternatives au PIB soient élaborées dans le cadre d'un processus ascendant mené au niveau local. Cela signifie :

- faire participer les femmes, les populations autochtones et les personnes en situation de vulnérabilité de manière significative, afin de veiller à ce que les cadres tiennent compte adéquatement de leur réalité, leurs priorités et leurs valeurs. Il s'agit notamment de garantir la diversité de la représentation dans la direction des discussions et de la mise en œuvre.
- veiller à ce que les initiatives allant au-delà du PIB mises en place à l'échelle mondiale soient élaborées et menées par des organisations et des institutions venant de différentes parties du monde, et à ce que leurs fondements conceptuels et leur contenu tiennent compte des points de vue des pays du Sud.
- faire participer activement le public aux programmes allant au-delà du PIB des institutions nationales, régionales et mondiales, de sorte que les responsables politiques multidisciplinaires/intergouvernementaux élaborent les politiques de façon inclusive du début à la fin.

## 7.4 POLITIQUES ET PRATIQUES

Les gouvernements et les institutions ont la possibilité d'investir dans la mise à l'essai et la mise à l'échelle d'alternatives, en travaillant avec les villes, les régions et les pays pour mettre en place des cadres alternatifs, en soutenant des infrastructures statistiques, et en s'appuyant sur des connaissances de plus en plus importantes. Cela signifie :

- mettre en place des incitations politiques et financières pour que les gouvernements nationaux, régionaux et locaux adoptent des alternatives comme principaux moteurs de la politique économique ;

- tirer des enseignements de politiques telles que celles mises en place au pays de Galles (voir **Encadré 8**) et envisager de nommer des commissaires aux générations futures chargés d'évaluer, de contrôler et de soutenir les institutions qui placent les objectifs de prospérité sociale (à long terme) au cœur de l'élaboration des politiques et de la budgétisation ;
- dissocier le PIB des séries d'indicateurs mondiaux et régionaux du développement durable et de l'égalité, en commençant par le supprimer des indicateurs des ODD, et étudier les discussions sur la nouvelle architecture financière internationale afin de s'affranchir de la dépendance à l'égard de la croissance du PIB ;
- créer, comme le propose l'alliance WEA, un groupe intergouvernemental sur le bien-être, l'inclusion, la durabilité et l'économie pour consolider les connaissances et favoriser la convergence de la méthodologie et de la terminologie<sup>292</sup> ;
- examiner comment les cadres alternatifs au PIB peuvent rendre compte de la manière dont les inégalités structurelles façonnent les résultats économiques et sociaux d'un point de vue fortement intersectionnel ;
- réfléchir à la manière de veiller à ce que les cadres alternatifs au PIB mesurent et stimulent une économie dans laquelle les êtres humains peuvent prendre soin d'eux-mêmes, de leurs communautés et de la nature ;
- réfléchir à la manière de veiller à ce que les cadres de prospérité sociale mettent suffisamment l'accent sur la justice mondiale et la prospérité sociale dans les autres pays, y compris par le biais du commerce, des investissements, de la fiscalité et des réparations ;
- s'allier, au niveau mondial et entre communautés, pour établir des stratégies sur les voies et leviers décisifs pour détrôner le PIB et veiller à l'adoption d'alternatives au PIB féministes et décoloniales à court et moyen terme.

#### **Encadré 8 : L'engagement juridique du pays de Galles envers les générations futures**

En 2015, le pays de Galles a adopté la loi sur le bien-être des générations futures (Well-being of Future Generations Act), qui impose à certains organismes publics (dont le gouvernement gallois) d'améliorer le bien-être environnemental, économique, social et culturel du pays de Galles et de protéger les besoins des générations futures. Cette loi définit une vision nationale commune et globale (les sept objectifs de bien-être) que les autorités nationales et locales, les conseils de santé et d'autres organismes publics doivent s'efforcer d'atteindre.

Elle définit également la manière dont les organismes publics doivent travailler pour améliorer le bien-être du pays de Galles et réaliser les sept objectifs de bien-être. En vertu de cette loi, les organismes publics doivent tenir compte des cinq méthodes de travail énoncées ci-dessous lors de la prise de décisions :

- Mobilisation : l'importance de mobiliser les personnes ayant un intérêt dans la réalisation des objectifs de bien-être et de veiller à ce que ces personnes reflètent la diversité de la région couverte par l'organisme.
- Long terme : l'importance de trouver un équilibre entre les besoins à court terme et la nécessité de préserver la capacité à répondre aux besoins à long terme.
- Prévention : comment les mesures visant à empêcher les problèmes ou leur aggravation peuvent aider les organismes publics à atteindre leurs objectifs.
- Intégration : réfléchir à l'impact éventuel des objectifs de bien-être de l'organisme public sur chacun des objectifs de bien-être, sur ses autres objectifs ou sur les objectifs d'autres organismes publics.
- Collaboration : travailler avec toute autre personne (ou différentes parties de l'organisme) qui pourrait aider l'organisme à atteindre ses objectifs de bien-être.

Grâce à cette loi, le pays de Galles est devenu le premier pays au monde à créer un bureau indépendant chargé de veiller sur les générations futures. La commissaire aux générations

futures pour le pays de Galles (Future Generations Commissioner for Wales) a une fonction unique qui promeut le développement durable, fournit des conseils, et encourage les organismes publics à penser à plus long terme et à répondre aux besoins actuels sans porter atteinte aux besoins futurs.

Une nouvelle stratégie de transport a été élaborée à la suite de ce qui a été décrit comme le premier grand test pour la loi<sup>293</sup>. La commissaire aux générations futures est intervenue quand le gouvernement gallois a planifié la construction d'une nouvelle autoroute (connue sous le nom d'itinéraire de délestage M4) qui aurait traversé une réserve naturelle et créé une dette de 1,4 milliard de livres sterling. La loi a joué un rôle clé dans l'abandon de cette autoroute. Il est désormais prévu de porter à 45 % la part des transports publics, de la marche et du vélo d'ici à 2045. De plus, suite à un rapport historique, il a été décidé que toutes les routes futures devaient satisfaire à des critères environnementaux stricts avant d'être construites.

# GLOSSAIRE

TERME	DÉFINITION	RÉFÉRENCES ET LECTURES COMPLÉMENTAIRES
<i>Décolonial-e</i>	Élément qui rompt avec les structures de domination et les discours coloniaux et néocoloniaux pour mettre fin aux héritages raciaux, géopolitiques et de genre qui étayent les inégalités et la domination.	S. Tamale (2020), <i>Decolonization and Afro-Feminism</i> . Daraja Press. Québec : Daraja Press.  W.D. Mignolo (2011), <i>The Darker Side of Western Modernity: Global Futures, Decolonial Options</i> . Londres : Duke University Press.
<i>Décolonisation</i>	Acte d'accèsion à l'indépendance face au colonialisme, historique et moderne, et de réparation des torts causés.  S'inscrit dans un processus continu visant à transférer le pouvoir décolonial dans les mains des personnes noires, des peuples autochtones et des personnes racisées, qui souhaitent gérer de manière indépendante leurs structures politiques et économiques, mais aussi leurs cultures, leurs sociétés, leur éducation, leurs langues et leurs voix.	S. Tamale (2020), <i>Decolonization and Afro-Feminism</i> . Daraja Press. Québec : Daraja Press.  Oxfam (2023), <i>Inclusive Language Guide</i> . Dernière consultation le 8 juin 2023, sur la page <a href="https://policy-practice.oxfam.org/resources/inclusive-language-guide-621487/">https://policy-practice.oxfam.org/resources/inclusive-language-guide-621487/</a>  D. Omanga (2020), <i>Decolonization, Decoloniality, and the Future of African Studies: A Conversation with Dr. Sabelo Ndlovu-Gatsheni</i> . Social Science Research Council. Dernière consultation le 3 juillet 2023, sur la page <a href="https://items.ssrc.org/from-our-programs/decolonization-decoloniality-and-the-future-of-african-studies-a-conversation-with-dr-sabelo-ndlovu-gatsheni/">https://items.ssrc.org/from-our-programs/decolonization-decoloniality-and-the-future-of-african-studies-a-conversation-with-dr-sabelo-ndlovu-gatsheni/</a>
<i>Féminisme</i>	Mouvement de lutte contre le sexisme, l'exploitation et l'oppression sexistes. Partant du constat que les femmes et les personnes de genres marginalisés font face à des inégalités et des oppressions structurelles découlant des normes, stéréotypes et dynamiques de pouvoir à l'œuvre dans notre société, le féminisme a pour objectif l'égalité sociale, politique et économique des personnes de tous genres. Chez Oxfam, notre vision du féminisme repose sur 11 principes <sup>294</sup> :  1. Je partage le pouvoir 2. Je prête attention à mon comportement 3. Je soutiens le mouvement féministe 4. Rien sur nous sans nous	b. hooks (1984). <i>De la marge au centre : Théorie féministe</i> New York : Routledge.  Oxfam (2020), <i>Feminist Principles</i> . Dernière consultation le 3 juillet 2023, sur la page <a href="https://policy-practice.oxfam.org/resources/feminist-principles-621064/">https://policy-practice.oxfam.org/resources/feminist-principles-621064/</a>

	<p>5. Le féminisme s'adresse à tou-te-s</p> <p>6. Il ne peut y avoir de justice sans justice entre les genres</p> <p>7. Je m'exprime en faveur de la diversité</p> <p>8. La sécurité est une priorité</p> <p>9. Je souhaité établir un environnement solidaire</p> <p>10. Je crois en la liberté d'expression</p> <p>11. Je souhaite éliminer les violences basées sur le genre</p>	
<i>Intersectionnalité</i>	<p>Théorie basée sur le travail de Kimberlé Crenshaw, qui a mis en évidence les diverses oppressions entrecroisées auxquelles étaient spécifiquement confrontées les femmes noires aux États-Unis. Cette théorie attire l'attention sur le fait qu'une personne peut faire face à des oppressions multiples et entrecroisées, en fonction de sa race, de sa classe sociale, de son genre, de son orientation sexuelle, de son ethnie, de sa nationalité, de son handicap et de son âge (entre autres marqueurs sociaux) et que ces oppressions, loin de se manifester individuellement ou en vase clos, se renforcent mutuellement pour créer des inégalités sociales complexes.</p>	<p>P. Hill Collins (2015), « Intersectionality's Definitional Dilemmas ». <i>Annual Review of Sociology</i>, 41, 1–20.  <a href="https://doi.org/10.1146/annurev-soc-073014-112142">https://doi.org/10.1146/annurev-soc-073014-112142</a></p> <p>K. Crenshaw (1991), « Mapping the Margins: Intersectionality, Identity Politics, and Violence against Women of Color ». <i>Stanford Law Review</i>, 43(6), 1241–99.  <a href="https://doi.org/10.2307/1229039">https://doi.org/10.2307/1229039</a></p>
<i>Néocolonialisme</i>	<p>Modèle selon lequel, malgré la fin des relations coloniales formelles, les systèmes économiques et politiques des pays qui ont été colonisés continuent à être dirigés, façonnés et influencés par les relations de pouvoir inéquitables avec les anciens pays colonisateurs. Ce terme fait référence aux mécanismes employés par les institutions multilatérales et les sociétés transnationales pour pérenniser les dynamiques coloniales d'exploitation et d'extraction dans les pays anciennement colonisés.</p>	<p>K. Nkrumah (1965), <i>Le néo-colonialisme : Dernier stade de l'impérialisme</i>. Londres : Thomas Nelson and Sons.</p> <p>S. Halperin (12 avril 2023), <i>Neocolonialism</i>. Britannica. Dernière consultation le 8 juin 2023, sur la page <a href="https://www.britannica.com/topic/neocolonialism">https://www.britannica.com/topic/neocolonialism</a></p>

<i>Néolibéralisme</i>	Modèle économique dominant depuis les années 1980, basé sur l'individualisme et l'essor des « marchés libres ». Selon ce modèle, l'État a pour vocation de préserver les institutions qui protègent ces pratiques. Cette approche a engendré une progression des droits, de la mobilité et des libertés pour les entreprises, associée à un recul de l'action collective, de la régulation publique et de l'intervention des États dans l'économie.	D. Harvey (2007), <i>A Brief History of Neoliberalism</i> . New York : Oxford University Press.  E. Berkhout, N. Galasso, M. Lawson, P.A. Rivero Morales, A. Taneja et D.A. Vázquez Pimentel (2021), <i>Le virus des inégalités : Réunifier un monde déchiré par le coronavirus grâce à une économie équitable, durable et juste</i> . Oxfam. Dernière consultation le 3 juillet 2023, sur la page <a href="https://policy-practice.oxfam.org/resources/the-inequality-virus-bringing-together-a-world-torn-apart-by-coronavirus-through-621149/">https://policy-practice.oxfam.org/resources/the-inequality-virus-bringing-together-a-world-torn-apart-by-coronavirus-through-621149/</a>
<i>Patriarcat</i>	Système reposant sur le privilège masculin et la domination masculine, valorisant les masculinités qui perpétuent les relations de pouvoir sexistes et hiérarchiques. Les systèmes patriarcaux légitiment la discrimination à l'encontre des femmes et des personnes de genre non conforme, ainsi que leur exclusion, au moyen de normes sociales, de politiques et d'institutions hostiles.	M. French (1985), <i>Beyond Power: On Women, Men and Morals</i> . New York : Summit Books.
<i>Prospérité sociale</i>	Concept étendant notre vision de la prospérité au-delà de la dimension purement économique, pour y intégrer le bien-être, la santé, la solidarité, la cohésion sociale et la capacité d'action.	K. Lima de Miranda et D.K. Snower (2020), <i>Recoupling Economic and Social Prosperity</i> . Blavatnik School of Government. Document de travail. Dernière consultation le 3 juillet 2023, sur la page <a href="https://www.bsg.ox.ac.uk/research/publications/recoupling-economic-and-social-prosperity">https://www.bsg.ox.ac.uk/research/publications/recoupling-economic-and-social-prosperity</a>  K. Chika Urama et E. Nti Acheampong (2013), « Social Innovation Creates Prosperous Societies ». <i>Stanford Social Innovation Review</i> . Dernière consultation le 3 juillet 2023, sur la page <a href="https://ssir.org/articles/entry/social_innovation_creates_prosperous_societies">https://ssir.org/articles/entry/social_innovation_creates_prosperous_societies</a>

# NOTES

<sup>1</sup> Voir [Glossaire](#)

<sup>2</sup> Voir [Glossaire](#)

<sup>3</sup> Voir [Glossaire](#)

<sup>4</sup> Women's Budget Group (2020), *Creating a Caring Economy: A Call to Action*. Dernière consultation le 3 juillet 2023, sur la page <https://wbq.org.uk/wp-content/uploads/2020/10/WBG-Report-v10.pdf>

<sup>5</sup> L. Chancel, T. Piketty, E. Saez et G. Zucman (2022), *World Inequality Report*. World Inequality Lab. Dernière consultation le 19 juin 2023, sur la page [https://wir2022.wid.world/www-site/uploads/2023/03/D\\_FINAL\\_WIL\\_RIM\\_RAPPORT\\_2303.pdf](https://wir2022.wid.world/www-site/uploads/2023/03/D_FINAL_WIL_RIM_RAPPORT_2303.pdf)

<sup>6</sup> Université d'Utrecht (26 avril 2022), *Planetary Boundaries Update: Freshwater at Stake*. Dernière consultation le 16 mars 2023, sur la page <https://www.uu.nl/en/news/planetary-boundaries-update-freshwater-at-stake>

<sup>7</sup> T. Gore (2021), *Les inégalités des émissions en 2030 : L'empreinte carbone par habitant et l'objectif de 1,5°C*. Institut pour une politique européenne de l'environnement, Oxfam. Dernière consultation le 19 juin 2023, sur la page <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621305/bn-carbon-inequality-2030-051121-fr.pdf?sequence=4>

<sup>8</sup> Groupe de travail intersecrétariats sur la comptabilité nationale (2008), *Système de comptabilité nationale 2008*. Dernière consultation le 7 juin 2023, sur la page <https://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/docs/SNA2008FR.pdf>

<sup>9</sup> OIT (2013), « Mesure de l'économie informelle » dans *Économie informelle et travail décent : Guide de ressources sur les politiques, soutenir les transitions vers la formalité*. Genève : Organisation internationale du Travail.

<sup>10</sup> OIT (2018), *Prendre soin d'autrui : Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent*. Genève : Organisation internationale du Travail. Dernière consultation le 19 juin 2023, sur la page [https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS\\_712833/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_712833/lang--fr/index.htm)

<sup>11</sup> Ibid.

<sup>12</sup> Ibid.

<sup>13</sup> [Note méthodologique](#) (stat. 1)

<sup>14</sup> M.B. Mansour (20 novembre 2020), *\$427bn lost to tax havens every year: landmark study reveals countries' losses and worst offenders*. Tax Justice Network. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://taxjustice.net/2020/11/20/427bn-lost-to-tax-havens-every-year-landmark-study-reveals-countries-losses-and-worst-offenders/>

<sup>15</sup> Voir [Glossaire](#)

<sup>16</sup> Voir [Glossaire](#)

<sup>17</sup> Voir [Glossaire](#)

<sup>18</sup> K.S. Amanor (2005), « Night Harvesters, Forest Hoods and Saboteurs: Struggles over land and expropriation in Ghana », dans S. Moyo et P. Yero (eds.), *Reclaiming the Land: The resurgence of rural movements in Africa, Asia and Latin America* (p. 102–117). Londres : Zed Books.

<sup>19</sup> M. Lugones (2020), « Toward a Decolonial Feminism ». *Hypatia*, 25(4), 742–59.

<sup>20</sup> M-B. Christensen, C. Hallum, A. Maitland, Q. Parrinello et C. Putaturo (2023), *La loi du plus riche : pourquoi et comment taxer les plus riches pour lutter contre les inégalités*. Oxfam. Dernière consultation le 16 mars 2023, sur la page <https://policy-practice.oxfam.org/resources/survival-of-the-richest-how-we-must-tax-the-super-rich-now-to-fight-inequality-621477/>

<sup>21</sup> G. Azcona, A. Bhatt, J. Brauchle, G. Fortuny Fillo, Y. Min, H. Page et Y. Zhang (2022), *Progrès vers la réalisation des Objectifs de développement durable : Gros plan sur l'égalité des sexes 2022*. ONU Femmes et Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, division de la statistique. Dernière consultation le 16 mars 2023, sur la page <https://www.unwomen.org/sites/default/files/2022-10/Progress-on-the-sustainable-development-goals-the-gender-snapshot-2022-fr.pdf>

<sup>22</sup> Ibid.

<sup>23</sup> Oxfam International (4 avril 2022), *Réaction d'Oxfam au rapport du groupe de travail III du GIEC sur l'atténuation des changements climatiques*. Dernière consultation le 16 mars 2023, sur la page <https://www.oxfam.org/fr/communiqués-presse/reaction-doxfam-au-rapport-du-groupe-de-travail-iii-du-giec-sur-lattenuation-des>

<sup>24</sup> Ibid.

<sup>25</sup> L. Jensen et P. Jabczynska (2022), *Understanding Loss and Damage: Addressing the unavoidable impacts of climate change*. Document d'information du Parlement européen. Dernière consultation le 9 juin 2023, sur la page [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2022/733598/EPRS\\_BRI\(2022\)733598\\_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2022/733598/EPRS_BRI(2022)733598_EN.pdf)

<sup>26</sup> T. Carty et L. Walsh (2022), *L'heure des comptes : Pour un financement équitable des pertes et dommages dans un contexte d'escalade des impacts climatiques*. Oxfam. Dernière consultation le 16 mars 2023, sur la page <https://policy-practice.oxfam.org/resources/footing-the-bill-fair-finance-for-loss-and-damage-in-an-era-of-escalating-clima-621382/>

<sup>27</sup> L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018), *Prendre soin d'autrui : Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent*. Genève : Organisation internationale du Travail. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page [https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS\\_712833/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_712833/lang--fr/index.htm)

<sup>28</sup> Earth Overshoot Day (non daté), <https://overshootday.org>

<sup>29</sup> Université d'Utrecht (26 avril 2022), *Planetary Boundaries Update: Freshwater at stake*. Dernière consultation le 16 mars 2023, sur la page <https://www.uu.nl/en/news/planetary-boundaries-update-freshwater-at-stake>

<sup>30</sup> Oxfam International (non daté), *Crise des réfugiés et migrants*. Dernière consultation le 16 mars 2023, sur la page <https://www.oxfam.org/fr/decouvrir/domaines/crise-des-refugies-et-migrants>

<sup>31</sup> G. Azcona, A. Bhatt, J. Brauchle, G. Fortuny Fillo, Y. Min, H. Page et Y. Zhang (2022), *Progrès vers la réalisation des Objectifs de développement durable : Gros plan sur l'égalité des sexes 2022*. ONU Femmes et Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, division de la statistique. Dernière consultation le 3 juillet 2023, sur la page <https://www.unwomen.org/fr/digital-library/publications/2022/10/progres-vers-la-realisation-des-objectifs-de-developpement-durable-gros-plan-sur-legalite-des-sexes-2022>

<sup>32</sup> OMS (2023), *World Health Statistics 2023. Monitoring Health for the SDGs*. Organisation mondiale de la Santé. Dernière consultation le 3 juillet 2023, sur la page <https://www.who.int/data/gho/publications/world-health-statistics>

<sup>33</sup> Oxfam (2022), *Pandemic of Greed*. Note d'information d'Oxfam. Dernière consultation le 3 juillet 2023, sur la page <https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/2022-03/Pandemic%20of%20greed-Oxfam%20media%20briefing-March2022.pdf>

<sup>34</sup> Voir [Glossaire](#)

<sup>35</sup> Voir [Glossaire](#)

<sup>36</sup> C. Dengler et B. Strunk (2018), *The Monetized Economy Versus Care and the Environment: Degrowth Perspectives On Reconciling an Antagonism*. *Feminist Economics*, 24(3), 160–83. <https://doi.org/10.1080/13545701.2017.1383620> M. Mies et V. Shiva (1993), *Écoféminisme*. Fernwood Publishing.

<sup>37</sup> Ibid.

<sup>38</sup> C. Dengler et B. Strunk (2018), *The Monetized Economy Versus Care and the Environment: Degrowth Perspectives On Reconciling an Antagonism*. *Feminist Economics*, 24(3), 160–83.

<sup>39</sup> OIT (2013), « Mesure de l'économie informelle », dans *Économie informelle et travail décent : Guide de ressources sur les politiques, soutenir les transitions vers la formalité*. Genève : Organisation internationale du Travail.

<sup>40</sup> Groupe de travail intersecrétariats sur la comptabilité nationale (2008), *Système de comptabilité nationale 2008*. Dernière consultation le 7 juin 2023, sur la page <https://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/docs/SNA2008FR.pdf>

<sup>41</sup> V.Y. Fan, D.E. Bloom, O. Ogbuonji, K. Prettnner et G. Yamey (2018), *Valuing Health as Development: Going beyond gross domestic product*. *BMJ*, 363, k4371. doi:10.1136/bmj.k4371

<sup>42</sup> Women's Budget Group (2020), *Creating a Caring Economy: A Call to Action*. Dernière consultation le 3 juillet 2023, sur la page <https://wbq.org.uk/wp-content/uploads/2020/10/WBG-Report-v10.pdf>

<sup>43</sup> D. Pilling (17 janvier 2018), *5 ways GDP gets it totally wrong as a measure of our success*. Forum économique mondial. Dernière consultation le 16 mars 2023, sur la page <https://www.weforum.org/agenda/2018/01/gdp-frog-matchbox-david-pilling-growth-delusion/>

<sup>44</sup> M. Mies et V. Shiva (1993), *Écoféminisme*. Fernwood Publishing.

<sup>45</sup> Voir [Glossaire](#)

<sup>46</sup> E. Berkhout, N. Galasso, M. Lawson, P.A. Rivero Morales, A. Taneja et D.A. Vázquez Pimentel (2021), *Le virus des inégalités : Réunifier un monde déchiré par le coronavirus grâce à une économie équitable, durable et juste*. Oxfam. Dernière consultation le 16 mars 2023, sur la page <https://policy-practice.oxfam.org/resources/the-inequality-virus-bringing-together-a-world-torn-apart-by-coronavirus-throug-621149/>

- <sup>47</sup> Confédération syndicale internationale (2020), *Ce qui importe réellement : Mesurer la responsabilité des gouvernements et regarder au-delà du PIB*. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page [https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/measuring\\_government\\_accountability\\_and\\_moving\\_beyond\\_gdp\\_fr.pdf](https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/measuring_government_accountability_and_moving_beyond_gdp_fr.pdf)
- <sup>48</sup> S. Dixon-Decleve, O. Gaffney, J. Ghosh, J. Randers, J. Rockstrom et P. Espen Stoknes (2022), *Earth for All: A survival guide for humanity*. New Society Publishers. p. 20.
- <sup>49</sup> M. Lawson (non daté), *Towards a Human Economy in Vietnam*. Oxfam au Viet Nam : Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://vietnam.oxfam.org/what-we-do-human-economy/towards-human-economy-vietnam>
- <sup>50</sup> Ibid.
- <sup>51</sup> Assemblée nationale du Viet Nam. Résolution 76. Dernière consultation le 3 juillet 2023, sur la page <https://thuvienphapluat.vn/van-ban/EN/Van-hoa-Xa-hoi/Resolution-No-76-2014-QH13-on-the-achievement-of-the-sustainable-poverty-reduction-goal-2020/271811/tieng-anh.aspx>
- <sup>52</sup> K. Watkins (2000), *Growth with Equity is Good for the Poor*. Oxfam. Dernière consultation le 3 juillet 2023, sur la page <https://policy-practice.oxfam.org/resources/growth-with-equity-is-good-for-the-poor-114035/>
- <sup>53</sup> Oxfam International (16 janvier 2023), *Depuis 2020, les 1 % les plus riches ont capté près de deux fois plus de richesses que le reste de l'humanité*. Dernière consultation le 16 mars 2023, sur la page <https://www.oxfam.org/fr/communiqués-presse/depuis-2020-les-1-les-plus-riches-ont-capté-pres-de-deux-fois-plus-de-richesses>
- <sup>54</sup> E. Berkhout, N. Galasso, M. Lawson, P.A. Rivero Morales, A. Taneja et D.A. Vázquez Pimentel (2021), *Le virus des inégalités : Réunifier un monde déchiré par le coronavirus grâce à une économie équitable, durable et juste*. Dernière consultation le 16 mars 2023, sur la page <https://policy-practice.oxfam.org/resources/the-inequality-virus-bringing-together-a-world-torn-apart-by-coronavirus-throug-621149/>
- <sup>55</sup> Ibid.
- Oxfam International (14 novembre 2022), *G20 must tackle the "cost of profit" crisis causing chaos worldwide*. Communiqué de presse. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://www.oxfam.org/en/press-releases/g20-must-tackle-cost-profit-crisis-causing-chaos-worldwide>
- Oxfam. (23 mai 2022), *Quand la souffrance rapporte gros : Face à l'explosion de la fortune des milliardaires et alors que le coût de la vie grimpe en flèche, il est urgent de taxer les plus riches*. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/2022-05/Oxfam%20Media%20Brief%20-%20FR%20-%20Profiting%20From%20Pain%2C%20Davos%202022%20Part%20.pdf>
- <sup>57</sup> Hickel et al. (2022), Degrowth can work — here's how science can help. *Nature*. 612. 400-403. 10.1038/d41586-022-04412-x. <https://www.nature.com/articles/d41586-022-04412-x>
- <sup>58</sup> T. Jackson (2020), *Le bien-être est important : lutter contre la dépendance à la croissance*. Groupe parlementaire multipartite sur les limites à la croissance. Dernière consultation le 28 mai 2023, sur la page <https://cusp.ac.uk/themes/appq/briefing-paper-no3/>
- <sup>59</sup> Voir [Glossaire](#)
- <sup>60</sup> Voir [Glossaire](#)
- <sup>61</sup> Voir [Glossaire](#)
- <sup>62</sup> C. Felber (17 juin 2021), *Economic Growth instead of GDP Growth*. Blog de l'institut de recherche sur la durabilité Helmholtz Center Potsdam. Dernière consultation le 3 juillet 2023, sur la page <https://www.rifs-potsdam.de/en/blog/2021/06/economic-growth-instead-gdp-growth>
- <sup>63</sup> J. Hickel (2021), The anti-colonial politics of de-growth. *Political Geography*, 88. Dernière consultation le 16 mars 2023, sur la page <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0962629821000640#bbib28>
- <sup>64</sup> Ibid.
- Conférence mondiale des peuples contre le changement climatique (2010), *Accord des peuples*. Dernière consultation le 16 mars 2023, sur la page <https://pwccc.wordpress.com/support/>
- <sup>65</sup> Women's Budget Group (2020), *Creating a Caring Economy: A Call to Action*. Dernière consultation le 3 juillet 2023, sur la page <https://wbq.org.uk/wp-content/uploads/2020/10/WBG-Report-v1.0.pdf>
- <sup>66</sup> J. Stiglitz, A. Sen et J.P. Fitoussi (2009), *Report of the Commission on the Measurement of Economic Performance and Social Progress (CMEPSP)*. Dernière consultation le 19 juin 2023, sur la page <https://ec.europa.eu/eurostat/documents/8131721/8131772/Stiglitz-Sen-Fitoussi-Commission-report.pdf>
- <sup>67</sup> António Guterres (secrétaire général de l'ONU) (2022), Secretary-General's remarks to Stockholm+50 international meeting. Dernière consultation le 19 juin 2023, sur la page <https://www.un.org/sg/en/content/sg/speeches/2022-06-02/secretary-generals-remarks-stockholm50-international-meeting%C2%A0>
- <sup>68</sup> J. Stiglitz, J.P. Fitoussi et M. Durand (2018), *Beyond GDP: Measuring what counts for economic and social performance*. Paris : OECD Publishing. <https://doi.org/10.1787/9789264307292-en>.

<sup>69</sup> Commission européenne (non daté), *What is the 'Beyond GDP' Initiative*. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page [https://ec.europa.eu/environment/beyond\\_gdp/index\\_en.html](https://ec.europa.eu/environment/beyond_gdp/index_en.html)

J. Stiglitz, J.P. Fitoussi et M. Durand (2018), *Beyond GDP: Measuring what counts for economic and social performance*. Paris : OECD Publishing. <https://doi.org/10.1787/9789264307292-en>.

<sup>70</sup> Action Nexus for Generation Equality (2021), *A Feminist Agenda for People and Planet: Principles and recommendations for a global feminist economic justice agenda*. Dernière consultation le 3 juillet 2023, sur la page [https://wedo.org/wp-content/uploads/2021/06/Blueprint\\_A-Feminist-Agenda-for-People-and-Planet.pdf](https://wedo.org/wp-content/uploads/2021/06/Blueprint_A-Feminist-Agenda-for-People-and-Planet.pdf)

<sup>71</sup> J. Hickel (12 mai 2021), *Jason Hickel : « Au sortir de cette crise, il peut y avoir relance sans croissance »*. Ideas 4 Development. Dernière consultation le 16 mars 2023, sur la page <https://ideas4development.org/crise-croissance-capitalisme-ecologie/>

<sup>72</sup> J. Walker, M. Martin, E. Seery, N. Abdo, A. Kamande et M. Lawson (2022), *Indice de l'engagement à la réduction des inégalités 2022*. Oxfam et Development Finance International. Dernière consultation le 19 juin 2023, sur la page <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621419/rr-cri-2022-111022-fr.pdf?sequence=30>

<sup>73</sup> L. Pheko et R. Verma (2022), *Scoping Research on Alternative Measurements to GDP*. Rapport interne d'Oxfam. Non publié.

<sup>74</sup> Conseil économique et social des Nations Unies (2023), *Le Système de comptabilité nationale 2025 commence à prendre forme*. Dernière consultation le 9 juin 2023, sur la page [https://unece.org/sites/default/files/2023-03/3\\_The%202025%20SNA%20begins%20to%20take%20shape%20FRE.pdf](https://unece.org/sites/default/files/2023-03/3_The%202025%20SNA%20begins%20to%20take%20shape%20FRE.pdf)

<sup>75</sup> R. Hoekstra (2022), *This is the moment to go beyond GDP*. World Wildlife Fund (WWF), Wellbeing Economy Alliance (WEA) et Bureau européen de l'environnement (BEE) Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://weall.org/wp-content/uploads/This-is-the-moment-to-go-Beyond-GDP-web.pdf>

<sup>76</sup> D. Elson et A. Seth (éd.) (2019), *Gender Equality and Inclusive Growth: Economic policies to achieve sustainable development*. ONU Femmes. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/Library/Publications/2019/Gender-equality-and-inclusive-growth-en.pdf>

<sup>77</sup> Oxfam (2016), *The Time is Now. Building a human economy for Africa*. Oxfam. Dernière consultation le 3 juillet 2023, sur la page [https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/file\\_attachments/bp-time-is-now-human-economy-africa-100516-en\\_0.pdf](https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/file_attachments/bp-time-is-now-human-economy-africa-100516-en_0.pdf)

<sup>78</sup> Base de données de la Banque mondiale. Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes) - Burundi, Sub-Saharan Africa, Equatorial Guinea. Dernière consultation le 3 juillet 2023, sur la page <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.IMRT.IN?locations=BI-ZG-GQ>

<sup>79</sup> Human Rights Watch (27 janvier 2017), *Equatorial Guinea: Why poverty plagues a high-income nation*. Dernière consultation le 3 juillet 2023, sur la page <https://www.hrw.org/news/2017/01/27/equatorial-guinea-why-poverty-plagues-high-income-nation>

O. Dolan, T. Peasgood et M. White (2008), Do We Really Know What Makes Us Happy: A review of the economic literature on the factors associated with subjective well-being. *Journal of Economic Psychology*, 29, 94-122. <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0167487007000694>

J. Hickel (2020), Outgrowing Growth: Why quality of life, not GDP, should be our measure of success. *The Correspondent*. Dernière consultation le 16 mars 2023, sur la page <https://thecorrespondent.com/357/outgrowing-growth-why-quality-of-life-not-gdp-should-be-our-measure-of-success>

<sup>81</sup> R. Wilkinson et K. Pickett (2022), From Inequality to Sustainability. Earth4All Deep-Dive Paper 01. Dernière consultation le 3 juillet 2023, sur la page [https://www.clubofrome.org/wp-content/uploads/2022/05/Earth4All\\_Deep\\_Dive\\_Wilkinson\\_Pickett.pdf](https://www.clubofrome.org/wp-content/uploads/2022/05/Earth4All_Deep_Dive_Wilkinson_Pickett.pdf)

## <sup>82</sup> Note méthodologique (stat. 2)

<sup>83</sup> K. Raworth (2017), *La Théorie du donut : L'économie de demain en 7 principes*. White River Junction, Vermont : Chelsea Green Publishing.

<sup>84</sup> K. Toyama (30 avril 2012), The Rise and Fall and Rise (Literally) of the Most Important Curve in Economics. *The Atlantic*. Dernière consultation le 4 juillet 2023, sur la page <https://www.theatlantic.com/business/archive/2012/04/the-rise-and-fall-and-rise-literally-of-the-most-important-curve-in-economics/256530/>

<sup>85</sup> L. Chancel, T. Piketty, E. Saez et G. Zucman (2022), *World Inequality Report*. World Inequality Lab. Dernière consultation le 19 juin 2023, sur la page [https://wir2022.wid.world/www-site/uploads/2023/03/D\\_FINAL\\_WIL\\_RIM\\_RAPPORT\\_2303.pdf](https://wir2022.wid.world/www-site/uploads/2023/03/D_FINAL_WIL_RIM_RAPPORT_2303.pdf)

<sup>86</sup> E. Masood (2022), GDP is Getting a Makeover – What it means for economies, health and the planet. *Nature*, 8 novembre 2022. Dernière consultation le 19 juin 2023, sur la page <https://www.nature.com/articles/d41586-022-03576-w> [article payant]

## <sup>87</sup> Note méthodologique (stat. 3)

- <sup>88</sup> E. Zuckerman (2018), *A Guide to Women's Rights and Environmental Justice Advocacy on International Financial Institutions*. Both Ends. Gender Action. Dernière consultation le 4 juillet 2023, sur la page [https://genderaction.org/docs/GAction\\_GAGGA\\_BothENDS\\_Gender\\_IFI\\_Guide.pdf](https://genderaction.org/docs/GAction_GAGGA_BothENDS_Gender_IFI_Guide.pdf)
- <sup>89</sup> N. Alami (2013), *Waiting for the Bloom: Correcting policy biases against Arab women's economic rights*. Rapport rédigé pour la réunion du groupe d'expert-es « Femmes et autonomisation économique lors des transitions dans les pays arabes », bureau régional de l'OIT pour les États arabes, du 21 au 22 mai 2013. Dernière consultation le 19 juin 2023, sur la page [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---arabstates/---ro-beirut/documents/genericdocument/wcms\\_220912.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---arabstates/---ro-beirut/documents/genericdocument/wcms_220912.pdf)
- <sup>90</sup> G. Ferranti, L.M. Pesando et K. Nowacka (2014), *Unpaid Care Work: The missing link in the analysis of gender gaps in labour outcomes*. Document de réflexion de l'OCDE. Dernière consultation le 19 juin 2023, sur la page [https://www.oecd.org/dev/development-gender/Unpaid\\_care\\_work.pdf](https://www.oecd.org/dev/development-gender/Unpaid_care_work.pdf)
- <sup>91</sup> Groupe de travail intersecrétariats sur la comptabilité nationale (2008), *Système de comptabilité nationale 2008*. Dernière consultation le 7 juin 2023, sur la page <https://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/docs/SNA2008FR.pdf>
- <sup>92</sup> OIT (2013), « Mesure de l'économie informelle », dans *Économie informelle et travail décent : Guide de ressources sur les politiques, soutenir les transitions vers la formalité*. Genève : Organisation internationale du Travail.
- <sup>93</sup> Les activités de subsistance et le travail domestique, qui reposent sur des travailleurs/euses domestiques et que les ménages produisent pour usage final propre, ne sont pas inclus dans les définitions de secteur informel publiées par le système des comptes nationaux en 2008, mais il convient de souligner que les difficultés de mesure persistent, notamment pour les segments de l'économie informelle officiellement inclus dans le calcul du PIB.
- <sup>94</sup> Groupe de travail intersecrétariats sur la comptabilité nationale (2008), *Système de comptabilité nationale 2008*. Dernière consultation le 7 juin 2023, sur la page <https://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/docs/SNA2008FR.pdf>
- <sup>95</sup> L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018), *Prendre soin d'autrui : Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent*. OIT. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page [https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS\\_712833/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_712833/lang--fr/index.htm)
- <sup>96</sup> J. Charmes (2019), *The Unpaid Care Work and the Labour Market. An analysis of time use data based on the latest World Compilation of Time-use Surveys*. Genève : Organisation internationale du Travail.
- <sup>97</sup> Ibid.
- <sup>98</sup> C. Coffey, P. Espinoza Revollo, R. Harvey, M. Lawson, A. Parvez Butt, K. Piaget, D. Sarosi et J. Thekkudan (2020), *Celles qui comptent : Reconnaître la contribution considérable des femmes à l'économie pour combattre les inégalités*. Oxfam. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://policy-practice.oxfam.org/resources/time-to-care-unpaid-and-underpaid-care-work-and-the-global-inequality-crisis-620928/>
- <sup>99</sup> Note méthodologique (stat. 1)
- <sup>100</sup> Ibid.
- <sup>101</sup> Réseau de développement et de communication des femmes africaines et Gender and Development Network (2019), *Push No One Behind. How current economic policy exacerbates gender inequality*. Dernière consultation le 4 juillet 2023, sur la page <https://gadnetwork.org/gadn-resources/push-no-one-behind-how-current-economic-policy-exacerbates-gender-equality>
- <sup>102</sup> Données de la Banque mondiale. PIB par habitant (\$ US courants). Dernière consultation le 1<sup>er</sup> juin 2023, sur la page [https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.PCAP.CD?most\\_recent\\_value\\_desc=true](https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.PCAP.CD?most_recent_value_desc=true)
- <sup>103</sup> N. Shaxson (6 octobre 2020), *How GDP masks the finance curse*. Tax Justice Network. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://taxjustice.net/2020/10/06/how-gdp-masks-the-finance-curse/>
- <sup>104</sup> M.B. Mansour (20 novembre 2020), *\$427bn lost to tax havens every year: landmark study reveals countries' losses and worst offenders*. Tax Justice Network. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://taxjustice.net/2020/11/20/427bn-lost-to-tax-havens-every-year-landmark-study-reveals-countries-losses-and-worst-offenders/>
- <sup>105</sup> D.H. Meadows, D.L. Meadows, J. Randers et W.W. Behrens (1972), *Les Limites à la croissance (dans un monde fini)*. New York : Universe Books.
- <sup>106</sup> G. Herrington (2021), *Update to Limits to Growth: Comparing the World3 model with empirical data*. KPMG. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://advisory.kpmg.us/articles/2021/limits-to-growth.html>
- <sup>107</sup> J. Hickel et S. Hallegatte (2021), Can we live within environmental limits and still reduce poverty? Degrowth or decoupling? *Development Policy Review*, 40(1). <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/dpr.12584>
- <sup>108</sup> N. Dabi, A. Khalfan, M. Lawson, A. Maitland, A. Poidatz et H. Stroot (2022), *Les milliardaires du carbone : Les émissions liées aux investissements des personnes les plus riches du monde*. Oxfam. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://policy-practice.oxfam.org/resources/carbon-billionaires-the-investment-emissions-of-the-worlds-richest-people-621446/>

- <sup>109</sup> J. Hickel (2020), Quantifying national responsibility for climate breakdown: an equality-based attribution approach for carbon dioxide emissions in excess of the planetary boundary. *The Lancet Planetary Health*, 4(9), E399–e404. [https://doi.org/10.1016/S2542-5196\(20\)30196-0](https://doi.org/10.1016/S2542-5196(20)30196-0)
- <sup>110</sup> T. Carty et L. Walsh (2022), *L'heure des comptes : Pour un financement équitable des pertes et dommages dans un contexte d'escalade des impacts climatiques*. Dernière consultation le 16 mars 2023, sur la page <https://policy-practice.oxfam.org/resources/footing-the-bill-fair-finance-for-loss-and-damage-in-an-era-of-escalating-clima-621382/>
- <sup>111</sup> J. Hickel, G. Kallis, J. Schor, T. Jackson et D. O'Neill (14 décembre 2022), *Degrowth can work — Here's how science can help*. Z Network. <https://znetwork.org/znetarticle/degrowth-can-work-heres-how-science-can-help/>
- <sup>112</sup> Voir, par exemple, M. Podlasly, S. Von Der Porten, S.D. Kelly et M. Lindley-Pearl (novembre 2020). *Centring first nations concepts of wellbeing: toward a GDP-alternative index in British Columbia*. British Columbia Assembly of First Nations. Dernière consultation le 2 juin 2023, sur la page <https://www.bcafn.ca/sites/default/files/docs/reports-presentations/BC%20AFN%20FINAL%20PRINT%202020-11-23.pdf>
- <sup>113</sup> M. Mies et V. Shiva (1993), *Écoféminisme*. Fernwood Publishing.
- <sup>114</sup> A. Hornborg (2014), Ecological economics, Marxism, and technological progress: Some explorations of the conceptual foundations of theories of ecologically unequal exchange. *Ecological Economics*, 105, 11–18. Dernière consultation le 19 juin 2023, sur la page <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0921800914001669?via%3Dihub>
- <sup>115</sup> C. Dorninger, A. Hornborg, D.J. Abson, H. von Wehrden, A. Schaffartzik, S. Giljum, J.-O. Engler, R.L. Feller, K. Hubacek et H. Wieland (2021), Global patterns of ecologically unequal exchange: Implications for sustainability in the 21st century. *Ecological Economics*, 179. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2020.106824>
- <sup>116</sup> Voir [Glossaire](#)
- <sup>117</sup> B. Sennholz-Weinhardt, N. Meynen et K. Wiese (2021), *Towards a wellbeing economy that serves people and nature*. Oxfam Allemagne et Bureau européen de l'environnement. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://eeb.org/library/towards-a-wellbeing-economy-that-serves-people-and-nature/>
- <sup>118</sup> M. Waring (1988), *If Women Counted: A new feminist economics*. New York : Harper Collins. M. Mies et V. Shiva (1993), *Écoféminisme*. Fernwood Publishing.
- <sup>119</sup> M. Ferber et J. Nelson (éd.) (1993), *Feminist Economics Today: Beyond economic man*. Chicago : University of Chicago Press.
- <sup>120</sup> J. Delaney (8 mars 2023), *Selling austerity*, *Tribune Magazine*. Dernière consultation le 4 juillet 2023, sur la page <https://tribunemag.co.uk/2023/03/selling-austerity>
- <sup>121</sup> I. Ortiz et M. Cummings (2022), *End Austerity: A global report on budget cuts and harmful social reforms in 2022–25*. Eurodad. Dernière consultation le 4 juillet 2023, sur la page <https://www.eurodad.org/end-austerity-a-global-report>
- <sup>122</sup> L. Benería et S. Feldman (1992), *Unequal Burden: Economic crises, persistent poverty, and women's work*, Boulder: Westview.
- D. Elson et N. Cagatay (2000), *The Social Content of Macroeconomic Policies*, *World Development*, 28, 1347–1364. [10.1016/S0305-750X\(00\)00021-8](https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0305750X00000218). <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0305750X00000218>
- G. Sen, G et C. Grown (1987), *Development Crises and Alternative Visions: Third world women's perspectives* (1<sup>e</sup> édition), Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781315070179>
- The African Women's Development and Communication Network and Gender and Development Network (2019), *Push No One Behind. How current economic policy exacerbates gender inequality*. Dernière consultation le 4 juillet 2023, sur la page <https://gadnetwork.org/gadn-resources/push-no-one-behind-how-current-economic-policy-exacerbates-gender-equality>
- D. Abed et F. Kelleher (2022), *L'austérité : aussi une question de genre. Comment les choix de politique économique dominants constituent une forme de violence basée sur le genre*, Oxfam. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://policy-practice.oxfam.org/resources/the-assault-of-austerity-how-prevailing-economic-policy-choices-are-a-form-of-g-621448/>
- <sup>123</sup> M. Marmot, J. Allen, T. Boyce, P. Goldblatt et J. Morrison (2020), *Health Equity in England: The Marmot review 10 years on. Executive summary*, Institute of Health Equity. Dernière consultation le 9 juin 2023, sur la page <https://www.instituteofhealthequity.org/resources-reports/marmot-review-10-years-on/the-marmot-review-10-years-on-executive-summary.pdf>
- <sup>124</sup> Women's Budget Group (2016), *The Impact on Women of the 2016 Budget: Women paying for the Chancellor's tax cuts*, Women's Budget Group. Dernière consultation le 4 juillet 2023, sur la page [https://wbgroup.org.uk/wp-content/uploads/2016/03/WBG\\_2016Budget\\_FINAL\\_Apr16.pdf](https://wbgroup.org.uk/wp-content/uploads/2016/03/WBG_2016Budget_FINAL_Apr16.pdf)
- <sup>125</sup> S.-M. Hall, K. McIntosh, E. Neitzert, L. Pottinger, K. Sandhu, M.-A. Stephenson, H. Reed et L. Taylor (2017), *Intersecting Inequalities: The impact of austerity on Black and minority ethnic women in the UK*, Women's

Budget Group and Runnymede Trust <https://wbg.org.uk/wp-content/uploads/2018/08/Intersecting-Inequalities-October-2017-Full-Report.pdf>

<sup>126</sup> M. Bolis, A. Parvez, E. Holten, L. Mugehera, N. Abdo et M.J. Moreno (2020), *Le travail de soin au temps du coronavirus : Pourquoi le travail de soin est-il un enjeu essentiel pour la construction d'un futur féministe après le COVID-19 ?*, Oxfam. Dernière consultation le 4 juillet 2023, sur la page <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621009/bp-care-crisis-time-for-global-reevaluation-care-250620-fr.pdf>

<sup>127</sup> B. Muchhala et A. Guillem (2022), *Gendered Austerity and Embodied Debt in Ecuador: Channels through which women absorb and resist the shocks of public budget cuts*, *Gender & Development*, 30(1-2), 283-309. DOI : 10.1080/13552074.2022.2071996. Dernière consultation le 29 mai 2023, sur la page <https://policy-practice.oxfam.org/resources/gendered-austerity-and-embodied-debt-in-ecuador-channels-through-which-women-ab-621427/>

<sup>128</sup> Organisation mondiale de la Santé (2021), *Closing the Leadership Gap: Gender equity and leadership in the global health and care workforce*, Dernière consultation le 2 juin 2023, sur la page <https://www.who.int/publications/i/item/9789240025905>

<sup>129</sup> R. Saalbrink (2022), *The Care Contradiction: The IMF, gender and austerity*, ActionAid. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://actionaid.org/publications/2022/care-contradiction-imf-gender-and-austerity>

<sup>130</sup> N. Abdo (2019), *The Gendered Impact of IMF Policies in MENA: The case of Egypt, Jordan and Tunisia*, Oxfam International. Dernière consultation le 19 juin 2023, sur la page <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620878/bn-imf-gendered-impact-policies-mena-081019-en.pdf?sequence=1>

<sup>131</sup> S. Appleton, J. Hoddinott et P. Krishnan (1996), *The Gender Wage Gap in Three African Countries*, Université d'Oxford, Centre for the Study of African Economies, CSAE Working Paper Series No 1996-07.

<sup>132</sup> A.P. Butt, A. Parkes, S. Nanda, R. Seghaier, M. del Rosario Castro Bernardini et V. Paz Arauco (2021), *Care Policy Scorecard: A tool for assessing country progress towards an enabling policy environment on care*, Oxfam. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://policy-practice.oxfam.org/resources/care-policy-scorecard-a-tool-for-assessing-country-progress-towards-an-enabling-621287/>

<sup>133</sup> S. Rai, C. Hoskyns et D. Thomas (2011), *Depletion and Social Reproduction*, Université de Warwick. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page [https://www.researchgate.net/profile/Sm-Rai/publication/277091010\\_Depletion\\_and\\_Social\\_Reproduction/links/55e5876508aede0b5735ae33/Depletion-and-Social-Reproduction.pdf](https://www.researchgate.net/profile/Sm-Rai/publication/277091010_Depletion_and_Social_Reproduction/links/55e5876508aede0b5735ae33/Depletion-and-Social-Reproduction.pdf)

<sup>134</sup> A. Behar et J. Mok (2013), *Does Public-Sector Employment Fully Crowd Out Private-Sector Employment?*, document de travail du FMI.

<sup>135</sup> S. El-Naggar (1990), *Investment Policies in the Arab Countries*, exposé présenté lors d'un séminaire tenu au Koweït, du 11 au 13 décembre 1989. Fonds monétaire international.

<sup>136</sup> M. Lawson, M.K. Chan, F. Rhodes, A. Parvez Butt, A. Marriott, E. Ehmke, D. Jacobs, J. Seghers, J. Atienza et R. Gowland (2019), *Services publics ou fortunes privées ?*, Oxfam. Dernière consultation le 19 juin 2023, sur la page <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620599/bp-public-good-or-private-wealth-210119-fr.pdf>

B.N. Ghosh (2008), *Rich Doctors and Poor Patients: Market failure and health care systems in developing countries*, *Journal of Contemporary Asia*, 38(2), 259-76.

J. Correa Parra, J.F. Vergara Perucich et C. Aguirre Nuñez (2020), *Water Privatization and Inequality: Gini coefficient for water resources in Chile*, *Water*, 12(6).

<sup>137</sup> DAWN (2021), *PPPs and Women's Human Rights: Feminist analysis from the Global South*. Dernière consultation le 4 juillet 2023, sur la page [https://dawnnet.org/wp-content/uploads/2021/03/DAWN\\_Informs\\_on\\_PPPs\\_March2021.pdf](https://dawnnet.org/wp-content/uploads/2021/03/DAWN_Informs_on_PPPs_March2021.pdf)

<sup>138</sup> A. Marriott, (2023), *Tendance malsaines. En quoi le financement des hôpitaux privés à but lucratif par les gouvernements des pays riches et la Banque mondiale est préjudiciable et pourquoi il faut y mettre fin*, Oxfam International. Dernière consultation le 4 juillet 2023, sur la page <https://policy-practice.oxfam.org/fr/resources/tendances-malsaines-en-quoi-le-financement-des-hopitaux-privés-a-but-lucratif-par-les-gouvernements-des-pays-riches-et-la-banque-mondiale-est-prejudiciable-et-pourquoi-il-faut-y-mettre-fin/>

<sup>139</sup> M.B. Christensen, C. Hallum, A. Maitland, Q. Parrinello et C. Putaturo (2023), *La loi du plus riche : pourquoi et comment taxer les plus riches pour lutter contre les inégalités*, Oxfam International. Dernière consultation le 19 juin 2023, sur la page <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620599/bp-public-good-or-private-wealth-210119-fr.pdf>

<sup>140</sup> S. Duvisac (2022), *Décoloniser ! De quoi parle-t-on ?*, Oxfam Amérique. Dernière consultation le 9 juin 2023, sur la page <https://policy-practice.oxfam.org/fr/resources/decoloniser-de-quoi-parle-t-on/>

M. Lugones (2020), *Toward a Decolonial Feminism*, *Hypatia*, 25(4), 742-59.

- <sup>141</sup> People Over Profit (26 janvier 2023), *Notre avenir est public : Déclaration de Santiago pour les services publics*. Dernière consultation le 4 juillet 2023, sur la page <https://peopleoverprof.it/resources/news/santiago-declaration?lang=fr&id=13578>
- <sup>142</sup> I. van Staveren, D. Elson, C. Grown et N. Cagatay (2007), *The Feminist Economics of Trade*. Abingdon : Routledge.
- <sup>143</sup> F. Kelleher (s.d.), *The African Continental Free Trade Area (AfCFTA) and Women: A Pan-African feminist analysis*. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://femnet.org/wp-content/uploads/2021/04/AfCFTA-Paper-Policy-Brief-English-2.pdf>
- <sup>144</sup> R. Noble, R. Walker, L. Caballero et A. Herten (2020), *Another World is Possible: Advancing feminist economic alternatives to secure rights, justice and autonomy for women and a fair, green, gender equal world*, ActionAid. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page [https://www.actionaid.org.uk/sites/default/files/actionaid\\_feminist\\_economic\\_alternatives\\_vol\\_1.pdf](https://www.actionaid.org.uk/sites/default/files/actionaid_feminist_economic_alternatives_vol_1.pdf)
- <sup>145</sup> I. Hirway (éd.), (2017), *Mainstreaming Unpaid Work: Time-use data in developing policies*, New Delhi : Oxford University Press.
- <sup>146</sup> Ibid.
- <sup>147</sup> V. Esquivel (2014), *What is a Transformative Approach to Care, and Why do we Need it?*, *Gender & Development*, 22(3), 423-39. <https://doi.org/10.1080/13552074.2014.963303>
- <sup>148</sup> L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018), *Prendre soin d'autrui : Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent*, Organisation internationale du Travail. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page [https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS\\_712833/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_712833/lang--fr/index.htm)
- A.P. Butt, M.D.R. Castro Bernandini, A. Parkes, V. Paz Arauco, R. Seghaier et N. Sharmishtha (2021), *Care Policy Scorecard: A tool for assessing country progress towards an enabling policy environment on care*, Oxfam. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://policy-practice.oxfam.org/resources/care-policy-scorecard-a-tool-for-assessing-country-progress-towards-an-enabling-621287/>
- <sup>149</sup> L. Addati, U. Cattaneo et E. Pozzan (2022), *Soin à autrui au travail : Investir dans les congés et services de soin à autrui pour plus d'égalité de genre dans le monde du travail*, OIT. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms\\_850634.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_850634.pdf)
- <sup>150</sup> SIPRI (2022), *Sipri Yearbook 2022: Armaments, disarmament and international security*, Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page [https://www.sipri.org/sites/default/files/2022-06/yb22\\_summary\\_en\\_v3.pdf](https://www.sipri.org/sites/default/files/2022-06/yb22_summary_en_v3.pdf)
- <sup>151</sup> K. Henderson (2022), *Best and Worst States to Work in America 2022*, Oxfam. Dernière consultation le 4 juillet 2023, sur la page <https://www.oxfamamerica.org/explore/research-publications/best-and-worst-states-work-america-2022/>
- Depuis la publication de l'édition de l'année dernière, deux autres États ont adopté des lois sur les congés payés : l'Illinois (<https://labor.illinois.gov/laws-rules/paidleave.html>) et le Minnesota (<https://www.americanprogress.org/article/fast-facts-about-minnesotas-new-paid-leave-law>).
- <sup>152</sup> L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018), *Prendre soin d'autrui : Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent*, OIT. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page [https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS\\_712833/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_712833/lang--fr/index.htm)
- <sup>153</sup> Ibid.
- <sup>154</sup> S. Valiani (2022), *The Africa Care Economy Index*, le PNUD et le réseau du développement et de la communication des femmes africaines. Dernière consultation le 6 juin 2023, sur la page <https://www.undp.org/africa/publications/africa-care-economy-index>
- <sup>155</sup> ONU-Femmes et le PNUD (2022), *Government Responses to COVID-19: Lessons on gender equality for a world in turmoil*. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://www.undp.org/publications/government-responses-covid-19-lessons-gender-equality-world-turmoil>
- <sup>156</sup> H.O. Pörtner, D.C. Roberts, M.M.B. Tignor, E. Poloczanska, K. Mintenbeck, A. Alegria, M. Craig, S. Langsdorf, S. Löschke, V. Möller, A. Okem et B. Rama (éd.), (2022), *Changements climatiques 2022 : Impacts, adaptation et vulnérabilité. Contribution du Groupe de travail II au sixième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)*. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page [https://report.ipcc.ch/ar6/wg2/IPCC\\_AR6\\_WGII\\_FullReport.pdf](https://report.ipcc.ch/ar6/wg2/IPCC_AR6_WGII_FullReport.pdf)
- <sup>157</sup> FEMNET (7 juillet 2020), *Déclaration féministe africaine sur la relance économique post-COVID-19*, lettre ouverte. Dernière consultation le 4 juillet 2023, sur la page <https://femnet.org/2020/07/african-feminist-post-covid-19-economic-recovery-statement/>
- <sup>158</sup> K.S. Amanor (2005), *Night Harvesters, Forest Hoods and Saboteurs: Struggles over land and expropriation in Ghana* dans S. Moyo et P. Yero (éditeurs), *Reclaiming the Land: The resurgence of rural movements in Africa, Asia and Latin America* (pp. 102-117). Londres : Zed Books.

- M.B.K. Darkoh et M. Ould-Mey (1992), *Cash Crops Versus Food Crops in Africa: A conflict between dependency and autonomy*, *Transafrican Journal of History*, 21, 36-50. Dernière consultation le 9 juin 2023, sur la page <https://www.jstor.org/stable/24520419>
- <sup>159</sup> W. Rodney (15 juin 2023), *Colonialism as a System for Underdeveloping Africa*, blog Verso, Dernière consultation le 4 juillet 2023, sur la page <https://www.versobooks.com/en-gb/blogs/news/4810-colonialism-as-a-system-for-underdeveloping-africa>
- <sup>160</sup> D. Mustafa, M. Akhter et N. Nasrallah (2013), *Understanding Pakistan's Water-Security Nexus*, Peaceworks. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page [https://www.usip.org/sites/default/files/PW88\\_Understanding-Pakistan's-Water-Security-Nexus.pdf](https://www.usip.org/sites/default/files/PW88_Understanding-Pakistan's-Water-Security-Nexus.pdf)
- Vox (2023), *The Disastrous Redesign of Pakistan's Rivers* [contenu vidéo]. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://www.youtube.com/watch?v=3bVGuXrd5mg>
- <sup>161</sup> B. Muchhala (24 août 2020), *Towards a Decolonial and Feminist Global Green New Deal*, Rosa-Luxemburg-Stiftung. <https://rosalux-geneva.org/towards-a-decolonial-and-feminist-global-green-new-deal/>
- <sup>162</sup> Podcast « South Asia Chat » (2022), *Episode 162: Beyond Floods Pakistan's climate crisis* [contenu audio]. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://isas.podbean.com/e/episode-162-beyond-floods-pakistan-s-climate-crisis/>
- <sup>163</sup> Chambre des représentants des Pays-Bas (24 février 2023), *Interests of the people of Groningen structurally ignored during gas extraction*. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page [https://www.houseofrepresentatives.nl/sites/default/files/atoms/files/20231302\\_press\\_release\\_parliamentary\\_committee\\_groningen\\_1.pdf](https://www.houseofrepresentatives.nl/sites/default/files/atoms/files/20231302_press_release_parliamentary_committee_groningen_1.pdf)
- <sup>164</sup> R. Hoekstra (10 octobre 2019), *A polity proposal for Beyond-GDP*, Centre for the Understanding of Sustainable Prosperity. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://cusp.ac.uk/themes/aetw/blog-rh-replace-gdp/>
- R. Hoekstra (2019), *Replacing GDP by 2030*. Cambridge : Cambridge University Press.
- <sup>165</sup> Nations Unies. Les Objectifs de développement durable. <https://sdgs.un.org/fr/goals>
- <sup>166</sup> Commission européenne (s.d.), *What is the Beyond GDP Initiative*. Dernière consultation le 2 juin 2023, sur la page [https://ec.europa.eu/environment/beyond\\_gdp/index\\_en.html](https://ec.europa.eu/environment/beyond_gdp/index_en.html)
- <sup>167</sup> OCDE (s.d.), *Qu'est-ce que l'indicateur du vivre mieux ?*, Indicateur du vivre mieux de l'OCDE. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://www.oecdbetterlifeindex.org/about/better-life-initiative/#question1>
- <sup>168</sup> Doughnut Economics Action Lab (s.d.), *About Doughnut Economics*. Dernière consultation le 9 juin 2023, sur la page <https://doughnuteconomics.org/about-doughnut-economics>
- <sup>169</sup> Conseil consultatif de haut niveau des Nations Unies pour les affaires économiques et sociales (2022), *Six Big Questions for the Global Economic Recovery: The UN High-level Advisory Board Q&A compendium*. Dernière consultation le 9 juin 2023, sur la page <https://www.un.org/esa/compendium/>
- <sup>170</sup> OCDE (s.d.), *Metrics for Policies for Well-being and Sustainable Development in Latin America and the Caribbean*. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://www.oecd.org/wise/lac-well-being-metrics.htm>
- <sup>171</sup> J. Oviedo (2022), *From Dashboards to Decision-making: Adapting complex information on well-being for policy use* [diapositives de présentation]. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page [https://fr.slideshare.net/StatsCommunications/from-dashboards-to-decisionmaking-adapting-complex-information-on-wellbeing-for-policy-use-juan-daniel-oviedo?next\\_slideshow=252101079](https://fr.slideshare.net/StatsCommunications/from-dashboards-to-decisionmaking-adapting-complex-information-on-wellbeing-for-policy-use-juan-daniel-oviedo?next_slideshow=252101079)
- <sup>172</sup> M. Amarilla (2022), *Linking Well-being Evidence across the Policy Cycle and across Different Timeframes: From long-term vision to planning to budgeting and action* [diapositives de présentation]. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page [https://fr.slideshare.net/StatsCommunications/linking-wellbeing-evidence-across-the-policy-cycle-and-across-different-timeframes-from-longterm-vision-to-planning-to-budgeting-and-action-marcelo-amarilla?next\\_slideshow=252126253](https://fr.slideshare.net/StatsCommunications/linking-wellbeing-evidence-across-the-policy-cycle-and-across-different-timeframes-from-longterm-vision-to-planning-to-budgeting-and-action-marcelo-amarilla?next_slideshow=252126253)
- <sup>173</sup> Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (UNESCAP) (2022), *Side event at 78th session of the Commission: From GDP to well-being and sustainability – Means and measures*. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://unescap.org/events/2022/side-event-78th-session-commission-gdp-well-being-and-sustainability-means-and-measures>
- <sup>174</sup> Philippine Statistics Authority (22 mars 2023), *PSA Approves the Conduct of the National and Regional Survey Research to Estimate a Quality of Life Index for the Philippines*. Dernière consultation le 4 juillet 2023, sur la page <https://psa.gov.ph/content/psa-approves-conduct-national-and-regional-survey-research-estimate-quality-life-index-0>
- <sup>175</sup> A. Sakondhavit (2022), *Beyond Traditional GDP: Thailand's Well-being Index* [diapositives de présentation], UNESCAP. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page [https://unescap.org/sites/default/d8files/event-documents/Thailand\\_GDP-Well-being\\_SideEvent\\_Commission78\\_26May2022.pdf](https://unescap.org/sites/default/d8files/event-documents/Thailand_GDP-Well-being_SideEvent_Commission78_26May2022.pdf)
- <sup>176</sup> Gross National Happiness Commission Secretariat (2022), *From GDP to Well-being and Sustainability: Means and measures* [diapositives de présentation]. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page

[https://unescap.org/sites/default/d8files/event-documents/Bhutan\\_GDP-Well-being\\_SideEvent\\_Commission78\\_26May2022.pdf](https://unescap.org/sites/default/d8files/event-documents/Bhutan_GDP-Well-being_SideEvent_Commission78_26May2022.pdf)

<sup>177</sup> PNUD (s.d.), *Gender Inequality Index (GII)*. Dernière consultation le 9 juin 2023, sur la page <https://hdr.undp.org/data-center/thematic-composite-indices/gender-inequality-index#/indicies/GII>

<sup>178</sup> PNUD (s.d.), *Human Development Index (HDI)*. Dernière consultation le 9 juin 2023, sur la page <https://hdr.undp.org/data-center/human-development-index#/indicies/HDI>

<sup>179</sup> Georgetown Institute for Women, Peace and Security et Peace Research Institute Oslo (2021), *Women Peace and Security Index 2021/22: Tracking sustainable peace through inclusion, justice, and security for women*. Dernière consultation le 9 juin 2023, sur la page <https://giwps.georgetown.edu/the-index/>

<sup>180</sup> Maryland Department of Natural Resources (s.d.), *Maryland Genuine Progress Indicator*. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://dnr.maryland.gov/mdgpi/Pages/default.aspx>

<sup>181</sup> M.-J.V. Fox et J.D. Erickson (2020), *Design and meaning of the genuine progress indicator: A statistical analysis of the U.S. fifty-state model*, *Ecological Economics*, 167, 106441. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0921800919302411>

<sup>182</sup> The Treasury (2021), *Our Living Standards Framework*, Gouvernement de la Nouvelle-Zélande. Dernière consultation le 4 juillet 2023, sur la page <https://www.treasury.govt.nz/information-and-services/nz-economy/higher-living-standards/our-living-standards-framework>

<sup>183</sup> P. Allin, D. Coyle et T. Jackson (18 août 2022), *Beyond GDP: changing how we measure progress is key to tackling a world in crisis – three leading experts*, The Conversation. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://theconversation.com/beyond-gdp-changing-how-we-measure-progress-is-key-to-tackling-a-world-in-crisis-three-leading-experts-186488>

Congrès américain (s.d.), *H.R. 4894 – GPI Act of 2021*. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://www.congress.gov/bill/117th-congress/house-bill/4894/cosponsors?s=1&r=5>

<sup>184</sup> Wellbeing Economy Alliance (s.d.), *Wellbeing Economy Governments (WEGo)*. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://wellbeingeconomy.org/wego>

<sup>185</sup> R. Hoekstra (2022), *This is the moment to go beyond GDP*, le Fonds mondial pour la nature (WWF), l'alliance WEA (Wellbeing Economy Alliance) et l'EBB (European Environmental Bureau). Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://weall.org/wp-content/uploads/This-is-the-moment-to-go-Beyond-GDP-web.pdf>

<sup>186</sup> S. Abdallah (13 avril 2023), *Is this the moment we go beyond GDP?*, Hot or Cool. Dernière consultation le 4 juillet 2023, sur la page <https://hotorcool.org/hc-posts/is-this-the-moment-we-go-beyond-gdp/>

<sup>187</sup> L. Pheko et R. Verma (2022), *Scoping Research on Alternative Measurements to GDP* (rapport interne non publié), Oxfam.

<sup>188</sup> Vandana Shiva (2013), *How economic growth has become anti-life*, The Guardian. <https://www.theguardian.com/commentisfree/2013/nov/01/how-economic-growth-has-become-anti-life#:~:text=GDP%20is%20based%20on%20creating,cash%2C%20and%20commons%20into%20commodities>.

<sup>189</sup> Indice d'inégalité de genre du PNUD. Dernière consultation le 4 juillet 2023, sur la page <https://hdr.undp.org/data-center/thematic-composite-indices/gender-inequality-index#/indicies/GII>

<sup>190</sup> E. Masood (8 novembre 2022), *GDP is getting a makeover – what it means for economies, health and the planet*, *Nature*. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://www.nature.com/articles/d41586-022-03576-w>

<sup>191</sup> J. Assa et I. Harvold Kvangraven (2021), *Imputing Away the Ladder: Implications of Changes in GDP Measurement for Convergence Debates and the Political Economy of Development*, *New Political Economy*, 26(6), 985-1014. <https://doi.org/10.1080/13563467.2020.1865899>

<sup>192</sup> P. Allin, D. Coyle et T. Jackson (18 août 2022), *Beyond GDP: changing how we measure progress is key to tackling a world in crisis – three leading experts*, The Conversation. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://theconversation.com/beyond-gdp-changing-how-we-measure-progress-is-key-to-tackling-a-world-in-crisis-three-leading-experts-186488>

P. van de Ven (17 mai 2022), *The Structure of the Revised SNA* [diapositives de présentation]. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page [https://unece.org/sites/default/files/2022-05/S\\_1\\_2\\_Towards%20the%202025%20SNA.pdf](https://unece.org/sites/default/files/2022-05/S_1_2_Towards%20the%202025%20SNA.pdf)

<sup>193</sup> R. Hoekstra (2020), *SNA and Beyond: Towards a Broader Accounting Framework That Links the SNA, SDGs and Other Global Initiatives*, *Statistical Journal of the IAOS*, 36(3), 657-75. Dernière consultation le 29 mai 2023, sur la page <https://content.iospress.com/articles/statistical-journal-of-the-iaos/sji200653>

Intersecretariat Working Group on National Accounts (2022), *SNA Chapter 34: Measuring wellbeing Annotated Outline*. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page [https://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/SNAUpdate/2025/A0\\_CH\\_34.pdf](https://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/SNAUpdate/2025/A0_CH_34.pdf)

<sup>194</sup> M.-J.V. Fox et J.D. Erickson (2020), *Design and meaning of the genuine progress indicator: A statistical analysis of the U.S. fifty-state model*, *Ecological Economics*, 167, 106441. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0921800919302411>

<sup>195</sup> J. Suh, C. Dorji, V. Mercer-Blackman et A. Hampel-Milagrosa (2020), *Valuing Unpaid Care Work in Bhutan*, ADB Economics Working Paper Series, N° 624. Dernière consultation le 4 juillet 2023, sur la page <https://www.adb.org/sites/default/files/publication/650896/ewp-624-valuing-unpaid-care-work-bhutan.pdf>

<sup>196</sup> OCDE (s.d.), *Qu'est-ce que l'indicateur du vivre mieux ?*, OCDE. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://www.oecdbetterlifeindex.org/about/better-life-initiative/#question1>

<sup>197</sup> Ibid.

<sup>198</sup> L. Pheko et R. Verma (2022), *Scoping Research on Alternative Measurements to GDP* (rapport interne non publié), Oxfam.

<sup>199</sup> Ibid.

<sup>200</sup> Ibid.

<sup>201</sup> A. Ziai (2014), *Post-development Concepts? Buen Vivir, Ubuntu and Degrowth* [diapositives de présentation]. Dernière consultation le 9 juin 2023, sur la page <https://studylib.net/doc/9375903/post-development-concepts%3F-buen-vivir--ubuntu-and-degrowth>

<sup>203</sup> L. Pheko et R. Verma (2022), *Scoping Research on Alternative Measurements to GDP* (rapport interne non publié), Oxfam.

<sup>204</sup> S. Valiani (2022), *The Africa Care Economy Index*, le PNUD et le réseau du développement et de la communication des femmes africaines. Dernière consultation le 6 juin 2023, sur la page <https://www.undp.org/africa/publications/africa-care-economy-index>

<sup>205</sup> Te Tai Ōhanga / The Treasury (s.d.), *He Ara Waiora*. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://www.treasury.govt.nz/information-and-services/nz-economy/higher-living-standards/he-ara-waiora>

<sup>206</sup> L. Pheko et R. Verma (2022), *Scoping Research on Alternative Measurements to GDP* (rapport interne non publié), Oxfam.

<sup>207</sup> CBS (2022), *Monitor of Well-being & the Sustainable Development Goals 2022*. Dernière consultation le 9 juin 2023, sur la page <https://longreads.cbs.nl/monitor-of-well-being-and-sdgs-2022/background/>

<sup>208</sup> CBS (2022), *Monitor of Well-being and the Sustainable Development Goals 2022: Trends in well-being*. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://longreads.cbs.nl/monitor-of-well-being-and-sdgs-2022/trends-in-well-being/>

<sup>209</sup> L. Zeidler, M. Cairns, R. Laurence, J. Wallace et H. Paylor (2022), *The Shared Ingredients for a Wellbeing Economy*, Centre for Thriving Places. Dernière consultation le 9 juin 2023, sur la page <https://whatworkswellbeing.org/resources/the-shared-ingredients-for-a-wellbeing-economy/>

<sup>210</sup> R. Verma (2023), *Moving Beyond GDP?: Gradients in Beyond-Growth Wellbeing Alternatives*. Thimphu : Out of the Box Research and Action

<sup>211</sup> Il est évident que l'IDH et d'autres cadres, tels que l'indice d'inégalités de genre, le rapport « Global Gender Gap », l'indice du progrès social, l'indice sur les femmes et la paix et la sécurité et le rapport World Happiness Report, sont alignés sur le PIB ou qu'ils en tiennent compte. L. Pheko et R. Verma (2022), *Scoping Research on Alternative Measurements to GDP* (rapport interne non publié), Oxfam.

<sup>212</sup> Ibid.

<sup>213</sup> Ibid.

<sup>214</sup> M. Durant (2022), *Measuring Progress Beyond GDP* [diapositives de présentation]. Document issu de l'événement parallèle de la Commission de statistique des Nations Unies. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page [https://www.unescap.org/sites/default/d8files/event-documents/OECD framework UNSC side event 17Feb2022.pdf](https://www.unescap.org/sites/default/d8files/event-documents/OECD%20framework%20UNSC%20side%20event%2017Feb2022.pdf)

C. Exton (2018), *Policy use of well-being metrics: describing countries' experiences*, OCDE. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page [https://one.oecd.org/document/SDD/DOC\(2018\)7/En/pdf](https://one.oecd.org/document/SDD/DOC(2018)7/En/pdf)

<sup>215</sup> Department of the Taoiseach (2021), *First Report on Well-being Framework for Ireland July 2021*. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://www.gov.ie/en/press-release/fb19a-first-report-on-well-being-framework-for-ireland-july-2021/>

<sup>216</sup> C. Exton (2018), *Policy use of well-being metrics: describing countries' experiences*, OCDE. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page [https://one.oecd.org/document/SDD/DOC\(2018\)7/En/pdf](https://one.oecd.org/document/SDD/DOC(2018)7/En/pdf)

<sup>217</sup> Gouvernement écossais (s.d.), *Wellbeing Economy Governments (WEGo)*. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://www.gov.scot/groups/wellbeing-economy-governments-wego/>

<sup>218</sup> Législation britannique (s.d.), *Community Empowerment (Scotland) Act 2015*. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://www.legislation.gov.uk/asp/2015/6/contents/enacted>

- <sup>219</sup> Parlement écossais (3 octobre 2022), *Sustained progress needed on Scotland's National Performance Framework ambitions, says Finance Committee*. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://www.parliament.scot/about/news/news-listing/sustained-progress-needed-on-scotlands-national-performance-framework>
- <sup>220</sup> Gouvernement écossais (1er mars 2022), *Scotland's National Strategy for Economic Transformation*. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://www.gov.scot/publications/scotlands-national-strategy-economic-transformation/>
- <sup>221</sup> A Scotland that Cares (s.d.), Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://ascotlandthatcares.org/>
- <sup>222</sup> Gouvernement du Bhoutan (2008), *The Constitution of the Kingdom of Bhutan*. Thimphu : Kuensel Corporation.
- L. Pheko et R. Verma (2022), *Scoping Research on Alternative Measurements to GDP* (rapport interne non publié), Oxfam.
- <sup>223</sup> M. Tutton et K. Scott (11 octobre 2018), *What tiny Bhutan can teach the world about being carbon negative*, CNN Travel. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://edition.cnn.com/2018/10/11/asia/bhutan-carbon-negative/index.html>
- <sup>224</sup> K. Schroeder et J. Chandi (7 janvier 2021), *Disrupting the disruption: gender, governance and Gross National Happiness in Bhutan*, Bhutan Canada Foundation. Dernière consultation le 4 juillet 2023, sur la page <https://bhutancanada.org/disrupting-the-disruption-gender-governance-and-gross-national-happiness-in-bhutan/>
- <sup>225</sup> R. Prada Alcoreza (2013), *Buen Vivir as a Model for State and Economy*. Dernière consultation le 29 juin 2023, sur la page [https://www.tni.org/files/download/beyonddevelopment\\_buenvivir.pdf](https://www.tni.org/files/download/beyonddevelopment_buenvivir.pdf)
- A. Ziai (2014), *Post-development Concepts? Buen Vivir, Ubuntu and Degrowth* [diapositives de présentation]. Dernière consultation le 9 juin 2023, sur la page <https://studylib.net/doc/9375903/post-development-concepts%3F-buen-vivir--ubuntu-and-degrowth>
- L. Pheko et R. Verma (2022), *Scoping Research on Alternative Measurements to GDP* (rapport interne non publié), Oxfam.
- <sup>226</sup> Groupe de la Banque mondiale (29 septembre 2022), *Approach Paper Ecuador Country Program Evaluation*. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page [https://ieg.worldbankgroup.org/sites/default/files/Data/reports/ap\\_ecuador-cpe.pdf](https://ieg.worldbankgroup.org/sites/default/files/Data/reports/ap_ecuador-cpe.pdf)
- T. Hackl (1er mars 2023), *Less poverty, higher life expectancy and a booming economy. How did Bolivia become a booming nation?*, Scoop.me. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://scoop.me/bolivia-poverty-nationalisation-mineral-resources/>
- <sup>227</sup> B. Muchhala (2021), *A Feminist and Decolonial Global Green New Deal: Principles, paradigms, and systemic transformations*, Feminist Economic Justice for People and Planet. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page [https://wedo.org/wp-content/uploads/2021/06/FemEconClimate-ActionNexus\\_Brief\\_FemGND-1.pdf](https://wedo.org/wp-content/uploads/2021/06/FemEconClimate-ActionNexus_Brief_FemGND-1.pdf)
- <sup>228</sup> E. Reyes (14 novembre 2022), *The Erosion of Multilateralism and the Betrayal by the Global North*, Christian Aid. Dernière consultation le 4 juillet 2023, sur la page <https://www.christianaid.org.uk/news/policy/erosion-multilateralism-and-betrayal-global-north#3-indigenous-peoples-preservation-of-biodiversity>
- <sup>229</sup> Action Nexus for Gender Equality (2021), *A Feminist Agenda for People and Planet: Principles and recommendations for a global feminist economic justice agenda*. Dernière consultation le 4 juillet 2023, sur la page [https://wedo.org/wp-content/uploads/2021/06/Blueprint\\_A-Feminist-Agenda-for-People-and-Planet.pdf](https://wedo.org/wp-content/uploads/2021/06/Blueprint_A-Feminist-Agenda-for-People-and-Planet.pdf)
- <sup>230</sup> Suh et al. (2020), *Valuing Unpaid Care Work in Bhutan*, ADB Economics Working Paper Series, N° 624. <https://www.adb.org/sites/default/files/publication/650896/ewp-624-valuing-unpaid-care-work-bhutan.pdf>
- <sup>231</sup> OCDE (s.d.), *Qu'est-ce que l'indicateur du vivre mieux ?*, Indicateur du vivre mieux de l'OCDE. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://www.oecdbetterlifeindex.org/about/better-life-initiative/#question1>
- <sup>232</sup> Office for National Statistics (2022), *Inclusive Income methodology*. Dernière consultation le 29 mai 2023, sur la page <https://www.ons.gov.uk/economy/economicoutputandproductivity/output/methodologies/inclusiveincodemethodology>
- <sup>233</sup> A. McKnight, P. Mendes Loureiro, P. Vizard, A. Prats, A. Claver et C. Kumar (2019), *Multidimensional Inequality Framework*, Atlantic Fellows. Dernière consultation le 29 mai 2023, sur la page <https://sticerd.lse.ac.uk/inequality/the-framework/media/mif-framework.pdf>
- <sup>234</sup> Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (2019), *Intersecting inequalities: Gender Equality Index*. Dernière consultation le 29 mai 2023, sur la page <https://eiqe.europa.eu/publications/intersecting-inequalities-gender-equality-index>

- <sup>235</sup> Environmental Performance Index (s.d.), *About the EPI*. Dernière consultation le 9 juin 2023, sur la page <https://epi.yale.edu/>
- <sup>236</sup> Happy Planet Index (2021), *How Happy Is the Planet?* Dernière consultation le 9 juin 2023, sur la page <https://happyplanetindex.org/wp-content/themes/hpi/public/downloads/happy-planet-index-briefing-paper.pdf>
- <sup>237</sup> Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales (2022) *Six Big Questions for the Global Economic Recovery: The UN High-level Advisory Board Q&A Compendium*. Dernière consultation le 19 juin 2023, sur la page [https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/hlab-ii\\_qa\\_compendium\\_final.pdf](https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/hlab-ii_qa_compendium_final.pdf)
- <sup>238</sup> Centraal Bureau voor de Statistiek (2022a), *Monitor of Well-being & the Sustainable Development Goals 2022*. Dernière consultation le 9 juin 2023, sur la page <https://longreads.cbs.nl/monitor-of-well-being-and-sdgs-2022/background/>
- <sup>239</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (1er mars 2023), *Des indicateurs mondiaux relatifs au coût d'une alimentation saine et au nombre de personnes ne pouvant se procurer une telle alimentation*. <https://www.fao.org/newsroom/detail/global-indicators-on-the-costs-of-healthy-diets-and-how-many-people-can-t-afford-them/fr>
- <sup>240</sup> Indicateur du vivre mieux de l'OCDE (s.d.), *Comment va la vie ?* Dernière consultation le 9 juin 2023, sur la page <https://www.oecdbetterlifeindex.org/fr/>
- <sup>241</sup> Nations Unies (31 mars 2022), *SDG indicator metadata (Harmonized metadata template – format version 1.1)*. Dernière consultation le 9 juin 2023, sur la page <https://unstats.un.org/sdgs/metadata/files/Metadata-05-02-01.pdf>
- <sup>242</sup> GNH Centre Bhutan (s.d.), *GNH Happiness Index*. Dernière consultation le 9 juin 2023, sur la page <https://www.gnhcentrebhutan.org/gnh-happiness-index/>
- <sup>243</sup> Indicateur du vivre mieux de l'OCDE (s.d.), *Comment va la vie ?* Dernière consultation le 9 juin 2023, sur la page <https://www.oecdbetterlifeindex.org/fr/>
- <sup>244</sup> N. Guzmán et D. Triana (2019), *Julieta Paredes: Spinning the Communitarian Feminism*, *Ciencia Política*, 14 (28), 23-49.
- <sup>245</sup> M. Lugones (2020), *Toward a Decolonial Feminism*, *Hypatia*, 25(4), 742-59.
- <sup>246</sup> GNH Centre Bhutan (s.d.), *The 9 Domains of GNH*. Dernière consultation le 9 juin 2023, sur la page <https://www.gnhcentrebhutan.org/the-9-domains-of-gnh/>
- <sup>247</sup> B. Muchhala (2021), *A Feminist and Decolonial Global Green New Deal: Principles, paradigms, and systemic transformations*, *Feminist Economic Justice for People and Planet*. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page [https://wedo.org/wp-content/uploads/2021/06/FemEconClimate-ActionNexus\\_Brief\\_FemGND-1.pdf](https://wedo.org/wp-content/uploads/2021/06/FemEconClimate-ActionNexus_Brief_FemGND-1.pdf)
- <sup>248</sup> Sustainable Development Report (s.d.), *Spillover Score*. Dernière consultation le 29 mai 2023, sur la page <https://dashboards.sdgindex.org/map/spillovers>
- <sup>249</sup> IISD SDG Knowledge Hub (8 juin 2022), *SDG Progress 'Halted,' Partnerships Needed: SDSN Report*. Dernière consultation le 16 mars 2023, sur la page <https://sdg.iisd.org/news/sdg-progress-halted-partnerships-needed-sdsn-report/>
- <sup>250</sup> UN Stats (s.d.), *Ensure sustainable consumption and production patterns*. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://unstats.un.org/sdgs/report/2019/goal-12/>
- <sup>251</sup> T. Gore (2021), *Les inégalités des émissions en 2030 : L'empreinte carbone par habitant et l'objectif de 1,5°C*, Oxfam et Institute for European Environmental Policy. Dernière consultation le 9 juin 2023, sur la page <https://www.oxfam.org/fr/publications/les-inegalites-des-emissions-en-2030>
- <sup>252</sup> GNH Centre Bhutan (s.d.), *The 9 Domains of GNH*. Dernière consultation le 9 juin 2023, sur la page <https://www.gnhcentrebhutan.org/the-9-domains-of-gnh/>
- <sup>253</sup> K.L.L. Oleson et R. Ostergaard-Klem (2022), *Updating the Genuine Progress Indicator for the State of Hawai'i*, University of Hawai'i et Hawai'i Pacific University. [https://files.hawaii.gov/dbedt/economic/reports/gpi\\_report\\_july\\_2022.pdf](https://files.hawaii.gov/dbedt/economic/reports/gpi_report_july_2022.pdf)
- <sup>254</sup> Ibid.
- <sup>255</sup> I. Hirway (éd.), (2017), *Mainstreaming Unpaid Work: Time-use data in developing policies*. New Delhi : Oxford University Press. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://academic.oup.com/book/26313/chapter-abstract/194588453?redirectedFrom=fulltext>
- <sup>256</sup> Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (s.d.), *Conseil consultatif de haut niveau des Nations Unies pour les affaires économiques et sociales*. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://www.un.org/en/desa/about-us/advisory-board>
- <sup>257</sup> Conseil consultatif de haut niveau des Nations Unies pour les affaires économiques et sociales (2022), *Six Big Questions for the Global Economic Recovery: The UN High-level Advisory Board Q&A compendium*. Dernière consultation le 9 juin 2023, sur la page <https://www.un.org/esa/compendium/>
- <sup>258</sup> Office for National Statistics (2022), *New Beyond GDP Measures for the UK: A workplan for measuring inclusive income*. Dernière consultation le 9 juin 2023, sur la page

[https://www.ons.gov.uk/economy/economicoutputandproductivity/output/articles/newbeyondgdpmeasuresfortheukworkplanformeasuringinclusiveincome/2022-05-12#:~:text=Gross%20inclusive%20income%20\(GII\),of%20improved%20public%20service%20outcomes.](https://www.ons.gov.uk/economy/economicoutputandproductivity/output/articles/newbeyondgdpmeasuresfortheukworkplanformeasuringinclusiveincome/2022-05-12#:~:text=Gross%20inclusive%20income%20(GII),of%20improved%20public%20service%20outcomes.)

<sup>259</sup> Voir [Glossaire](#)

<sup>260</sup> Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales (2022) *Six Big Questions for the Global Economic Recovery: The UN High-level Advisory Board Q&A Compendium*. Dernière consultation le 19 juin 2023, sur la page [https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/hlab-ii\\_qa\\_compendium\\_final.pdf](https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/hlab-ii_qa_compendium_final.pdf)

<sup>261</sup> Levy Economics Institute of Bard College. <https://www.levyinstitute.org/research/the-levy-institute-measure-of-time-and-income-poverty>

<sup>262</sup> Nations Unies. <https://seea.un.org/content/accounting-biodiversity>

<sup>263</sup> Nations Unies (31 mars 2022), *SDG indicator metadata (Harmonized metadata template – format version 1.1)*. Dernière consultation le 9 juin 2023, sur la page <https://unstats.un.org/sdgs/metadata/files/Metadata-05-02-01.pdf>

<sup>264</sup> Conseil consultatif de haut niveau des Nations Unies pour les affaires économiques et sociales (2022), *Six Big Questions for the Global Economic Recovery: The UN High-level Advisory Board Q&A compendium*. Dernière consultation le 9 juin 2023, sur la page <https://www.un.org/esa/compendium/>

<sup>265</sup> F. Alveredo, A.B. Atkinson, L. Chancel, T. Piketty, E. Saez et G. Zucman (2018), *Distributional National Account Guidelines: Methods and Concepts used in WID.world, World Inequality Database*. Dernière consultation le 4 juillet 2023, sur la page <https://wid.world/document/dinaguidelines-v1/>

<sup>266</sup> A. Barcena (5 août 2020), *Let's Look Beyond GDP to Rebuild Latin America, Americas Quarterly*. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://www.americasquarterly.org/article/5-big-ideas-beyond-gdp/>

<sup>267</sup> Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes. (2019), *Intersecting inequalities: Gender Equality Index*. Dernière consultation le 29 mai 2023, sur la page <https://eige.europa.eu/publications/intersecting-inequalities-gender-equality-index>

<sup>268</sup> C. Coffey, P. Espinoza Revollo, R. Harvey, M. Lawson, A. Parvez Butt, K. Piaget, D. Sarosi et J. Thekkudan (2020), *Celles qui comptent : Reconnaître la contribution considérable des femmes à l'économie pour combattre les inégalités*, Oxfam. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://policy-practice.oxfam.org/fr/resources/celles-qui-comptent-reconnaitre-la-contribution-considerable-des-femmes-a-leconomie-pour-combattre-les-inegalites/>

<sup>269</sup> A.P. Butt, A. Parkes, S. Nanda, R. Seghaier, M. del Rosario Castro Bernardini et V. Paz Arauco (2021), *Care Policy Scorecard: A tool for assessing country progress towards an enabling policy environment on care*, Oxfam. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://policy-practice.oxfam.org/resources/care-policy-scorecard-a-tool-for-assessing-country-progress-towards-an-enabling-621287/>

<sup>270</sup> R. Connelly et E. Kongar (éd.) (2017), *Gender and Time Use in a Global Context: The economics of employment and unpaid labor*. New York : Palgrave Macmillan.

<sup>271</sup> J. De Henau, S. Himmelweit et D. Perrons (2017), *Investing in the Care Economy: Simulating employment effects by gender in countries in emerging economies*, Confédération syndicale internationale. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page [https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/care\\_economy\\_2\\_en\\_web.pdf](https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/care_economy_2_en_web.pdf)

<sup>272</sup> M. Sepúlveda Carmona et K. Donald (2014), *What Does Care Have to do with Human Rights? Analysing the impact on women's rights and gender equality*, *Gender & Development*, 22(3), 441-57. DOI : [10.1080/13552074.2014.963305](https://doi.org/10.1080/13552074.2014.963305)

<sup>273</sup> L. Ossome (2014), *Democracy's Subjections: Human rights in contexts of scarcity*, in N. Dhawan (éd.) *Decolonizing Enlightenment: Transnational justice, human rights and democracy in a postcolonial world*. Francfort : Barbara Budrich Publishers.

<sup>274</sup> B. Muchhala (2021), *A Feminist and Decolonial Global Green New Deal: Principles, paradigms, and systemic transformations*, Feminist Economic Justice for People and Planet. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page [https://wedo.org/wp-content/uploads/2021/06/FemEconClimate-ActionNexus\\_Brief\\_FemGND-1.pdf](https://wedo.org/wp-content/uploads/2021/06/FemEconClimate-ActionNexus_Brief_FemGND-1.pdf)

<sup>275</sup> Ibid.

<sup>276</sup> The Association for Women's Rights (2020), *From Feminist Bailout to Global Feminist Economic Recovery*. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page [https://www.awid.org/sites/default/files/2022-03/Feminist\\_bailout\\_manifesto\\_EN.pdf](https://www.awid.org/sites/default/files/2022-03/Feminist_bailout_manifesto_EN.pdf)

<sup>277</sup> C. Exton (2018), *Policy use of well-being metrics: describing countries' experiences*, OCDE. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page [https://one.oecd.org/document/SDD/DOC\(2018\)7/En/pdf](https://one.oecd.org/document/SDD/DOC(2018)7/En/pdf)

<sup>278</sup> The Treasury New Zealand (2019), *The Wellbeing Budget 2019*. Dernière consultation le 4 juillet 2023, sur la page <https://www.treasury.govt.nz/sites/default/files/2019-05/b19-wellbeing-budget.pdf>

<sup>279</sup> M.B. Christensen, C. Hallum, A. Maitland, Q. Parrinello et C. Putaturo (2023), *La loi du plus riche : pourquoi et comment taxer les plus riches pour lutter contre les inégalités*, Oxfam International. Dernière consultation le 19 juin 2023, sur la page <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620599/bp-public-good-or-private-wealth-210119-fr.pdf>

- <sup>280</sup> Oxfam Amérique (12 avril 2017), *Top 50 US companies stash \$1.6 trillion offshore*. Communiqué de presse. Oxfam Amérique. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://www.oxfamamerica.org/press/top-50-us-companies-stash-16-trillion-offshore/>
- <sup>281</sup> I.S. Kim et H.V. Milner (2019), *Multinational Corporations and their Influence through Lobbying on Foreign Policy* in C. Fritz Foley, J. Hines et D. Wessel (éd.), *Global Goliaths: Multinational corporations in the 21st century economy*, pp. 497-536.
- <sup>282</sup> M-B. Christensen, C. Hallum, A. Maitland, Q. Parrinello et C. Putaturo (2023), *La loi du plus riche : pourquoi et comment taxer les plus riches pour lutter contre les inégalités*, Oxfam. Dernière consultation le 16 mars 2023, sur la page <https://policy-practice.oxfam.org/fr/resources/la-loi-du-plus-riche-pourquoi-et-comment-taxer-les-plus-riches-pour-lutter-contre-les-inegalites/>
- <sup>283</sup> Oxfam Amérique (12 avril 2017), *Top 50 US companies stash \$1.6 trillion offshore*. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://www.oxfamamerica.org/press/top-50-us-companies-stash-16-trillion-offshore/>
- <sup>284</sup> Oxfam International (14 novembre 2022), *G20 must tackle the 'cost of profit' crisis causing chaos worldwide*. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://www.oxfam.org/en/press-releases/g20-must-tackle-cost-profit-crisis-causing-chaos-worldwide>
- <sup>285</sup> M-B. Christensen, C. Hallum, A. Maitland, Q. Parrinello et C. Putaturo (2023), *La loi du plus riche : pourquoi et comment taxer les plus riches pour lutter contre les inégalités*, Oxfam. Dernière consultation le 16 mars 2023, sur la page <https://policy-practice.oxfam.org/fr/resources/la-loi-du-plus-riche-pourquoi-et-comment-taxer-les-plus-riches-pour-lutter-contre-les-inegalites/>
- <sup>286</sup> L. Oosome (2015), *In Search of the State? Neoliberalism and the labour question for pan-African feminism, Feminist Africa*, 20. Dernière consultation le 4 juillet 2023, sur la page [http://www.agi.ac.za/sites/default/files/image\\_tool/images/429/feminist\\_africa\\_journals/archive/20/2\\_fa20\\_feature\\_1.pdf](http://www.agi.ac.za/sites/default/files/image_tool/images/429/feminist_africa_journals/archive/20/2_fa20_feature_1.pdf)
- <sup>287</sup> D. DeRock (2021), *Hidden in Plain Sight: Unpaid household services and the politics of GDP measurement*, *New Political Economy*, 26, 20-35. <https://doi.org/10.1080/13563467.2019.1680964>
- <sup>288</sup> C. Coffey, P. Espinoza Revollo, R. Harvey, M. Lawson, A. Parvez Butt, K. Piaget, D. Sarosi et J. Thekkudan (2020), *Celles qui comptent : Reconnaître la contribution considérable des femmes à l'économie pour combattre les inégalités*, Oxfam. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://policy-practice.oxfam.org/fr/resources/celles-qui-comptent-reconnaitre-la-contribution-considerable-des-femmes-a-leconomie-pour-combattre-les-inegalites/>
- <sup>289</sup> M.Hadzi-Vaskov et L.A. Ricci (2019), *The Nonlinear Relationship Between Public Debt and Sovereign Credit Ratings*, document de travail du FMI.
- <sup>290</sup> N. Eisenmenger, M. Pinchler, N. Krenmayr, D. Noll et al. (2020), *The Sustainable Development Goals Prioritize Economic Growth over Sustainable Resource Use: A critical reflection on the SDGs from a socio-ecological perspective*, *Sustainability Science*, 15, 1101-1110.
- <sup>291</sup> J. Assa et I. Harvold Kvangraven (2021), *Imputing Away the Ladder: Implications of Changes in GDP Measurement for Convergence Debates and the Political Economy of Development*, *New Political Economy*, 26(6), 985-1014. <https://doi.org/10.1080/13563467.2020.1865899>
- <sup>292</sup> R. Hoekstra (2022), *This is the moment to go beyond GDP*, le Fonds mondial pour la nature (WWF), l'alliance WEA (Wellbeing Economy Alliance) et l'EBB (European Environmental Bureau). Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://weall.org/wp-content/uploads/This-is-the-moment-to-go-Beyond-GDP-web.pdf>
- <sup>293</sup> Future Generations Commissioner for Wales (2023), *Impact of the Act*. Dernière visite le 28 juillet 2023. <https://www.futuregenerations.wales/impact/impact-of-the-act/>
- <sup>294</sup> Oxfam (2020), *Feminist Principles*. Dernière consultation le 8 juin 2023, sur la page <https://policy-practice.oxfam.org/resources/feminist-principles-621064/>

## NOTES

## Les documents de discussion d'Oxfam

Les documents de discussion d'Oxfam visent à contribuer au débat public et à susciter des réactions sur les questions relatives aux politiques de développement et humanitaire. Ces documents sont des travaux en cours. Ils ne constituent pas nécessairement des versions finales et ne reflètent pas forcément les positions politiques d'Oxfam. Les opinions et recommandations exprimées sont celles des auteur-es et pas forcément celles d'Oxfam.

Pour plus d'informations ou pour partager vos commentaires à propos de ce document, contactez [aparvez1@oxfam.org.uk](mailto:aparvez1@oxfam.org.uk)

© Oxfam International 2023

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins pédagogiques, de plaidoyer, de campagne et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Envoyez un e-mail à [policvandpractice@oxfam.org.uk](mailto:policvandpractice@oxfam.org.uk).

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la publication.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International en août 2023. DOI : 10.21201/2023.621532

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

# OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 21 organisations qui travaillent avec leurs partenaires et alliés pour aider des millions de personnes à travers le monde. Ensemble, nous combattons les inégalités pour mettre fin à la pauvreté et aux injustices, aujourd'hui et sur le long terme, pour un futur à égalité. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)

Oxfam Amérique ([www.oxfamamerica.org](http://www.oxfamamerica.org))  
Oxfam Aotearoa ([www.oxfam.org.nz](http://www.oxfam.org.nz))  
Oxfam Australie ([www.oxfam.org.au](http://www.oxfam.org.au))  
Oxfam-en-Belgique ([www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be))  
Oxfam Brésil ([www.oxfam.org.br](http://www.oxfam.org.br))  
Oxfam Canada ([www.oxfam.ca](http://www.oxfam.ca))  
Oxfam Colombie ([www.oxfamcolombia.org](http://www.oxfamcolombia.org))  
Oxfam France ([www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org))  
Oxfam Allemagne ([www.oxfam.de](http://www.oxfam.de))  
Oxfam Grande-Bretagne ([www.oxfam.org.uk](http://www.oxfam.org.uk))  
Oxfam Hong Kong ([www.oxfam.org.hk](http://www.oxfam.org.hk))

Oxfam IBIS (Danemark) ([www.oxfamibis.dk](http://www.oxfamibis.dk))  
Oxfam Inde ([www.oxfamindia.org](http://www.oxfamindia.org))  
Oxfam Intermón (Espagne) ([www.oxfamintermon.org](http://www.oxfamintermon.org))  
Oxfam Irlande ([www.oxfamireland.org](http://www.oxfamireland.org))  
Oxfam Italie ([www.oxfamitalia.org](http://www.oxfamitalia.org))  
Oxfam Mexique ([www.oxfammexico.org](http://www.oxfammexico.org))  
Oxfam Novib (Pays-Bas) ([www.oxfamnovib.nl](http://www.oxfamnovib.nl))  
Oxfam Québec ([www.oxfam.qc.ca](http://www.oxfam.qc.ca))  
Oxfam Afrique du Sud ([www.oxfam.org.za](http://www.oxfam.org.za))  
KEDV ([www.kedv.org.tr](http://www.kedv.org.tr))